

Sommaire

- 3 ■ Les C.A. de l'ANEF
- 15 ■ Archives et témoignages : le GEF,
vu par Françoise Picq
- 31 ■ Histoire du GEF : Annexes
- 77 ■ Enseignements
- 83 ■ Notes de lecture
- 99 ■ Thèses et maîtrise
- 107 ■ In memoriam

Les C.A. de L'ANEF

C.A. du 28 février 2020

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Nicole Décuré, Annik Houel, Catherine Marry, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

Par Skype : Erika Flahault et Véronique Perry.

CIRFF

Haïti renonce à organiser le 9^e congrès. Le Comité des CIRFF a peut-être trouvé la Côte d'Ivoire en remplacement.

ACFAS : Congrès francophone du partage des savoirs au Québec

Sylvie Cromer a été invitée pour la journée « Violences sexistes et sexuelles » organisée par Manon Bergeron (Québec) et Isabelle Collet (Europe) pour parler de VSS. (NDLR : cette manifestation a été reportée depuis).

SIGNATURES DE PÉTITIONS

Annik Houel demande à ce qu'on se recentre sur notre « cœur de métier », c'est-à-dire l'ESR. Françoise Picq a peur qu'on se coupe de la base militante féministe si on se recentre trop sur l'ESR. Catherine Marry parle des sociologues autour de Laure



© ND – Paris, 28 février 2020

Bereni qui luttent en tant que chercheuses, mais qui n'ont pas envie d'association. Nicole Décuré signale que nous agissons en tant qu'association alors que les jeunes sociologues universitaires du genre œuvrent en tant que corporation de chercheuses genre. Plusieurs notent que cette vitalité militante est très parisienne. En région, certaines chercheuses sur le genre se sentent toujours très isolées. Si, à Lyon, les masters « genre » prospèrent, à Toulouse ils régressent. La situation parisienne : de nombreuses chercheuses qui font carrière et qui permettent à de nombreux travaux de voir le jour sont une situation locale.

PARTENARIATS

Françoise Picq regrette qu'un mouvement tel que « Féministes en mouvement » n'existe plus. Elle se retrouve moins dans les autres mouvements actuels qui tentent d'être fédérateurs. Pour Annik Houel et Geneviève Pezeu, « Nous toutes » est sur les violences et il y a un sens que nous y soyons à cause de VSS. VSS et le *Vademecum* sont considérés par toutes comme une vraie réussite de l'ANEF. Nous estimons que le débat a été éclairé et nous en tiendrons compte pour les pétitions à venir.

JOURNÉE SUR LES 50 ANS DU MLF ET LES MOBILISATIONS

AUJOURD'HUI (29 février et 21 mars)

Annik Houel trouve que la communication de la manifestation parisienne est trop peu (ou mal ?) médiatisée. Le C.A. trouve que les 50 ans du MLF sont une vraie manifestation qui peut être soutenue par l'ANEF. Il serait souhaitable d'enregistrer les débats pour le *Bulletin*.

E-TOILE

Suite à l'étude de faisabilité, nous avons renoncé à une plateforme dédiée. Véronique Perry a repris le rapport de la stagiaire de l'ANEF. Nous allons pouvoir l'envoyer à nos partenaires et le mettre en ligne sur notre site. Le site sera destiné à recevoir les contenus relatifs à *e-Toile* à mesure qu'ils existeront. Nous sommes toutes attachées à avoir un site que nous maîtrisons, autonome des universités ou autre plateforme institutionnelle volatile.

LE SITE

Il faut le mettre à jour et le maintenir. Érika Flahault va faire une évaluation du temps dont elle a besoin pour une mise à jour uniquement centrée sur les contenus fortement en lien avec l'ANEF.

C.A. du 25 mai 2020 (par Zoom)

Présentes : Isabelle Collet, Sylvie Cromer, Nicole Décuré, Annik Houel, Geneviève Pezeu, Véronique Perry, Françoise Picq.

BILAN VSS

Formations VSS 2020

Les formations réalisées par un certain nombre d'entre nous (Sylvie Cromer, Érika Flahault, Hélène Marquié, Geneviève Pezeu), en collaboration avec les formatrices et formateurs de la Cped et de JuriSup', concernent plusieurs universités et écoles. En 2020, nous sommes allées à Toulouse, Paris, Lille, Rennes, avant le mois de mars 2020, puis à Tours, Villejuif, Rennes depuis la rentrée de septembre.

Suite au confinement, des formations prévues ont été annulées. Il a été proposé aux établissements de les réaliser en distanciel. Entre mai et juin, d'abord la formation prévue avec les correspondant.e.s égalité du CNRS s'est réalisée à distance puis l'université Gustave Eiffel (ex-Marne-la-Vallée) a accepté la proposition. Les autres établissements ont reporté les journées prévues à la rentrée de septembre qui s'annonçait d'ores et déjà difficile dans les universités.

Le premier semestre 2020 se partage entre des formations sur site comme à Tours pour les référent.e.s égalité du CNOUS, à Lille pour la rentrée des étudiant.e.s de



C.A. du 25 mai 2020 (par Zoom)

Sciences Po en L1 ou encore Villejuif pour les responsables de l'école SupBiotech'. Le second confinement nous a obligées à convertir deux journées de formation à distance avec les responsables et des étudiant.e.s de Sorbonne Université ; alors que l'Université de Toulouse a reporté pour la 3^e fois celles qui étaient prévues avant la fin de l'année en espérant qu'elles puissent se réaliser en janvier ou février 2021. Des formations courtes à distance ont été tentées pour les universités de Rennes réunies. Leur demande et l'objectif étaient de s'adresser à un nombre important d'étudiant.e.s afin de sensibiliser en masse. Un premier essai auprès d'une cinquantaine de « marraines » et « parrains » étudiant.e.s a été efficace. Le format approuvé est apprécié au point que les universités de Rennes nous ont demandé de recommencer trois séances autour de la semaine du 25 novembre pour toucher à chaque séance environ 80 personnes. Les retours ont été à nouveau très positifs, ce qui nous entraîne à proposer des dates pour l'école d'architecture en février.

En 2020, nous pouvons estimer que VSS Formation a effectué 19 journées de formation au total en comptabilisant les modules en demi-journées ou les formats plus courts encore.

Les demandes de « formation à l'écoute des VSS » sont de plus en plus nombreuses mais nous avons besoin de nous organiser entre les trois associations du collectif VSS Formation pour que des formateurs et formatrices se sentent en mesure de les assurer. Sylvie Cromer nous a organisé deux demi-journées en novembre 2020 afin de nous auto-former tout en se créant des documents communs et collectifs. À partir de 2021, plusieurs formations « écoute » sont programmées.

« Nous toutes » fait des formations gratuites de 2h30 en visioconférence sur les violences sexistes et sexuelles, dans le couple et au travail (jusqu'à 1 000 personnes, voire jusqu'à 10 000, ce sont les plafonds de connexion de l'outil de visio). Sylvie Cromer et Geneviève Pezeu l'ont suivie et trouvent que la formation est intéressante, sauf pour les chiffres, peu rigoureux. Ce type de formation est sans doute utile pour une sensibilisation large, notamment en direction des femmes. Est-ce suffisant pour des professionnel.le.s ?

Nouveau Vademecum

C'est un projet proposé aux associations partenaires : sur la procédure disciplinaire, sur le modèle du premier. L'idée est de développer toute la partie enquête, section disciplinaire, mais aussi de détailler des situations complexes. De plus, sur le web il n'est pas facile de trouver des décisions et nos collègues ne sont pas formé.e.s aux violences de genre.

L'Observatoire de la vie étudiante a lancé, en mars 2020, sa nouvelle enquête sur les conditions de vie des étudiant.e.s en France. Pour cette neuvième édition, plus

de 245 000 étudiant.e.s seront invité.e.s à répondre au questionnaire de l'OVE entre le 12 mars et le 25 mai 2020. Ont été intégrées des questions sur les VSS grâce à des membres de l'équipe VIRAGE (Elizabeth Brown et Amandine Lebugle), Catherine Marry et Sylvie Cromer de l'ANEF, soutenues par le MESRI. Ce travail a nécessité plusieurs séances de travail.

Rappel (site OVE)

En 1994, l'Observatoire national de la vie étudiante initiait la première édition de sa grande enquête nationale « Conditions de vie des étudiants en France » (CdV). Consistant en la passation d'un questionnaire sur ce thème auprès d'un échantillon représentatif des étudiant.e.s inscrit.e.s dans l'enseignement supérieur en France, cette enquête se poursuit depuis lors à un rythme triennal. Élaborée par le Collège scientifique de l'OVE, conformément à la méthodologie des enquêtes statistiques, sa qualité et sa permanence en font un outil de référence. [...] Afin de mieux s'adapter aux problématiques actuelles des conditions de vie et d'études, plusieurs changements ont été apportés à cette nouvelle édition en accord avec le conseil et collèges scientifiques de l'OVE. Des questions sur les discriminations et le handicap sont approfondies et d'autres sur les violences sexistes et sexuelles ; le travail salarié via des plateformes numériques sont introduites pour la première fois.

BULLETIN DE L'ANEF

Il est décidé que les *Bulletins* seront mis en ligne dès la publication, sans renoncer à la version papier qui a une autre fonction que la version pdf.

E-TOILE

Puisqu'on renonce à une plateforme spécifique pour *e-Toile*, il est décidé d'ouvrir une page spécifique sur le site de l'ANEF. C'est l'opportunité pour l'ANEF de montrer sa dimension internationale. Par exemple : mettre en évidence la francophonie, c'est-à-dire la dimension internationale des recherches féministes. Figureront sur la page *e-Toile* les textes principaux (la charte, l'étude de faisabilité) et les annonces de colloques ou publications de nos partenaires en francophonie. Erika Flahault sera engagée pour concevoir la rubrique, puis au coup par coup pour nourrir les pages.

50 ANS DU MLF

Pour l'organisation d'une série de rencontres-débats intergénérationnels à l'occasion des cinquante ans du MLF, la Fondation des femmes avait mis à disposition cinq masterantes de Science po. Après une première séance, le 29 février, la suite a été interrompue par le confinement. Pourra-t-elle redémarrer à la rentrée ?

HISTOIRE DES CIRFF

En pause en attendant la reprise. Pour le moment, le congrès prévu en Haïti est suspendu.

Une page Wikipédia sur le CIRFF a été faite par le collectif des « sans pages ». Notre groupe de travail sur l'histoire des CIRFF se propose de compléter cette page. Isabelle Collet prendra contact avec le collectif pour nourrir les pages.

QUELLE AIDE DE L'ANEF AUX FINANCEMENTS DE COLLOQUES OU SÉMINAIRES ?

On ne participe que si le sujet est bien l'objet de notre association : l'université et les études féministes. Sur la demande de soutien du colloque sur la BD, il n'y a pas de raison de financer. Pour rappel, les colloques et les séminaires dans le champ des études féministes ou genre sont légion. En revanche, un séminaire sur Genre-Formation-Histoire, animé par une de nos responsables pourrait être co-organisé par l'ANEF.

C.A. du 24 juin 2020 (par Zoom)

Présentes : Isabelle Collet, Nicole Décuré, Annik Houel, Véronique Perry, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

ÉLECTIONS

Le C.A. doit être renouvelé à la fin de l'année. On va donc lancer un appel à candidatures en même temps qu'un rappel à cotisation, avec mise à jour du paiement par HelloAsso sur le site et mode d'emploi envoyé aux adhérentes.

LE BULLETIN

Des comptes rendus de livres sont à venir. Françoise Picq prépare un dossier sur l'institutionnalisation des études féministes. EFiGiES prépare un rapport sur les nouveaux postes « genre ».

C.A. du 23 septembre 2020 (par Jitsi)

Présentes : Sylvie Cromer, Nicole Décuré, Erika Flahault, Annik Houel, Hélène Marquié, Catherine Marry, Geneviève Pezeu, Françoise Picq.

CIRFF

Remerciements reçus d'Anne-Marie Devreux et actualités des CIRFF.

« Vous vous souvenez bien sûr qu'en août 2018 s'est tenu le 8^e Congrès International des Recherches Féministes dans la Francophonie (CIRFF 2018) qui a rencontré un grand succès avec 1 500 participant.e.s venu.e.s d'une quarantaine de pays différents. Vous aviez bien voulu soutenir financièrement l'organisation de ce congrès et nous apporter une aide particulièrement utile pour l'accueil des congressistes et la gestion de certaines de nos subventions. Je tiens à vous en remercier à nouveau très chaleureusement.

Nous avons pu réaliser deux films à partir des vidéos tournées lors de cet événement et de divers documents visuels collectés alors et je suis heureuse de vous informer de leur diffusion sur internet.

Le premier film, « CIRFF2018, la 8^e rencontre », retrace l'histoire des CIRFF et l'organisation de ce congrès ; le second, « Le CIRFF2018, une convergence d'initiatives en recherche féministe », expose, de façon thématique, les très nombreux projets en recherche féministe émanant des chercheuses et chercheurs, associations ou ONG venant des différents pays de la francophonie. Ces films sont maintenant mis en ligne sur deux plateformes, l'une dédiée à l'éducation féministe, *Matilda Éducation*, l'autre à la diffusion de savoirs académiques, *Canal U*). En voici les liens :

- Film 1 : <https://vimeo.com/415030534> ou https://www.canal-u.tv/video/site_pouchet_cnrs/cirff2018_la_8eme_rencontre.55999.
- Film 2 : <https://vimeo.com/430626250> ou https://www.canal-u.tv/video/site_pouchet_cnrs/le_cirff2018_une_convergence_d_initiatives_en_recherche_feministe.56001.

Nous avons aussi nourri une page Wikipedia sur l'ensemble des Congrès Internationaux de la Recherche Féministe dans la Francophonie :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%A8s_international_des_recherches_f%C3%A9ministes_dans_la_francophonie

Vous pourrez également consulter le site internet du CIRFF2018 que nous continuons de mettre à jour et d'enrichir de documents ou photos : <https://cirff2018.parisnanterre.fr/>

Vous pourrez ainsi constater combien votre soutien institutionnel et financier nous a été précieux. Nous espérons pouvoir bientôt diffuser de bonnes nouvelles à propos d'une prochaine édition des CIRFF, pour le moment retardée en raison des conséquences de la crise sanitaire et économique que nous traversons. »

Ces informations seront mises en ligne

RÉSEAUX

L'ANEF a participé /va participer :

Françoise Picq : Table ronde en visioconférence « Congrès des Recherches féministes dans la francophonie : les féminismes à travers le monde et leurs renouvellements générationnels », organisée par le RÉQEF et l'UQAM, le 19 août 2020. Après avoir reçu les films du 8^e CIRFF, la table ronde avait pour objectif de réfléchir à l'avenir des CIRFF.

*Participant*es : Danielle Coenga (doctorante Science Po, UQAM), Viviane Michel (femme autochtone, siégeant dans les instances gouvernementales), Françoise Picq (ANEF, *e-Toile*), Akila Kizzi (doctorante en Études de genre, Paris 8), Danièle Malgloire (sociologue, université de Port-au-Prince, Haïti, Coordination femmes Haïti), Fatou Sow (sociologue sénégalaise, organisatrice du 2^e Congrès, 1999, Dakar), Huguette Dagenais (organisatrice du 1^{er} Congrès, Université Laval, Canada, 1996, co-fondatrice de *Recherches féministes*).

Animée par Chantal Maillé (RÉQEF) avec deux coordinatrices du RÉQEF.

Chacune des participantes a été invitée à répondre à plusieurs questions.

Qu'est-ce que le CIRFF représente pour vous ?

Toutes ont parlé d'une belle expérience, de rencontres stimulantes, de débats scientifiques et politiques. Sororité, bienveillance, partage, rires. L'intérêt de la francophonie : on comprend tout, questionnement plus profond que dans les réseaux anglophones. On regrette que les *Actes* n'aient pas toujours été publiés.

Apports du CIRFF à la recherche féministe et à sa transmission dans la francophonie ?

H. Dagenais : Les CIRFF ont un rôle stratégique pour montrer l'existence d'une recherche féministe francophone.

D. Malgloire : La diffusion a lieu du Nord au Sud ; il faut aussi l'inverse. Le prochain CIRFF devait avoir lieu en Haïti. Il voulait plus de visibilité pour les femmes du Sud, une organisation plus réduite mais cibler la qualité. Malheureusement les problèmes politiques et la pandémie ont remis ce projet en question.

Le contexte du COVID nous permet d'explorer de nouvelles méthodes d'échange. Peut-on envisager un CIRFF en ligne ? Ce peut être utile pour élargir, mais ne peut pas remplacer. On veut se rencontrer, nez à nez (F. Sow).

Questions du public

— Le problème du coût environnemental de rencontres international est soulevé. On peut être sensible à ces préoccupations, mais on refuse la culpabilisation des femmes.

— Inquiétude au sujet d'une certaine « ONGéisation » qui se développe depuis les années 2000 : les bailleurs de fonds ont leurs agendas et instrumentalisent les ONG.

En conclusion :

Chantal Maillé souligne le désir de pérenniser les CIRFF, les défis liés aux différents contextes et la sensibilité aux questions Nord /Sud.

Huguette Dagenais insiste sur les liens entre les générations à travers les CIRFF. Les études féministes n'ont que cinquante ans.

- Geneviève Pezeu : Séminaire IEC sur #Metoo : vendredi 18 septembre 2020 à 14 heures.
- Conférence de Laure Murat (EHESS) actuellement professeure au Département d'études française et francophone de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).
- Journée d'étude du MAGE le 9 octobre 2020 : « Quel genre de politiques dans l'éducation ? Égalité des sexes, stéréotypes et mixité des formations » (voir compte rendu dans le chapitre « Enseignements »).
- Forum Générations Égalité en 2021 : regroupement d'associations féministes (au moins 32) pour Pékin+25.

En vue de la tenue du Forum Génération Égalité, qui se tiendra en France en 2021 (« Processus Pékin + 25), un certain nombre d'associations féministes ont décidé de créer un Collectif féministe. Elles ont rédigé un manifeste présentant leurs valeurs et objectifs communs. Un appel à rejoindre ce collectif a été adressé à l'ANEF, qui l'a accepté. Une visioconférence a eu lieu le mardi 15 septembre, à laquelle Françoise Picq s'est jointe.

Ces associations se regroupent autour d'objectifs communs, qui s'inscrivent dans la continuité des objectifs fixés en 1995 lors de la Conférence de Pékin. Elles tirent la sonnette d'alarme sur la régression de l'égalité entre les femmes et les hommes, particulièrement visible en temps de crises sanitaire, climatique et démocratique. Les droits des femmes et des filles, précise le manifeste, sont gravement menacés par la montée en puissance des forces réactionnaires, anti-démocratiques et des intégrismes religieux ; par l'exploitation et la marchandisation des femmes et des filles dans la prostitution et la maternité de substitution, par l'impunité du viol et de la pédocriminalité. Elles s'élèvent contre la remise en question des conventions internationales (convention d'Istanbul) et les tentatives d'introduire la notion de

« travail du sexe » pour masquer la prostitution qui est une violence contre les femmes.

Animée par Marie-Paule Grossetête, de la CLEF, la visioconférence a regroupé 32 participantes. Une journaliste de *50/50* y a assisté (*50 /50 magazine*, Chloé Cohen, 18 septembre).

Le Collectif regroupait au départ 25 associations et plateformes, françaises pour la plupart, mais certaines européennes (AIF et AFFEM). Il est progressivement rejoint par des associations qui partagent les positions définies dans le *Manifeste* et sont acceptées par le collectif.

Certaines des participantes à cette visioconférence auraient souhaité discuter de certaines formulations du *Manifeste*. Il leur est répondu qu'on peut se donner un délai pour des corrections, mais qu'il ne faut pas y attacher trop d'importance dès lors qu'on est d'accord sur le fond. Il s'agit de travailler ensemble pour un an. Ce n'est pas un mariage à vie.

L'essentiel est de se retrouver autour des principes universels qui sont au cœur du modèle démocratique de l'ONU et de la Communauté européenne et de refuser que ces droits soient limités par quelque autre principe.

À vrai dire, une coalition d'ONG existait depuis le G7, avec laquelle certaines avaient tenté de travailler, mais elles s'en étaient séparées : ces ONG mettent en priorité la prostitution vue comme un travail et la question de l'identité de genre.

Un programme de travail a été défini, avec une rencontre avec Delphine O et la création de groupes de travail thématiques (environnement, prostitution, gouvernement paritaire et égalité professionnelle, femmes et migrations, santé des femmes et droits sexuels et reproductifs, droits sociaux et économiques, violences, masculinités).

Repartir de la plateforme de Pékin, voir ce qui a été fait ou pas, maintenir une veille de l'actualité sur la préparation de la Conférence... même si la participation de l'ANEF est minime, la constitution d'un collectif féministe en vue d'une intervention commune dans le forum Génération Égalité semble extrêmement importante.

N'oublions pas pas qu'il y a 25 ans, l'ANEF et le milieu des études féministes s'étaient divisés à propos de la participation au Colloque scientifique de la Mission de préparation de la Conférence de Pékin. Et que cela avait été l'occasion d'un important rapport de l'ANEF sur les études féministes en France en 1995, et un pas vers l'institutionnalisation (voir les *Bulletins* et supplément au *Bulletin* sur le site de l'ANEF).

VSS FORMATION

- Demande par le MESRI des remontées sur les formations VSS.
- Formation sur l'écoute par Sylvie Cromer à prévoir en octobre au sein du groupe VSS.
- Sorbonne Université : projet de formation obligatoire via le téléphone. Une demande a été adressée à Geneviève Pezeu pour servir d'interface.
- Projet de *Vademecum* sur les procédures disciplinaires au sein de VSS.

Archives et témoignages :

le Groupe d'études féministes de l'université Paris 7 : GEF (1975-1991)



© ND – Françoise Picq,
1997

Voici venir le temps de transmettre.

Après un demi-siècle d'engagement féministe, et presque autant d'énergie dédiée aux études féministes, j'ai accumulé une somme impressionnante d'archives. Autour de mon itinéraire personnel certes, mais celui-ci est indivisible d'une histoire collective. C'est elle qu'il s'agit de restituer, notamment celle du développement et de l'institutionnalisation des études féministes en France.

J'ai donné, en vrac, mes archives de Mai 68 à la BDIC de Nanterre (devenue La Contemporaine : Mémoires de 68). J'ai transmis mes archives de l'ANEF à la bibliothèque universitaire d'Angers (Centre des Archives du féminisme), avec celles qui précèdent et expliquent la fondation de l'ANEF : organisation du Colloque de Toulouse et création des associations régionales¹. Celles-ci sont ainsi accessibles aux chercheuses/chercheurs, aux historiennes/historiens. En complément, j'aimerais, avec celles qui le souhaitent, sélectionner les documents les plus significatifs pour les rendre accessibles à un public plus large et les expliciter sur le site de l'ANEF.

Avant de transmettre mes archives à la Bibliothèque Marguerite Durand et au Centre des Archives du féminisme d'Angers, je veux classer, organiser et contextualiser les documents principaux, que ce soit sur mon site personnel (www.francoisepicq.fr) dans une rubrique « Archives » rassemblant des textes collectifs ou dans d'autres contextes selon les occasions. Le projet FemEnRev de numérisation et de présentation des revues sera une occasion bienvenue d'échanges et de travail collectif autour des revues : *Parole !* et *La Revue d'en face*.

Je commence ce travail de transmission avec l'évocation de cette période que Liliane Kandel qualifie d'« accumulation primitive en milieu féministe »². Pour

1 - L'APEF (Association pour la promotion des études féministes, région Paris-Île de France) en ce qui me concerne, mais aussi l'AFFRA (Association d'études féministes Rhône-Alpes), transmises par ses animatrices.

2 - L. KANDEL, « Un tournant institutionnel : le Colloque de Toulouse », in F. Basch et al., *Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu (ci-après 25 Jussieu)*, p. 82.

éclairer ces archives, je me réfère aussi aux témoignages d'autres actrices de cette histoire, qui ont eu l'occasion de mettre de l'ordre dans leurs souvenirs.

Le Groupe d'Études Féministes de l'université Paris 7 (GEF) a été l'un des groupes pionniers des études féministes en France, à partir de janvier 1975. J'en ai fait partie à un moment précis de mon itinéraire, celui d'une transition entre un engagement militant et une démarche qu'on peut qualifier de recherche féministe. C'est sous l'égide du GEF que j'ai mené, de façon collective, une grande partie de mes recherches³ et des initiatives de développement des études féministes pendant une quinzaine d'années.

Par la suite, j'ai continué d'agir collectivement dans les associations d'études féministes issues du Colloque fondateur de Toulouse en 1982 : l'APEF d'abord (Association pour la promotion des études féministes, Région Paris-Île de France : 1983-1989), puis l'ANEF (Association nationale des études féministes, depuis 1989).

Au début des années 1980, le GEF, ressentant la nécessité de se structurer, de s'inscrire dans une histoire en train de se faire, a rassemblé les textes produits jusqu'alors dans un document *Mémoire du GEF*. Composé avant le développement de l'informatique, ce cahier d'une trentaine de pages est un ensemble de photocopies, devenues pour la plupart illisibles. [Annexe 1]

Le GEF a été un lieu de rencontres entre des défricheuses du domaine et le point de départ de diverses initiatives. C'est là que Liliane Kandel a recruté, à la demande de Simone de Beauvoir, celles qui allaient participer au projet d'émissions de télé « Sartre témoin de son siècle »⁴, projet avorté mais non improductif puisqu'il a débouché sur plusieurs revues, dont *Parole !*

Mémoire du GEF (M.GEF) rassemble les principaux documents diffusés dans le cadre du GEF pendant sa première étape : séminaires et colloques, création de la revue *Pénélope*, organisation du Colloque de Toulouse.

L'étape suivante, permise par le succès de celui-ci, est celle de l'ATP (Action thématique programmée) du CNRS. Au nom du GEF, nous avons déposé un projet de recherche sur « Le Mouvement de Libération des Femmes et ses effets sociaux » et organisé, en 1989, un colloque « Crise de la société, féminisme et changement ». La compilation de documents qui suit s'achève avec la publication des actes de ce colloque en 1991.

L'histoire du GEF se termine alors, mais non celle des études féministes à Paris 7. Cette université ayant bénéficié d'un poste de maître de conférences en

3 - Dès 1968, j'avais choisi des questions féministes pour mes différents travaux universitaires (maîtrise de sociologie, DEA de science politique, thèse en science politique).

4 - Sur cette initiative, voir les articles de N. Ringart (pp. 46-50) et de C. Fauré dans la revue *Sens Commun*, n° 27, « Avec Simone de Beauvoir : les années MLF ». *Parole !*, n° 1, printemps 1978, éditions Tierce.

sociologie, fléché « études féministes », un nouveau groupe a été mis en place en 1985 autour de Claude Zaidman, beaucoup plus institutionnel, le CEDREF. Celui-ci organisera le 14 novembre 1997 un colloque⁵, « Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu », occasion pour les actrices d'écrire l'histoire collective par leurs témoignages. Les actes de ce colloque ont été publiés sous le même titre en juin 2001⁶. [Annexe 2]

Je mets donc en regard documents d'archives et témoignages d'actrices, afin qu'ils se valident mutuellement et éclairent l'émergence des études féministes à partir du mouvement féministe.

1975-1984. Réunions : séminaires et colloques

© ND – Françoise Basch, 1997



« Alors en janvier 1975 se forma à Paris 7, sur l'initiative de Françoise Basch et de Michelle Perrot, le premier groupe en France d'études féministes. Malgré l'enthousiasme de cette nouvelle aventure, l'atmosphère des premières séances était lourde de tensions. Car les militantes qui avaient rejoint le GEF – en désaccord avec discours et style universitaires traditionnels – étaient bien décidées à fonctionner selon les normes en vigueur au Mouvement, non-mixité, refus de la hiérarchie, critique de l'objectivité et du savoir constitué ».

C'est ainsi que Françoise Basch évoque la création du GEF dans son introduction au Colloque « Crise de la société, féminisme et changement », le 22 avril 1988, et à l'ouvrage tiré de celui-ci.

La première réunion de ce qui deviendra le Groupe d'études féministes a eu lieu le 13 janvier 1975, dans les locaux de l'Université Paris 7. Celui-ci se déclare « largement ouvert à tous ceux et celles qui le souhaitent, pour réunir des informations sur les recherches et enseignements sur les femmes dans les universités françaises, promouvoir la réflexion et la discussion sur la condition féminine ». Bien loin, en effet, des normes et formulations du MLF. Mais il est vite rejoint par un certain nombre de militantes féministes, en quête d'approfondissement et de réflexion sur leurs pratiques. Et les premières séances sont animées de débats sur les objectifs et le fonctionnement du groupe, sur ses relations avec les luttes féministes : discussion

5 - Le CEDREF, créé par C. Zaidman, a comme axe principal le regroupement des enseignements à Paris 7 (plus de quarante enseignantes ou chercheuses de Jussieu), C. Zaidman, « Histoire du CEDREF », in *25 ans, Jussieu*, pp. 129-145.

6 - CEDREF, *Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu*, Sous la responsabilité de F. Basch, L. Bruit, M. Dental, F. Picq, P. Schmitt-Pantel, C. Zaidman, Publications universitaires Denis Diderot, juin 2001.

sur mixité/non-mixité, contestation des savoirs institués, critique féministe de l'histoire, de la sociologie. [Annexe 3]

J'ai témoigné dans *Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu* de mon parcours : « Du mouvement des femmes aux études féministes ». Le « groupe du jeudi », où l'on réfléchissait à notre rapport aux institutions, n'avait pas résisté à une polémique sur l'université. C'est alors que Lydia El Haddad, qui en faisait partie et qui suivait le séminaire de Michelle Perrot, nous a proposé de rejoindre ce groupe qui démarrait à l'Université Paris 7. « Pour les militantes que nous étions, il s'agissait de porter la contestation féministe au cœur de l'université, de prolonger la critique politique de la place faite aux femmes dans la société par la critique d'un savoir constitué sur l'exclusion des femmes »⁷.

À l'heure du bilan, vingt-cinq ans plus tard, je constatais un tout autre résultat : « Nous avons investi le GEF pour en faire un cheval de Troie du MLF à l'université, mais il a été tout autant un lieu de transition et d'apprivoisement ».

Ayant suivi un itinéraire inverse à celui de Françoise Basch, je rejoins bien son analyse, et je la cite à nouveau : « À l'actif du GEF, donc, la première tentative en France de liaison et d'enrichissement réciproque entre Mouvement des femmes et université, entre militantisme et recherche. La dynamique et le travail réalisés pendant cette période de gestation contribuèrent largement aux initiatives ultérieures : expédition à Aix-en Provence pour porter la bonne parole à un colloque sur « Femmes et Sciences sociales » en juin 1975 ; colloque du CLEF à Lyon en 1979 ; à ces temps héroïques appartiennent aussi les deux rencontres internationales au Moulin d'Andé en 1979 et 1980, la création de la revue Pénélope avec le Centre de recherches historiques ; puis la participation aux Assises de la Recherche (1981), l'organisation avec d'autres groupes du Colloque de Toulouse (1982). Dans la foulée, les études féministes s'implantaient plus solidement dans l'université et au CNRS (Action thématique programmée) »⁸.

Françoise Basch attribue au GEF la primeur des études féministes en France. Mais d'autres expériences avaient lieu de façon parallèle : le CEFUP (Centre d'études féminines de l'Université de Provence), créé officiellement en 1976, fonctionnait, depuis 1972, autour d'Yvonne Knibielher, de Christiane Souriau et de Sylvia Ostrowetsky⁹. Il a organisé le premier colloque en juin 1975.

7 - F. PICQ, « Du mouvement des femmes aux études féministes », 25 *Jussieu*, pp. 23-32. Sur le groupe du jeudi, voir aussi *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Éd. Dialogues, 2011, pp. 242-246

8 - F. BASCH, « Introduction », *Crise de la Société, Féminisme et Changement*, pp. 6-7.

9 - C. DAUPHIN, « Pénélope : une expérience militante dans le monde académique », in 25 *Jussieu*, p.63. Dès octobre 1973, le CEFUP a ouvert un enseignement au titre de la « formation continue », touchant 80 femmes à Aix et 120 à Marseille.

À Lyon, le CLEF (Centre lyonnais d'études féministes), créé en 1976 autour d'Huguette Bouchardeau, d'Annik Houel et de Brigitte Lhomond, mettait en place une bibliothèque, un centre de documentation, tenait des séminaires interdisciplinaires. Il a organisé son premier colloque, « Les femmes et la question du travail », en 1980.

Un Institut de recherche et d'études féminines existait depuis 1974 à Paris 8 autour d'Hélène Cixous.

Colloques et rencontres permettent de tisser des liens et de constituer un réseau d'échanges et d'actions communes en France. Des membres du GEF ont participé à la rencontre d'Aix-en-Provence (à la Baume S^{te} Marie), les 7 et 8 juin 1975 : « La femme et les sciences humaines » ; à celle de Lyon en 1980, « Les femmes et la question du travail ¹⁰ » ; au Colloque « La femme et la classe ouvrière », à l'Université Paris 8-Vincennes, le 17 décembre 1978.

C'est aussi un réseau international qui se constitue, avec le Colloque « Women and Power », en décembre 1977 à l'Université du Maryland, qui nous a permis d'entrevoir l'importance des *women's studies* aux États-Unis. Et surtout avec les rencontres internationales « The New Family and the New Woman, 1914-1945. Culture, Policy and Creativity ». Françoise Basch, qui en fut la cheville ouvrière pour la France, en rend compte dans *Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu*¹¹. Ces premières rencontres eurent lieu en juin 1979 et en juin 1980 au Moulin d'Andé, en Normandie puis, en avril 1982, à Shaker Mill Farm dans l'État de Washington. Deux ouvrages en sont tirés¹².

Le GEF, officiellement reconnu comme groupe de recherche de l'université Paris 7 en 1977, présente alors son Rapport de recherche selon les normes universitaires dans le livret de Paris 7 : sous la responsabilité de Françoise Basch et Michelle Perrot, l'équipe se compose de sept personnes rattachées à Paris 7 (Marie-Françoise Cachin, Lydia El Haddad, Liliane Kandel, J.M. Maughin, Marcelle Marini, Nicole Rougier, A. Paquette), de sept autres hors Paris 7 (Christine Fauré, Dominique Fougeyrollas, Geneviève Fraisse, Françoise Picq, Nadja Ringart, Leila Sebbar-Pignon, Arlette Farge) et d'une quinzaine de doctorantes (dont Marie-Jo Bonnet, Françoise Ducrocq, Claude Meignien, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquart, Françoise Thébaud, etc.). [Annexe 4]

10 - Centre Lyonnais d'Études Féministes, *Les femmes et la question du travail*, Presses Universitaires de Lyon, 1984.

11 - F. BASCH, « Moulin d'Andé, France 1978-1980, Shaker Mill Farm, USA 1982 » in CEDREF, *25 ans Jussieu*, Publications universitaires Denis-Diderot, juin 2001.

12 - Collectif, *Stratégies des femmes*, Éd. Tierce, 1984; J. Friedlander, B. Wiesen Cook, A. Kessler-Harris & C. Smith-Rosenberg (eds.), *Women in Culture and Politics, A Century of Change*, Indiana University Press, 1986.

Au GEF, universitaires et militantes s'accordent désormais sur une définition : « *Le terme d'études féministes ne recouvre au GEF ni une étude statique de la condition des femmes, ni une idéologie normative : il s'agit, par une pluralité d'approches, de mettre en question de façon dynamique le statut minoritaire des femmes et la société qui le crée* ». [Annexe 5]

Le programme du GEF et les séminaires qu'il a organisés, cinq ou six fois par an au début des années 1980, sont de précieux indicateurs des thèmes choisis et des personnalités invitées. [Annexe 6] [Annexe 7] [Annexe 8]

1978-1985. *Pénélope*

Publication périodique, *Pénélope* a été éditée par un collectif commun au GEF et au Groupe de recherche historique de l'EHESS. Un numéro zéro avait été réalisé avec le CEFUP, le CLEF et le Groupe de recherche pour l'histoire et l'anthropologie des femmes (*BIEF : Bulletin d'information des études féminines*). [Annexe 9]

Michelle Perrot a relaté dans *25 ans d'études féministes : l'expérience Jussieu*¹³ les circonstances qui ont donné naissance aux *Cahiers Pénélope* : l'échec d'un projet éditorial ambitieux (une revue franco-américaine), une équipe constituée à cette occasion (Groupe de recherche pour l'histoire et l'anthropologie des femmes, arrimée au Centre de recherches historiques de la Maison des sciences de l'homme et Groupe d'études féministes de Paris 7), le choix de publier des *Cahiers* semestriels, chacun autour d'un thème, faisant le point sur des recherches achevées ou en cours. D'abord financée par Paris 7, *Pénélope* le fut ensuite par le biais d'une association de type 1901.

Cécile Dauphin complète ce témoignage, dans le même ouvrage : « *Pénélope : une expérience militante dans le monde académique* » : « *De l'expérience militante, Pénélope comporte les caractères : précarité des conditions de production, mobilité des rédactrices, métissage des genres, intervention des praticiennes, débat sur la mixité. Du monde académique, elle fut superbement ignorée, tout en gagnant une reconnaissance posthume* ».

Entre 1979 et 1985, à raison de deux par an, treize numéros de *Pénélope* ont été diffusés, chacun sur un thème particulier, sous la responsabilité d'une à deux personnes : la presse, l'éducation des filles, la création, femmes et sciences, la femme soignante, les femmes et la violence, les femmes et la terre, femmes et folie, femmes et machines, femmes au bureau, vieillesse des femmes¹⁴. Il y a eu jusqu'à 200 abonné.e.s.

L'originalité de *Pénélope*, outre l'interdisciplinarité qui caractérise l'ensemble des études féministes, c'est de présenter de façon rapide mais problématisée des recherches

13 - M. PERROT, « Les premières expériences », *25 ans Jussieu*, pp.13-22.

14 - C. DAUPHIN, « *Pénélope : une expérience militante dans le monde académique* », *25 ans, Jussieu*, pp. 61-68.

en cours, tandis que les travaux connus sont renvoyés en bibliographie. Les travaux de recherche y sont associés à des témoignages, des réflexions critiques. [Annexe 10]. L'expérience a pris fin pour des raisons financières, mais aussi d'essoufflement d'une équipe dont le travail n'était pas reconnu institutionnellement. La dissolution de l'association a été actée par un bureau le 29 juin 1990 et l'actif transmis au CEDREF et au GEF, ainsi qu'à un groupe de chercheuses algériennes¹⁵.

1981-1984. Le Colloque de Toulouse et les débuts de l'institutionnalisation

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981 a été au départ d'une avancée spectaculaire pour les études féministes. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie, annonçait une vaste concertation devant aboutir du 13 au 16 janvier 1982 à un colloque national : 31 assises régionales réunissant plus de 22 000 personnes, chercheur.e.s, syndicalistes, élu.e.s, représentant.e.s de la société civile, l'objectif étant de « définir une nouvelle politique scientifique et technologique pour sortir de la crise », en prenant en compte « la demande sociale » et les « changements de mentalité ».

Les études et recherches féministes ou sur les femmes n'étaient pas prévues dans cette vaste consultation. Mais les différents groupes se sont invités dans diverses Assises régionales : le CEFUP à Aix-Marseille, le CLEF à Lyon, avec des résultats divers. Le GEF est intervenu dans les Assises régionales d'Île de France, en même temps que d'autres groupes parisiens (GIF, séminaire Limites- frontières, *Nouvelles questions féministes*).

Contrairement à ce que certaines craignaient, les féministes ont réussi à se faire entendre dans les Commissions « Sciences de l'homme et de la société » et « Hommes et structures ». Elles ont pu intervenir le lendemain et faire reprendre certaines de leurs propositions lors de la séance plénière du 21 novembre¹⁶. Le GEF avait proposé l'organisation dans le cadre du Colloque national d'une demi-journée sur le thème « Études féministes, transformation de la société » proposition à laquelle les autres groupes se sont ralliés¹⁷. [Annexe 11]

C'est finalement un « Atelier national d'études et recherches féministes et sur les femmes » d'une journée qui s'est tenu le 12 janvier 1982, dans un amphi

15 - Archives personnelles. Déposées à la Bibliothèque Marguerite Durand.

16 - « Certaines d'entre nous, persuadées d'expérience de l'inanité de nos efforts, avaient même, dès avant le début des Assises, rédigé un communiqué préventif – et vengeur – à l'usage de la presse [...] leur surprise fut de ... ne pas avoir à le distribuer », L. Kandel, article cité, p. 89.

17 - M. KAIL, « Au hit-parade du changement : les études et recherches féministes », *Nouvelles questions féministes*, n° 3, avril 1983, pp. 79-98. Des amendements au rapport final ont aussi été proposés.



© Catherine Deudon – Martine Chaudron, Michèle Ferrand, Liliane Kandel, Françoise Picq

mis à disposition dans les locaux du ministère de la Recherche (ancienne école polytechnique). Plus de 200 participantes sont venues de Paris, mais aussi de Lyon, Grenoble, Nantes, Tours, Aix, Marseille, Toulouse, Lille, etc. [Annexe 12]

Fortes du succès de cette rencontre, les organisatrices ont demandé un rendez-vous au ministère de la Recherche. Nous avons été reçues le 14 février par Philippe Barret, conseiller auprès du ministre pour les Sciences humaines et sociales, Michèle Coquillat, responsable de la recherche au ministère des Droits de la femme¹⁸, ainsi que Maurice Godelier, alors chargé de mission au ministère pour le secteur SHS. Nous ne voulions pas formuler de demandes en termes de moyens, de postes ou de structures, mais organiser à notre tour une véritable consultation d'un milieu en formation. Le soutien (institutionnel et financier) du ministère de la Recherche et du ministère des Droits de la femme nous fut volontiers accordé.

La mise en œuvre du projet impliquait de créer une association loi de 1901, de se donner des statuts, des structures acceptables par toutes, représentatives des diverses composantes, notamment régionales, de choisir des représentantes, les amener à travailler ensemble, à dépasser les divergences épistémologiques, politiques et personnelles. Ce qui, il faut bien le dire, constituait un bouleversement de nos pratiques habituelles.

Une association nationale *ad hoc* a été créée : l'AFFER (Association Femmes, Féminisme et Recherche), avec un conseil d'administration de 28 personnes

18 - Le ministère de la Recherche avait tenu à associer le ministère des Droits de la femme à cette rencontre. Il lui avait transféré une enveloppe « recherche » pour les recherches concernant les femmes. Mais nous exigeons que les recherches féministes soient reconnues comme un champ de recherche à part entière et refusions d'entrer dans le « ghetto » des recherches finalisées, dont les priorités seraient définies par d'autres (M. Kail, *ibid.*, 1983).

(14 titulaires et 14 suppléantes), dans un savant dosage entre régions, entre disciplines, entre positions institutionnelles. Celui-ci s'est réuni cinq fois, à Paris ou en région.

L'objectif du colloque était d'établir un premier bilan de l'état du domaine (personnes, situations, thèmes de recherche et d'enseignements, cadres et moyens), d'évaluer les besoins et de formuler des propositions concernant les orientations théoriques et les conditions matérielles de mise en œuvre.

Des journées préparatoires ont eu lieu dans six grandes régions, avant le Colloque national¹⁹ de trois jours à Toulouse fin 1982.

Le choix du lieu s'était porté sur Toulouse dans une volonté de rupture avec la centralisation parisienne mais aussi parce qu'il y était plus facile de s'appuyer sur une base institutionnelle : le GRIEF (Groupe de recherche interdisciplinaire d'études de femmes) de l'université de Toulouse a assuré le secrétariat national et l'organisation matérielle du colloque.

Les différents groupes qui étaient intervenus dans les Assises régionales d'Île-de-France se sont réunis en un collectif parisien, qui a organisé ses Assises régionales, les 16 et 17 avril 1982, puis a rédigé un « Pré-rapport sur les recherches féministes », de près de 200 pages. [Annexe 13]

Le GEF a par ailleurs répondu au questionnaire de Maurice Godelier, chargé des propositions de réforme sur les structures de la recherche en Sciences de l'homme et de la société. [Annexe 14]



© ND - Liliane Kandel, 1999

C'est Liliane Kandel qui, lors du colloque « Vingt-cinq ans d'études féministes ; l'expérience Jussieu », a rendu compte de cet événement fondateur : « *Un tournant institutionnel : le colloque de Toulouse* ». Elle rappelle sa genèse, la constitution des premiers groupes de réflexion et de recherche : « *le projet politique du mouvement féministe fut, dès le départ, inséparable de sa visée épistémologique, de son activité de critique, de 'déconstruction' et d'élaboration scientifique* »²⁰.

Le colloque « Femmes, féminisme et recherche » a réuni, trois jours durant, environ 900 femmes (et quelques hommes). Il est impossible de résumer ce qui s'y est dit dans les assemblées plénières et les commissions thématiques. Mais les plus de 1 000 pages

19 - Colloque national, mais avec des invitées internationales.

20 - L. KANDEL, « Un tournant institutionnel : le Colloque de Toulouse », *op.cit.*, p. 96.

d'actes²¹, 137 communications et synthèses, propositions de structures souhaitables pour l'organisation des recherches féministes et sur les femmes en France, publiés en 1984 en donnant une idée²².

Le résultat de ce colloque est une reconnaissance et une visibilité nouvelles pour ce champ d'études, de réflexion et de recherches. C'est véritablement le début de l'institutionnalisation des études féministes en France, avec notamment le lancement par le CNRS d'une ATP (Action thématique programmée) et la création à l'université de plusieurs postes de maître de conférences fléchés « études féministes »²³.

Les organisatrices du colloque ont été amenées à présenter aux différents ministères concernés un rapport sur l'état des études féministes, les demandes et les propositions. [Annexe 15]

L'autre acquis du colloque de Toulouse est la création d'associations dans le but de structurer le milieu de la recherche féministe et d'agir collectivement pour son développement. Régionales dans un premier temps, ces associations se réuniront par la suite en Association nationale des études féministes (ANEF). [Annexe 16]

1984-1991. L'ATP du CNRS : « Recherches féministes, recherches sur les femmes »

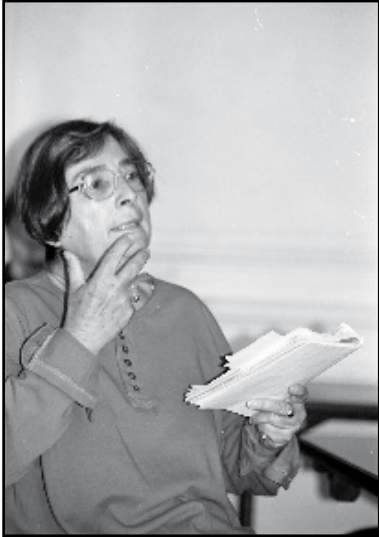
Maurice Godelier l'avait annoncé, dès l'ouverture du colloque : le département des Sciences humaines et sociales du CNRS lancerait une Action Thématique Programmée « Recherches féministes, recherches sur les femmes ». Il insistait sur la triple signification de cette décision : « reconnaissance de l'importance scientifique du domaine, affirmation de la légitimité d'un point de vue militant, d'un point de vue féministe, d'un point de vue qui ne se contente pas d'accumuler des analyses de la réalité [...] mais qui affirme vouloir ne pas accepter cette réalité telle qu'elle est, vouloir la transformer en éliminant les éléments de domination et d'oppression sociale qu'elle contient ». Enfin, outre cette double légitimité scientifique et sociale, une aide matérielle soutenue a été apportée pendant plusieurs années à des projets sélectionnés avec rigueur sur des thèmes prioritaires²⁴.

21 - Actes du colloque « Femmes, féminisme et recherches (1984), Toulouse, décembre 1982, éd. AFFER. En particulier, M. Kail, « Historique du colloque ».

22 - Quelques rares comptes rendus ont été publiés dans *La Revue d'en face* n° 14 (C. Soffer, « À propos du colloque de Toulouse » ; F. Picq, « Toulouse et après ») et dans le *Bief*, n° 11-12, 1983.

23 - Sur la « politique des postes universitaires », on trouvera un premier bilan dans le Rapport sur le « Premier recensement national des enseignements et des recherches sur le genre en France » (dit RG1), rendu par l'ANEF en décembre 2003, aux ministères de la Recherche et de l'Éducation nationale (sur le site de l'ANEF).

24 - M. GODELIER, in *Actes du Colloque national Femmes, féminisme et recherche*, p. 8.



© ND - Hélène Rouch, 1999

Dans *25 ans... Jussieu*, c'est Hélène Rouch²⁵, qui rend compte de cette ATP. Elle en souligne l'avancée, inimaginable aujourd'hui. Jusqu'alors, la plupart des chercheuses menaient leurs travaux en les déguisant plus ou moins pour être tolérées par l'institution ou carrément en dehors de l'institution. D'ailleurs le féminisme « *se voulait beaucoup plus une formidable force critique qu'une belle théorie achevée* ». L'ATP a été une expérience d'articulation entre action militante, réflexion politique et travail théorique. Le conseil scientifique, auquel participaient certaines des organisatrices du colloque de Toulouse, a choisi de limiter les appels d'offre à quelques thèmes qui n'avaient pas encore fait l'objet de recherches féministes.

Axe A : « Analyse critique de la conceptualisation des sexes »

Axe B : « Femmes, État, droit et société »

Axe C : « Mouvement des femmes, pratique des femmes »

130 projets ont été présentés, dont près de la moitié par des femmes qui avaient publié dans les *Actes* du colloque de Toulouse ; 68 ont été sélectionnés et financés sur quatre ans (1983-1987). La pluridisciplinarité et le travail collectif ont été privilégiés²⁶.

Ce fut une ATP très productive, de l'avis même des autorités responsables du CNRS. Des résumés ont été publiés dans deux annuaires. [Annexe 17]

Plusieurs colloques ont été organisés autour des travaux de l'ATP.

Le premier concerne l'axe C : « Mouvement de femmes, pratiques de femmes ». Il y a eu d'abord, à l'invitation du CLEF (Centre lyonnais d'études féministes), un week-end de rencontre dans la région lyonnaise, entre les équipes engagées dans des recherches sur l'histoire du mouvement des femmes. Il y a eu ensuite le Colloque du GEF, « Crise de la société, féminisme et changement », à la Sorbonne en avril 1988.

25 - H. ROUCH, (1937-2009), biologiste, a animé le séminaire *Limites-frontières*. Co-organisatrice du colloque de Toulouse puis membre du comité scientifique de l'ATP, où elle représentait le « hors-institution », Hélène a été celle qui était toujours là quand on avait besoin d'elle. Elle a été la première présidente de l'APEF, avant l'ANEF. Elle a créé et dirigé avec Oristelle Bonis et Dominique Fougeyrollas les collections « Recherches » soutenues par l'ANEF, aux éditions Côté femmes, puis aux éditions l'Harmattan. (Dominique Fougeyrollas, « Rouch Hélène », *Dictionnaire des féministes*, pp.1249-1252).

26 - H. ROUCH, « Recherches sur les femmes et recherches féministes : l'action thématique programmée du CNRS », *25 Jussieu*.

Le second concerne l'Axe A : « Rapport entre sexe biologique et sexe social (genre) - sexe et genre ». Ce colloque a marqué une étape importante dans l'analyse du rapport entre sexe biologique et sexe social et la conceptualisation du « genre ».

« L'ATP a joué son rôle d'incitateur », conclut le Conseil scientifique de l'ATP, « mais ne nous leurrions pas, sans un ancrage institutionnel stable, les recherches féministes et sur les femmes ne peuvent ni croître ni peut-être même subsister. L'ATP doit être relayée par un Groupement de recherches interdisciplinaires qui dispose d'ores et déjà d'un large potentiel de programmes et de chercheurs²⁷ ».

L'ATP a, en effet, été un formidable tremplin, donnant légitimité et visibilité aux recherches féministes. Mais le relais attendu par le Conseil scientifique pour pérenniser ces recherches n'a pas été au rendez-vous.

1984-1986. Une recherche féministe, « Le Mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux »

Nous avons proposé, au nom du GEF, une recherche sur « Le Mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux » (Françoise Picq, Françoise Ducrocq, Liliane Kandel). Celle-ci est l'exemple-type de ce que l'ATP a permis. Pour la première fois, nous avons obtenu un financement pour mener une recherche féministe, ce qui nous a permis d'associer des collaboratrices.

Nous voulions confronter les discours des féministes avec les changements sociaux, appréhendés à travers la littérature sociologique et démographique concernant la question des femmes et les rapports entre les sexes.

Pour le volet documentaire, Marie-Jo Dhavernas, philosophe, a été chargée de dépouiller toute la presse féministe sur les thèmes que nous souhaitions étudier (maternité, sexualité, politique).

Pour le volet « Enquête sur les actrices du MLF » », nous avons bénéficié des compétences de Nadja Ringart, sociologue. Il s'agissait de cerner les caractéristiques familiales, sociales, culturelles des femmes qui ont été au début de ce mouvement, ainsi que les répercussions de celui-ci sur leurs trajectoires personnelles. Une quinzaine d'entretiens non directifs nous ont permis d'élaborer un questionnaire (130 questions), diffusé auprès des premières (ou principales) participantes du MLF à Paris (120 réponses²⁸). [Annexe 18]

Le travail collectif a été intense, passionnant, irremplaçable, mais le rapport, rendu en novembre 1987 a été réalisé par Françoise Picq et a bénéficié de la collaboration de Liliane Kandel, Françoise Ducrocq et Nadja Ringart ; signe de la difficulté de mener au bout un travail d'écriture collectif.

27 - « Introduction », *ibid.*

28 - N. RINGART, « Quand ce n'était qu'un début... Itinéraires de femmes à Paris », *Crises de la société, féminisme et changement*, pp. 157- 172.



© ND – Nadja Ringart, 2020



© ND – Françoise Picq, 2004



© ND – Claudie Lesselier,
1997



© ND – Françoise
Duroux, 1994



© ND – Brigitte Lhomond, 2003



© ND – Michèle Ferrand, 2004



© ND – Dominique
Fougeyrollas, 2004

1988-1991. Colloque « Crises de la société, féminisme et changement » et publication des *Actes*

Le colloque « Crises de la société, féminisme et changement » et l'ouvrage qui en est tiré sont la dernière réalisation du Groupe d'études féministes,

Il s'agissait de valoriser notre recherche sur « Le mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux » et d'organiser les échanges entre les différents groupes ayant étudié les mouvements féministes dans le cadre de l'Axe 3 de l'ATP.

Françoise Basch et Françoise Barret-Ducrocq ont été d'une grande efficacité pour obtenir l'appui des responsables universitaires de la Sorbonne et de l'Institut d'Anglais Charles V, qui ont mis à notre disposition le prestigieux amphi Louis Liard de la Sorbonne, lequel, comme l'indiqua Michelle Perrot, avait été préservé de l'occupation en Mai 68. Nous y avons présenté notre recherche à travers trois communications.

Nadja Ringart, « Quand ce n'était qu'un début... Itinéraires de femmes à Paris », Liliane Kandel, « Une minorité agissante : actrices et modèles », Françoise Picq, « Conclusion, si c'était à refaire »²⁹. Nos amies lyonnaises du CLEF ont présenté deux interventions (Patricia Mercader et Helga Sobota). Et aussi Michelle Bordeaux, Marie-Jo Dhavernas, Christine Delphy, Judith Ezekiel, Michèle Ferrand, Nicole Gabriel, Claudie Lesselier, Marcelle Marini, Béatrice Slama, Mariette Sineau, Irène Théry, et tant d'autres. Une Table ronde, présidée par Michelle Perrot, permettait d'associer toutes celles qui auraient pu se sentir exclues, tout en faisant le point sur l'actualité des débats théoriques. [Annexe 19] [Annexe 20]

La publication des actes du Colloque, au nom du Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7 (GEF), sous la responsabilité de Françoise Basch, Marie-Jo Dhavernas, Liliane Kandel et Françoise Picq, a bénéficié des derniers soutiens nécessaires. *Pénélope* a prêté une somme, finalement convertie en don, *La Revue d'en face* l'a co-édité aux éditions Tierce. Et Françoise Pasquier, éditrice de tant d'écrits féministes, lui a donné sa forme, avant d'intégrer sa maison d'édition aux éditions Payot.

Cette publication est l'aboutissement du Groupe d'études féministes de Paris 7, et de ce processus par lequel le mouvement des femmes a donné naissance aux recherches féministes.

Le féminisme a renouvelé la démarche de recherche « *par sa critique radicale, par la dénonciation du savoir universitaire, masculin sous couvert d'universalisme, de l'exclusion des femmes ; par sa volonté de faire émerger la parole des femmes, de reconnaître le vécu de chacune comme source de connaissances*³⁰ ».

Cette étape est aussi celle de la professionnalisation des chercheuses. L'institutionnalisation des études féministes, résultat d'une lutte collective, débouche souvent sur l'individualité de l'écriture et de la responsabilité intellectuelle. J'ai continué à bénéficier de la relecture et de la vigilance critique de mes amies et collaboratrices, mais c'est sous ma seule signature que j'ai publié en 1993, *Libération des femmes : les années mouvement* »³¹ et la plupart de mes travaux ultérieurs.

Était-ce inéluctable ? Pour Rose-Marie Lagrave, « *le prix à payer pour la reconnaissance institutionnelle est la conformité des pratiques aux normes universitaires, inséparables d'un retour à l'individualisme* »³².

29 - Pour la publication, cette intervention a été séparée en deux articles : « Stratégie de sexe ou destin de classe, pp. 173-186 et « Conclusion : Si c'était à refaire », pp. 257-265.

30 - F. PICQ, article cité, p. 28.

31 - F. PICQ, *Libération des femmes : les années-mouvement*, Seuil 1993 (réédition augmentée *Libération des femmes ; quarante ans de mouvement*, Éd. Dialogues.fr, 2011).

32 - R.-M. LAGRAVE, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche*, n° 83, 1990.

J'ai pourtant conservé le goût du travail collectif et saisi diverses occasions de partager la responsabilité de publications. Après la fin de *La Revue d'en face*, j'ai notamment participé à plusieurs dossiers de la revue *ProChoix*³³. J'ai publié, avec Cathy Bernheim, Liliane Kandel et Nadja Ringart, une anthologie de textes du MLF³⁴. J'ai dirigé, avec Martine Storti, la publication des *Actes du Congrès international féministe, Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques*³⁵. Et c'est principalement au sein de l'ANEF que je continue à apprécier le travail collaboratif.

Lors des premières réunions du GEF, nous avons été accusées de « faire de la promotion individuelle » et le « groupe Jussieu » a été jugé coupable de « vendre la lutte des femmes à l'université ».

Au fur et à mesure que la reconnaissance universitaire progresse, s'intensifie l'exigence individualiste de la carrière, si ce n'est la compétition. C'est en ayant conscience que nous n'y échapperions pas que nous avons fondé des associations de chercheuses. Celles-ci n'ont sans doute pas réussi à préserver les études féministes des défauts du monde universitaire. Mais c'est une autre histoire, qui reste à faire.

J'ai reconstitué cette histoire du GEF Paris 7, à partir des archives que j'ai conservées, en les éclairant aussi par d'autres témoignages que les miens. J'en suis actrice et chercheuse, engagée dans un combat collectif, en même temps que suivant mon propre chemin. C'est une vision très personnelle que je propose³⁶, qui bien sûr ne fait pas histoire à elle seule ; mais je suis convaincue qu'elle concourt à montrer la façon dont les études féministes se sont constituées. Le fait est que notre génération de pionnières des études féministes a bénéficié d'une formation intellectuelle particulièrement performante, conduisant à la construction collective d'un domaine et de méthodologies entre exigences politiques et scientifiques.

Françoise Picq
novembre 2020

33 - Dossier « Odile Dhavernas », *ProChoix* n° 37, juillet 2006 ; « MLF, le mythe des origines », *ProChoix*, n° 46, décembre 2008.

34 - Collectif, *mlf // textes premiers*, Stock, 2019.

35 - Sous la direction de F. Picq et M. Storti, *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques, congrès international féministe*, Paris, décembre 2010, éditions iXe, « racine de iXe, 2012.

36 - Tous mes remerciements pour leur relecture et leurs bons conseils à Françoise Basch, Nicole Décuré, Michèle Ferrand, Annik Houel, Liliane Kandel.

Histoire du GEF : annexes

Annexe 1. Introduction à Mémoire du GEF

GROUPE D'ÉTUDES FÉMINISTES DE L'UNIVERSITÉ PARIS 7

Mémoire. Décembre 1982

Depuis sept ans qu'existe le GEF, rares sont les traces qu'il a laissées de son travail ; quelques comptes rendus des premières séances, et bientôt la simple convocation du début d'année. Il décide aujourd'hui de « capitaliser » davantage ses débats et ses travaux. Et aussi de communiquer à chacune, aux nouvelles participantes en particulier, ces quelques documents qui ont jalonné son histoire.

Un groupe d'études féministes a été créé le lundi 13 janvier 1975 à Paris 7. Lieu de rencontre de chercheuses, d'enseignantes, d'étudiantes de diverses disciplines, travaillant sur la question des femmes, il s'est donné pour objectif « de réunir le maximum d'informations sur les recherches et les enseignements existants sur les femmes dans les différentes universités françaises » ; de « promouvoir la réflexion et la discussion sur la condition féminine en utilisant les recherches effectuées par les participantes au moyen de réunions mensuelles largement ouvertes ».

En 1975, le GEF a tenu cinq séances dans lesquelles ont été échangées de nombreuses informations (réunions, projets, cours, bibliographies) et discuté de différentes questions touchant le fonctionnement du groupe et ses relations avec les luttes féministes (débat sur la mixité, critique féministe de l'histoire ou de la sociologie ; de la méthode « scientifique »).

Nombreuses sont les membres du GEF à avoir participé aux « Rencontres d'Aix-en-Provence » les 7 et 8 juin 1975 sur « La femme et les sciences humaines ».

Cinq séances également ont eu lieu pendant l'année 1975-1976 dont un certain nombre ont tourné autour du problème de la sexualité : sexualité, médecine et femmes, le discours scientifique sur la sexualité, l'homosexualité. Un début de bilan a été présenté par Michelle Perrot : « Où en est l'histoire des femmes ? »

L'année 1976-1977 a été consacrée aux « grands mythes féminins » ; diverses recherches en cours ont été présentées pour introduire le débat sur : le matriarcat (Françoise Picq, le discours anthropologique), les Amazones (M.J. Bonnet), les sorcières (Josée Contréras et Nadja Ringart). Pour la dernière séance consacrée à « la presse féministe », des rédactrices des nouveaux journaux, *Nouvelles féministes*, *Histoires d'Elles*, *L'Information des femmes*, sont venues présenter leurs problèmes et leurs projets.

En 1977, un certain nombre de femmes du GEF ont participé à la Conférence internationale « *Woman and Power* », qui a eu lieu à l'Université du Maryland, et/ou à la création de la revue *Pénélope* dont le numéro zéro est sorti en novembre 1978, bulletin d'information des études féministes commun avec le CLEF de Lyon et le CEFUP de l'Université de Provence. Certaines d'entre elles ont également participé au colloque organisé à l'Université de Vincennes les 15, 16 et 17 décembre 1978 : « La femme et la classe ouvrière » ; puis à la conférence internationale « *New woman, new family* » dont les deux premières rencontres ont eu lieu au Moulin d'Andé en juin 1979 et juin 1980 et la troisième et dernière à New York au printemps 1982.

Parallèlement, les séances du GEF continuaient, sur les thèmes les plus divers : la linguistique (Claire Marchal et Claudine Ribéry puis Marina Yaguello), le cinéma, l'architecture (film présenté par Anne-Marie Faure). On débattait, à partir de certains livres, de la maternité (Adrienne Rich : *Of women born*) ou de la division sexuelle du travail (Y. Verdier : *Façons de dire, façons de faire*), des rapports entre le mouvement de libération des femmes et le socialisme (Sheila Rowbotham : *Beyond the fragment*).

Des recherches qui avaient été présentées au GEF, à différentes étapes, étaient maintenant terminées, et thèses et livres faisaient l'objet de nouveaux débats (Marie-Jo Bonnet, Françoise Picq). On continuait à soulever les problèmes méthodologiques de l'histoire des femmes (*L'Histoire sans qualité* : A. Farge, C. Fauré, G. Fraisse, M. Perrot, et al.), *Féminisme et moralisme* (G. Fraisse) mais on s'intéressait également à la philosophie (M. Le Dœuff, R. Braidotti) et à la politique.

L'actualité du mouvement féministe restait toujours aussi présente dans le GEF, tant par les informations échangées à chaque séance que par les débats organisés : les mouvements post-68 face à la situation politique actuelle : (A.M. de Vilaine, M.J. Dhavernas, L. Kandel), les entreprises de femmes, avec quelques entrepreneuses, le viol avec notamment des avocates : (J. Moutet, C. Auger).

Ainsi, un travail poursuivi pendant six années, et souvent fort intéressant, a-t-il été mené au sein du GEF ; mais celui-ci n'a le plus souvent laissé que peu de traces. À la rentrée 1981, il a été décidé de structurer davantage le groupe, de lui imprimer ses traces (comptes rendus de séances et notes rétrospectives), d'établir (de rétablir) des liaisons avec d'autres groupes d'études féministes en province et à Paris, d'explicitier ses méthodes de travail et ses prises de décision, afin qu'il fonctionne de façon efficace et démocratique. C'est dans cette optique que nous avons travaillé à cette mémoire rétrospective du GEF, qui devait aussi nous permettre d'apparaître dans les Assises de la Recherche, d'abord au niveau régional, puis par l'organisation, avant le Colloque national, d'un Atelier sur les études et les recherches féministes ou sur les femmes.

L'année 1982 vit s'ouvrir, pour les études féministes, des perspectives nouvelles, grâce à l'action conjuguée du GEF et d'autres groupes parisiens et provinciaux.

L'année avait été ouverte par une discussion de fond sur nos rapports aux institutions ; puis les séances ont été centrées sur les effets ou répercussions des mouvements féministes sur les problématiques de recherche et l'évolution d'un certain nombre de disciplines scientifiques. Mais c'est principalement l'organisation du colloque « Femmes, féminisme, recherches » qui nous a occupées ainsi que les tâches qui y furent liées : réponse au questionnaire de M. Godelier sur la recherche, à celui de C. Jeantet sur l'enseignement supérieur, rédaction du pré-rapport sur les études et recherches féministes et sur les femmes (Collectif parisien d'organisation du Colloque « Femmes, féminisme, recherches », Paris, le 12 mai 1982).

C'est à cette étape, décisive pour le développement des études féministes, et pour le GEF, que nous terminons cette « Mémoire du GEF » en annexe à laquelle nous joignons une liste des publications et communications des membres du groupe depuis 1977.

Annexe 2. Programme du colloque « Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu »

UNIVERSITE
PARIS 7
- DENIS
DIDEROT



CEDREF

Centre

d'enseignement de
documentation et de
recherche pour les
études féministes

Vingt-cinq ans d'études féministes : l'expérience Jussieu

Table ronde du 14 novembre 1997

Quelle histoire ?

- 9 h 00 Accueil
- 9 h 30 Table ronde - Les débuts, les expériences, la création d'un milieu
F. Barret-Ducrocq, F. Basch, C. Dauphin, M. Marini, M. Perrot, F. Picq
Modératrice : P. Schmitt Pantel
- 11 h 00 Débat et pause
- 11 h 45 Table ronde - L'inscription institutionnelle
D. Fougeyrollas, G. Houbre, L. Kandel, H. Rouch, C. Zaidman,
Modératrice : M.J. Dhavernas
- 12 h 30 Débat

Quels enseignements ? Quelles recherches ? Quels effets ?

14 h 30 Table ronde - Des domaines, des thèmes, des structures : une spécificité ?
F. Basch, S. Dayan, R. Dhoquois, M. Marini, M. Perrot, R. Thalman,
C. Zaidman

Modératrice : M.C. Hooock-Demarle

16 h 00 Débat et pause

17 h 00 Table ronde - Rencontres et transmissions, ici et ailleurs

C. Auffret, L. Bruit, A. Goldberg-Salinas, F. Rochefort, F. Thébaud

Modératrice : D. Haase-Dubosc

18 h 00 Débat

19 h 00 FÊTE

Comité d'organisation : F. Basch, L. Bruit, R. Dhoquois, A. Goldberg-Salinas, M.C. Hooock-Demarle, G. Houbre, L. Kandel, M. Marini, M. Perrot, F. Picq, P. Schmitt Pantel, C. Zaidman

Annexe 3. Mémoire du GEF, doc 1

Création à Paris 7-Jussieu d'un groupe d'études sur les femmes

Paris 7. Mardi 11 janvier 1975

Le lundi 13 janvier 1975, a eu lieu à Jussieu une rencontre de chercheuses de diverses disciplines travaillant sur les problèmes des femmes ou s'y intéressant. Après un tour de table où chacune énonça ses thèmes de recherche et ses préoccupations, diverses informations ont été communiquées :

1. sur ce qui se fait dans les autres universités et notamment à Vincennes : création d'un groupe d'études féminines interdisciplinaire ; enseignements existants ; demande d'habilitation d'un DEA d'études féminines regroupant littérature anglo-américaine (H. Cixous), littérature française (B. Slama, J. Stora), histoire (M. Rebérioux, J.L. Flandrin) ;

2. sur les enseignements existants à Paris 7 en histoire sur les femmes (vous trouverez ci-joint le calendrier du 2^e semestre) ;

3. sur la parution prochaine d'une revue *Recherches-Réflexions-Informations* sur les questions féminines dont l'animatrice est Janine Verdès Leroux [...] et la correspondante historienne Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard ;

4. sur les *women's studies* créées ces dernières années aux USA : plusieurs universitaires américaines (E. Newton, S. Rogers, L. Tilly) actuellement en France étaient présentes. Etc.

Ces informations données, on a abordé le point crucial : QUE FAIRE ? Des besoins variés se sont exprimés : information sur la recherche universitaire, connaissance du milieu concret des femmes travaillant à Jussieu, établissement de liens extra-universitaires (comment est la question), nécessité d'une réflexion théorique sur la condition féminine et le féminisme (qu'est-ce que c'est ?) qui recoupe les recherches plus parcellaires de chacune. Encore le temps n'a-t-il pas permis d'aller très loin dans l'expression de ces désirs. À reprendre donc.

En fin de compte, il a été décidé de créer à Paris 7 un GROUPE D'ÉTUDES DES FEMMES (ou groupe d'études féminines, ou féministes ?) largement ouvert à tous ceux et celles qui le souhaitent. Ce groupe se donne pour premier objectif :

1. réunir le maximum d'informations sur les recherches et enseignements existants sur les femmes dans les diverses universités françaises. Prière d'envoyer tout renseignement à ce sujet à Catherine Lawton [...] ;

2. promouvoir la réflexion et la discussion sur la condition féminine en utilisant les recherches effectuées par les participantes, au moyen de réunions mensuelles largement ouvertes.

Prochaine réunion : lundi 24 février, à 17 heures, à Paris 7-Jussieu, 2 place Jussieu, tour 34, couloir 34-44 au 3^e étage, salle 11.

Un thème : Les femmes et le travail. Recherches, problèmes, et poursuite de l'échange de vues sur ce que nous pouvons faire, dans tous les sens.

À faire savoir à tous ceux, universitaires ou non, que cela peut intéresser.

Annexe 4. Livret de l'université Paris 7 Mémoire du GEF, doc 12

LABORATOIRE / GROUPE D'ÉTUDES FÉMINISTES (GEF) (interdisciplinaire) de Paris 7

Institut d'anglais Charles V, 8-10 rue Charles V, 75004 Paris

U.E.R. Géographie et Sciences de la Société, 2 place Jussieu, 75005, Tour 34, 3^e étage, couloir 34-44, pièce 310

Thème de recherche : Condition et luttes des femmes dans les sociétés contemporaines.

Mots-clés : Rôles. Éducation. Travail. Sexualité. Luttes. Représentations.

Responsables du thème : Françoise Basch, Pr., anglais, Charles V, Paris 7 et Michelle Perrot, MC, histoire, UER GSS, Paris 7.

Équipe, collaborations :

- À Paris 7 : M.F. Cachin, MA, Ch. V ; L. Elhadad, CT, GSS ; L. Kandel, A.,

Psychosocio, J.M. Raughin, lectrice, Ch. V ; M. Marini, MA, STD ; N. Rougier, MA, Ch. V ; A. Paquette, A, Ch. V.

- Hors Paris 7 : Ch. Fauré, CC, P. 8 ; D. Fougeyrollas, CC, Nanterre ; G. Fraisse, P. 8 ; F. Picq, A, P. 9 ; N. Ringart ; L. Sebbar-Pignon ; A. Farge, CNRS.

- Chercheurs préparant des thèses inscrites à P.7 et dans ce groupe

a. *État* : C. Blangonnet, Bibl. Centre Pompidou ; F. Ducrocq, MA, Charles V ; M. Manale, CNRS ; M.H. Zylberberg-Hocquard, Prof. Agrég. Lycée.

b. *3^e cycle* : M.J. Bonnet ; J.C. Drinkwater-Duranton ; C. Lévy-Lawton ; C. Maignien ; K. Paull ; T. Paume ; B. Poucel ; J. Stoddart ; D. Vanoli, F. Thébaud.

Description du travail : Ce groupe se propose de développer la recherche et la réflexion sur la condition féminine et son histoire et de favoriser les échanges entre les chercheurs, de plus en plus nombreux, qui se préoccupent de ces questions. Il s'efforce de centraliser et de diffuser l'information universitaire à cet égard et de confronter les expériences d'enseignement et les résultats des travaux achevés et en cours.

Toutes les sciences humaines sont représentées dans le groupe, avec une forte dominante en littérature et civilisation anglo-saxonne et en histoire, et des « mineures » en sociologie et psychologie sociale.

Les axes de recherche majeurs sont :

1. les femmes, le pouvoir, les pouvoirs ;
2. le travail des femmes et son évolution (principalement en France) ;
3. l'étude des représentations des femmes : dans le roman, les théories psychanalytiques, psychiatriques et médicales, les diverses formes de littérature éducative ;
4. l'étude anthropologique et historique des luttes des femmes.

Ces études sont menées au travers des recherches personnelles (thèses, etc.) et confrontées dans des séminaires de recherche à Charles V (Françoise Basch) et en histoire à GSS (M. Perrot) ainsi que dans les rencontres mensuelles interdisciplinaires du GEF.

Le groupe s'efforce de développer les enseignements sur la condition féminine et, depuis quatre ans, cette question figure au programme des unités de valeur en anglais et en histoire.

De nombreux mémoires de maîtrise, dont il n'est pas possible de donner la liste ici et dont certains ont donné lieu à des publications partielles, ont été réalisés sur la condition ou la représentation des femmes. Ils sont consultables dans les bibliothèques de recherche des UER et certains ont fait l'objet de prêts ou de microfilms pour des centres étrangers.

Constituer un véritable centre de documentation universitaire et de recherche est une des ambitions du GEF. Mais les moyens lui manquent totalement pour le faire actuellement.

PUBLICATIONS (à partir de 1974)

- F. Basch, *Relative creatures : women in society and in the novel, 1837-1867*, Penguin, Allen Lane, London, 1974 et New York, Schocken Books, 1974.
- *Id.*, « Mythes de la femme dans le roman victorien », *Romantisme*, 1976.
- M.F. Cachin, J.S. Mill, *L'asservissement des femmes*, présentation et traduction, Payot 1975.
- *Id.*, Mary Wollstonecraft, *Défense des droits de la femme*, présentation, Payot, 1976.
- J. Contreras, « Le phénomène historique de la sorcellerie occidentale envisagé comme lieu d'existence et d'expression spécifique des femmes », Centre Culturel Royaumont, 1974.
- F. Dubesset, F. Thébaud, C. Vincent, « Les munitionnettes : ouvrières dans les usines de guerre (1914-1918) », in *Cahiers du Mouvement Social, L'autre Front*, Paris, 1976.
- L. Elhadad, « Les prolétaires saint-simoniennes rédactrices de *La Femme Libre*, 1832-1834 », *Révoltes Logiques*, n° 4 et 5, 1977.
- A. Farge, « Naissance et accouchement au 18^e siècle », *Revue de Médecine Psychomatique*, printemps 1976.
- Christine Fauré : traduction et présentation de A. Kollontai, *Autobiographie*, P. Bélibaste, 1976.
- G. Fraisse, « Les femmes libres de 1848 », *Révoltes Logiques*, n° 1, décembre 1975.
- *Id.*, « La petite fille, sa mère et son institutrice : les femmes et l'école au 19^e siècle », *Les Temps modernes*, avril-mai 1974, n° spécial *Les États-Unis en question*.
- Liliane Kandel, « L'école des femmes et le discours des sciences de l'homme », *Les Temps modernes*, avril-mai 1974, n° spécial *Les femmes s'entêtent*.
- Annette Lévy-Willard, « Les femmes aux États-Unis », *Les Temps modernes*, août-septembre 1976.
- Marcelle Marini, *Territoire du féminin* (avec Marguerite Duras), Éd. Minuit, 1977.
- Françoise Picq, « Les grands jardins sous la lune : culture primitive et culture féminine », *Alternatives*, n° 1, mai 1977.
- Michelle Perrot, « Grèves féminines », in *Les ouvriers en grève*, P. Mouton, 1974, pp. 318-333.
- *Id.*, « L'éloge de la ménagère dans le discours des ouvriers français au 19^e siècle », *Romantisme*, nov.-déc. 1976.
- Nadja Ringart, « Mettre sa faucille dans la moisson d'autrui », *Alternatives*, n° 1, 1977.

- Leila Sebar-Pignon, « Melle Lili ou l'ordre des poupées », *Les Temps modernes*, mai 1976.
- Dominique Vanoli, « Ouvrières enfermées. Les couvents soyeux du Sud-Est », *Révoltes Logiques*, n° 2, 1976.
- M.H. Zylberberg-Hocquard, *Féminisme et syndicalisme en France avant 1914* (thèse de 3^e cycle avec Madeleine Guilbert), sous presse chez Anthropos.

COLLABORATIONS EXTÉRIEURES

Le groupe est en correspondance avec les équipes universitaires qui, en France et à l'étranger (notamment aux États-Unis, en Angleterre et en Hollande) s'efforcent de travailler sur la condition féminine. En particulier avec :

- Paris 8 - Groupe de recherche sur le féminisme ;
- École des Hautes Études en Sciences Sociales (C. Dauphin, V. Nahoum) ;
- Groupe d'étude des rôles des sexes (Andrée Michel) ;
- Groupe d'étude des femmes d'Aix-en-Provence (Aix-Marseille 2).

ADDITIF A LA BIBLIOGRAPHIE

- Françoise Ducrocq. Traduction de J. Mitchell, *Psychanalyse et féminisme*, Paris, Éd. des femmes, 1975 (avec Françoise Basch et Catherine Lévy).
- *Id.*, Traduction de S. Rowbotham. *Conscience des femmes, monde de l'homme*, Paris, Éd. des femmes, 1976.

Annexe 5. GEF 1982, Mémoire du GEF, doc 17

Le GEF (Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7) a été créé en 1975 pour répondre au besoin qu'éprouvait un certain nombre de chercheuses, d'enseignantes et d'étudiantes de mettre en commun leurs interrogations et leurs travaux, dans une structure souple et ouverte.

En 1977, il a été officiellement reconnu groupe de recherche de l'Université Paris 7 et, à ce titre, a reçu un soutien institutionnel (minimal).

Le terme d'« études féministes » ne recouvre au GEF ni une étude statique de la condition des femmes, ni une idéologie normative : il s'agit, par une pluralité d'approches, de mettre en question de façon dynamique le statut minoritaire des femmes et la société qui le crée.

L'une des originalités du groupe est d'avoir réussi à instituer une véritable pluridisciplinarité. En effet, à partir des formations de chacune (histoire, sociologie, philosophie, littérature, civilisation, psycho-sociologie, linguistique, droit, économie, science politique, etc.), les différents thèmes abordés ont fait l'objet d'approches transversales. Au cours de ces six années d'activité régulière, un travail de réflexion et de recherche a été mené autour des axes suivants :

- le travail des femmes : travail professionnel et travail domestique ;
- la maternité : en tant qu'institution et en tant qu'expérience ; les évolutions mises en évidence par l'analyse démographique ;
- la sexualité : les relations amoureuses entre femmes dans l'histoire ; le discours médical sur la sexualité ;
- l'expression des femmes : architecture, cinéma, littérature, vie quotidienne ;
- les discours sur les femmes : les grands mythes de pouvoir féminin (le matriarcat, les amazones, les sorcières) ; le discours anthropologique sur le droit maternel ; les mots et les femmes ;
- féminisme et rupture épistémologique : en histoire, en philosophie, en linguistique, en anthropologie, en sociologie, etc. ;
- histoire des femmes et du féminisme : féminisme et moralisme ; féminisme et mouvement ouvrier ;
- le mouvement féministe contemporain, pratique et théorie : les groupes de femmes en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Amérique Latine, en Iran, etc. ; les entreprises de femmes (presse, édition, librairies) ; les sources politiques des différentes pratiques ;
- les femmes et l'institution : études féministes à l'université ; les femmes et la politique ; les femmes et l'institution judiciaire (ex : les effets des campagnes sur l'avortement, sur le viol, etc.).

Les membres du groupe ont participé à différents colloques ou conférences internationales :

- mai 1975 : Forum Histoire (Paris 7 - GSS) ;
- juin 1975 : Rencontres d'Aix-en-Provence : « La femme et les sciences humaines » ;
- novembre 1977 : Conférence internationale, Université du Maryland (USA) : « *Women and Power* » ;
- décembre 1978, Université Paris 8 : « Les femmes et la classe ouvrière » ;
- juin 1979, juin 1980, avril 1982 : Conférence internationale (Moulin d'Andé et New York) : « *New woman, new family* ». Ces rencontres doivent se concrétiser par la publication d'une anthologie des différentes communications ;
- décembre 1980 : colloque du CLEF, Lyon : « Les femmes et la question du travail » ;
- juin 1982, Reid Hall, Paris : « Le mouvement des femmes en France et aux États-Unis en 1982 ».

En dehors des publications et des activités des différents membres du groupe, le GEF produit une revue, en liaison avec des chercheuses du Centre de recherches historiques de la Maison des sciences de l'homme, destinée à faire connaître les études concernant les femmes : *Pénélope*.

- n° 1 : Les femmes et la presse
- n° 2 : Éducation des filles, enseignement des femmes
- n° 3 : Les femmes et la création
- n° 4 : Les femmes et la science
- n° 5 : La femme soignante
- n° 6 : Femmes et violence
- n° 7 : Femmes et terre
- n° 8 : Questions sur la folie
- n° 9 : Femmes et techniques

Font partie du GEF notamment des enseignantes qui assurent dans différentes universités des séminaires de recherche et des U.V. d'enseignement et dirigent des travaux (maîtrises, doctorats de 3^e cycle, doctorats d'État) sur la question.

D'autre part, le GEF a été l'un des groupes à l'initiative de l'Atelier national des enseignements et études féministes, tenu dans le cadre du Colloque national de la recherche et de la technologie (Paris, 12 janvier 1982). Il a fait partie des groupes organisateurs du Colloque national « Femmes, féminisme, recherches » qui s'est tenu à Toulouse les 17, 18 et 19 décembre 1982. Des membres du GEF y ont animé notamment plusieurs ateliers sur l'histoire des femmes, sur une théorie féministe de l'histoire, sur les études féministes dans les institutions de recherche (CNRS et universités), sur les possibilités de coordination des différents groupes d'études féministes et présenté des communications thématiques dans divers autres ateliers.

Enfin, les membres ont pris une part active dans les initiatives mises en place à la suite du Colloque de Toulouse, en particulier l'ATP du CNRS « Études sur les femmes et études féministes », et la création de l'APEF (Association pour les études féministes), qui regroupe environ deux cents enseignantes et chercheuses dans la région parisienne.

Les réunions (mensuelles) pour l'année 1983-1984 ont été centrées plus particulièrement autour de deux thèmes, « Les femmes et la politique » et « Sexualité et contrôle social ».

BIBLIOGRAPHIE

Liste des publications, des communications à des colloques ou congrès internationaux de 1980 à 1982

Françoise Basch

- *Journal d'une gréviste*, Payot, 1980, à paraître chez Virago Press, 1983.
- *Le mouvement des femmes à Londres*, 1980, (avec F. Ducrocq), *Cahiers Charles V*, 1981.

- Critique de Gerda Lerner, *The Majority Finds its Past*, Signs, 1981.
- T. Malkiel et la question des femmes dans le parti socialiste américain, Colloque « *Woman and the new family* », New York, 1982.
- Victor Basch, *The Biographical Dictionary of Modern Peace Leaders*, à paraître, Greenwood Press, 1983.
- *Discours sur le travail des femmes dans l'Angleterre victorienne*, Colloque du CLEF, Université Lyon 2, 1980.
- *Le parti socialiste américain et les femmes*, Colloque « Nouvelle femme et nouvelles familles », Moulin d'Andé, 1980.
- *Le mouvement des femmes en France*, Tel Aviv, Israël, 1982.
- *Complexités et développement des identités féminines*, Colloque de Columbia University, Reid Hall, Paris, 1982.
- *Pratique et théorie du féminisme en France*, Center for European Studies, Harvard University, 1982.
- *Critiques de la famille en Amérique au 19^e*, Colloque « Femmes, féminisme, recherches », Toulouse, 1982.
- *Rapport sur les recherches féministes en études anglo-américaines* (avec F. Ducrocq), Pré-rapport sur les recherches féministes, 1982.

Marie-Jo Bonnet

- Conception et réalisation du n° 3 de *Pénélope*, Les femmes et la création, 1980.
- *Un choix sans équivoque*, Denoël, 1980.
- *Amour... amitié*, Masques, 1981.
- *Adieux à l'histoire*, Colloque « *New woman, new family* », New York, 1982.

Françoise Ducrocq

- Aspects du contrôle moral : sociétés philanthropiques et classes laborieuses au 19^e siècle, *Confluents*, 1980.
- Les exclues de l'histoire, *Critique*, 1980.
- Le mouvement des femmes à Londres, 1980, *Cahiers Charles V*, 1981.
- Des thérapeutes du corps social, *Pénélope*, 1981.
- Feminismo en Francia, *L'organimore*, 1982.
- Le mouvement des femmes en France socialiste, *La Revue d'en face*, 1982.
- *Études féministes dans les cursus universitaires* (avec F. Picq), 1982.
- *Rapport sur les recherches féministes en études anglo-américaines* (avec F. Basch), Pré-rapport sur les recherches féministes, 1982.
- *Aspects du contrôle social au 19^e siècle*, Société d'études victorienne et édouardiennes, Sorbonne 1980.

- Colloque international « *New woman, new family* », Moulin d'Andé, 1980 ; USA, 1982.
- *The London Bible women*, 5th Berkshire Conference on the History of Women, Vassar College, 1981.
- *Cycles and periods in Europe*, Colloque, Washington, 1981.
- *Colloque sur « Le monde ouvrier »*, Université Paris 12, 1981.

Marie-Jo Dhavernas

- « Simone de Beauvoir » (avec C. Bernheim, C. Fauré, L. Kandel), *Encyclopedia Universalis*, 1980.
- Anarchisme et féminisme à la Belle époque, *La Revue d'en face*, 1982.
- Le viol, les nouveaux pères, in *Atlas des Femmes*, Maspéro (à paraître).
- Féminisme, radicalisme, institutions (avec L. Kandel), Reid Hall, 1982.
- Quelques réflexions au jour de la notion de sexisme (avec L. Kandel), Colloque « Femmes, féminisme, recherches », Toulouse, 1982.

Christine Fauré

- Absent from history, *Signs*, 1982, *Les Temps modernes*, 1981.
- The twilight of the goddesses..., *Signs*, 1982, *Les Temps modernes*, 1981.
- « Simone de Beauvoir » (avec C. Bernheim, M.J. Dhavernas, L. Kandel), *Encyclopedia Universalis*, 1981.
- Femmes et politique, UNESCO, *Culture*, 1982.
- *Féminisme et libéralisme*, à paraître, PUF.

Elizabeth Gaudin

- Irlande du Sud, tradition et changement, *Cahiers Charles V*, 1981.

Liliane Kandel

- La co-éducation aujourd'hui : pour qui ? *Pénélope*, 1980.
- Les mouvements féministes et l'analyse du travail des femmes, Colloque « Les femmes et la question du travail », CLEF, Université Lyon 2, 1980.
- « Simone de Beauvoir » (avec C. Bernheim, C. Fauré, M.J. Dhavernas), *Encyclopedia Universalis*, 1980.
- La journée internationale des femmes, le mythe des origines, (avec F. Picq), *La Revue d'en face*, 1982.
- L'image des femmes dans les media (avec C. Bernheim), in *Les Femmes en France dans une société d'inégalité*, La Documentation française, 1982.
- Colloque « Féminisme et marxisme », éd. Tierce, Paris, 1981.
- Table ronde : « Le féminisme aujourd'hui : quelle diversité ? », *Politique aujourd'hui*, 1981.

- Féminisme, radicalisme, institutions... (avec M.J. Dhavernas), Colloque « Le féminisme en France et aux États-Unis », Columbia University, Reid Hall, 1982.
- La journée internationale des femmes, Colloque « *New woman, new family* », New-York, 1982.
- L'image des femmes dans les médias, in *Atlas des femmes*, Maspéro (à paraître).
- Quelques réflexions autour de la notion de sexisme (avec M.J. Dhavernas), Colloque « Femmes, féminisme, recherches », Toulouse, 1982.

Claude Maignien

- Préparation du numéro de *Pénélope* sur « Femmes et machines », à paraître, 1983.
- *Les ouvrières du livre dans le labeur et dans la presse (1830-1930)*, thèse de doctorat d'État, soutenance 1983.
- Colloque international sur « Les études concernant les femmes », Montréal, 1982.

Marcelle Marini

- Les femmes et la pratique de l'écriture, *Pénélope*, 1980.
- *Sommes-nous toutes des Jocastes qui s'ignorent ?*, *Didascalies*, 1981.
- Trois femmes, du féminin au masculin..., *Quinzaine littéraire*, 1982.
- L'offrande d'Aurélia Steiner au dormeur Millénaire, *Didascalies*, 1982.
- Les enjeux de la nomination chez Marguerite Duras, Colloque international du Centre de linguistique et de sémiologie d'Urbino, 1982.
- Féminisme et critique littéraire, Colloque « *New woman, new family* », New York, 1982.

Michelle Perrot

- Femmes au lavoir, *Sorcières*, 1980.
- De Marianne à Lulu, les images de la femme, *Le Débat*, 1980.
- Sur l'histoire des femmes en France, *La Revue du nord*, 1981.
- Préface à *La grève des ovalistes de Lyon, 1869*, Payot, 1982.
- Masculin féminin dans la classe populaire en France au 19^e siècle, New York, 1982. Rencontre annuelle de « The American Society for French history ».
- Histoire orale, histoire des femmes, *Bulletin de l'institut d'histoire du temps présent*, 1982.
- Recherches sur les femmes et les études féministes, in M. Godelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France*, Paris, 1982.

Françoise Picq

- Le mythe du matriarcat, *Pénélope*, 1981.
- Sauve qui peut, le MLF 1970-1980, *La Revue d'en face*, 1981.

- La journée internationale des femmes... (avec L. Kandel), *La Revue d'en face*, 1982.
- Féminisme, matérialisme, radicalisme, *La Revue d'en face*, 1982.
- Le 8 mars, une date fictive, *Atlas des femmes*, Maspéro (à paraître).
- Sur la notion de féminisme bourgeois, Colloque « *New woman, new family* », New York, 1982.

F. Basch, M.J. Bonnet, F. Ducrocq, C. Fauré, L. Kandel, M. Marini, M. Perrot, F. Picq collaborent à un ouvrage collectif franco-américain, *Femmes, sexualités, pouvoirs*, à paraître aux éditions Tierce, 1981.

Annexe 7. Des nouvelles du GEF 1982, doc 23

Bonjour !

Voici trois mois que nos réunions sont interrompues. Pendant cet intermède cependant, le GEF n'a pas été en sommeil et la plupart des activités en cours ont prospéré. En voici donc quelques nouvelles.

Le colloque "Femmes, féminisme, recherches"

Celui-ci se tiendra à Toulouse les 17, 18 et 19 décembre 1982. Si certaines d'entre vous n'ont pas encore reçu les documents (plaquette jaune, bulletins d'inscription), qu'elles se fassent connaître auprès du secrétariat parisien : Jeanne Peiffer [...]

Le GEF est, avec d'autres groupes parisiens et nationaux, à l'initiative de ce colloque. Trois d'entre nous ont été désignées pour faire partie du Collectif national d'organisation : Françoise Ducrocq, Françoise Picq, Liliane Kandel.

Naturellement, toutes sont bienvenues dans l'organisation parisienne, et les bonnes volontés attendues. Une prochaine réunion aura lieu le lundi 22 novembre de 18 à 20 heures à l'Institut d'anglais Charles V, 10 rue Charles-V, où nous pourrons travailler à partir des textes des contributions reçues.

La commission "Place des études féministes dans les cursus universitaires", dont Françoise Picq et Françoise Ducrocq avaient pris la responsabilité pour les Journées préparatoires parisiennes (16-17 avril 1982), a envoyé une lettre de réponse à la mission "Jeantet" sur la réforme de l'Université. Il serait bon que chacune en prenne connaissance ; elle pourrait nous servir de schéma directeur pour définir la position et la stratégie du GEF par rapport à l'Université, au CNRS et aux autres institutions.

Pré-rapport sur les études et recherches féministes

Élaboré par le Collectif parisien du colloque FFR, ce document de 145 pages rassemble les comptes rendus des Journées régionales, la présentation d'une grande

partie des groupes d'études féministes recensés, ainsi qu'un premier bilan de l'état des études féministes dans différentes disciplines. Il est disponible à prix coûtant (50 F.) à la Librairie Carabosses et à la Maison des Femmes.

Pénélope. Le numéro "Femmes et violence" est sorti en juin. On attend pour décembre le numéro « De la paysanne à l'agricultrice », qui est en bonne voie. L'Assemblée générale annuelle de *Pénélope* aura lieu le jeudi 9 décembre entre 18 et 20 heures à la Maison des sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail.

Colloque international sur la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes (Montréal, 26 juillet-4 août 1982). Deux d'entre nous (Claude Maignien, Liliane Kandel) y ont participé. Nous attendons leur compte rendu pour une prochaine réunion.

C'est maintenant la rentrée et nous avons beaucoup à faire toutes ensemble.

D'ici décembre, nous devons organiser notre participation au Colloque de Toulouse : interventions individuelles et collectives, prise en charge organisationnelle, préparation des rapports introductifs, etc.

Nous devons également discuter de notre statut par rapport à l'Université Paris 7. Il nous faut donc décider de l'organisation et du mode de fonctionnement du GEF : groupe de recherche et/ou séminaire ; de la périodicité et de la forme des réunions ; de la publication des documents du GEF ; etc.

Et, pour commencer, définir le calendrier de l'année lors de la réunion de rentrée, qui aura lieu le jeudi 21 octobre à 18 heures, à l'Institut d'anglais Charles V, 10 rue Charles-V, Paris 75004, où nous espérons vous voir nombreuses. (En cas d'impossibilité, ou pour nous contacter, écrire à F. Basch ou F. Ducrocq, Institut d'anglais Charles V.

Annexe 8a. Programme GEF 1983

Paris, le 8 mars 1983

Bonjour !

Après une interruption due au colloque de Toulouse, le GEF reprend ses réunions. Nous vous proposons trois séances d'ici la fin de l'année.

Elles se situent dans le prolongement des réunions consacrées l'an dernier aux effets d'innovation – ou de rupture – provoqués par le mouvement féministe dans certaines disciplines scientifiques – et reprennent également quelques-uns des thèmes de la seconde journée du colloque de Toulouse, notamment à propos de la définition et de la problématique du genre.

- Jeudi 17 mars : De la différence des sexes, approches biologiques (J. Wiels, H. Rouch, E. Peyre).

- Jeudi 21 avril : Sexe et langage (M. Kail).
- Jeudi 19 mai : Philosophie et féminisme : statut de la différence sexuelle (R. Braidotti, entre autres).

Les réunions ont lieu le jeudi à 17 h 30, Institut d'anglais Charles V [...]

Pour nous joindre, vous pouvez écrire à : Françoise Ducrocq ou Françoise Basch, Institut d'anglais Charles V.

Annexe 8b. Programme GEF 1984-1985

Comme chaque année depuis 1975, nous vous envoyons le programme des réunions du Groupe d'Études Féministes de l'Université Paris 7 (GEF) pour le premier semestre 1983-1984.

À la suite du colloque de Toulouse en décembre dernier, colloque co-organisé par le GEF, les études féministes connaissent actuellement un développement important. En témoignent, entre autres, la mise en place par le CNRS de l'ATP « Recherches sur les femmes et recherches féministes » et la création des associations de chercheuses féministes dans différentes régions, dont, à Paris, l'APEF (Association pour les études féministes), initiatives auxquelles des membres du GEF sont également associées.

Dans ce contexte, il est particulièrement important de multiplier et d'approfondir les échanges entre chercheuses et la confrontation des différents travaux en cours. C'est ainsi que le GEF, pour sa part, poursuivra cette année la réflexion menée les deux années précédentes, sur les relations entre les mouvements féministes et les changements socio-politiques, économiques, culturels et épistémologiques intervenus durant la dernière décennie.

Seront examinés successivement les thèmes suivants :

- 17 novembre 1983 : Françoise Duroux : Femmes et identité ouvrière.
- 15 décembre 1983 : Marie-Jo Dhavernas, Liliane Kandel, Françoise Picq : Dimorphisme sexuel, sexisme et loi anti-sexiste.
- 12 janvier 1984 : Jeanine Mossuz-Lavau : Les femmes et la politique.
- 9 février 1984 : Margaret Maruani : Féminisme et syndicalisme.

Les réunions auront lieu le jeudi à 17 h 30, à l'Institut d'anglais Charles V.

Si vous ne pouvez pas assister aux réunions mais que vous souhaitez nous contacter, vous pouvez écrire à : Françoise Ducrocq, à l'Institut Charles V [...]

Annexe 8c. Programme GEF 1984

Chères amies,

Voici la suite du programme des réunions du Groupe d'Études Féministes de l'Université Paris 7, prévues au second semestre de l'année 1983-1984.

- 16 mars 1984 : Eleni Varikas : Émergence d'un mouvement féministe en Grèce : *Le Journal des Dames* (1887-1910).

Sexualité et contrôle social :

- 4 mai 1984 : Soisic Lorvellec et Michelle Bordeaux : Processus juridiques de qualification du viol.
- 25 mai 1984 : Michèle Ferrand : La médicalisation de la procréation et ses enjeux, notamment pour le féminisme.
- 22 juin 1984 : Brigitte Lhomond : Sexualité, sexologie et contrôle social : quelques exemples, en particulier américains.

Les réunions auront lieu le vendredi à 17 h 30 à l'Institut d'anglais Charles V [...]

Si vous ne pouvez pas assister aux réunions mais que vous souhaitez nous contacter vous pouvez écrire à : Françoise Ducrocq, à l'Institut Charles V.

Annexe 9. Création de Pénélope

Mémoire du GEF, doc 13

GROUPE DE RECHERCHE POUR L'HISTOIRE ET L'ANTHROPOLOGIE DES FEMMES

Paris, 24 mai 1978. Centre de Recherches Historiques - 54 bd Raspail 75006 Paris

En juin dernier, quelques historiennes de divers pays ont été sollicitées par un éditeur américain (Gordon & Breach) pour envisager le lancement d'une *Revue Internationale d'Histoire et d'Anthropologie des Femmes*. Des discussions se sont poursuivies toute l'année, et notamment à l'occasion du congrès sur l'histoire des femmes au Maryland (novembre 1977). Finalement, le projet a échoué, pour plusieurs raisons :

- manque d'intérêt des historiennes américaines et, à un moindre degré, anglaises, déjà amplement pourvues de revues et de projets de publication ;
- problème de langue : car, dans un second temps, nous avons proposé de faire une revue européenne. L'éditeur était d'accord, mais mettait pour condition qu'elle soit rédigée entièrement en anglais. Il nous a paru difficile et illogique de mobiliser les forces de notre petit groupe français dans cette direction.

Pénélope (c'est le titre que, pour des raisons de forme et de fond mêlées, nous avons adopté, non sans discussions) était morte-née.

Cependant, ces réunions ont permis la création d'une équipe, la constitution d'un petit réseau de correspondance parmi les historiennes européennes (notamment italiennes, mais aussi allemandes, belges, néerlandaises et anglaises) et tout un échange d'informations et d'idées.

Il nous paraît dommage de ne pas en tirer parti pour promouvoir cette histoire des femmes qui semble à beaucoup d'entre nous une démarche nécessaire, en tout cas une contribution utile à la grande réflexion actuelle sur la condition féminine. Pourquoi, dans un premier temps, ne pas constituer ce qui justement fait le plus défaut : un bulletin de liaison donnant des informations sur les recherches, individuelles ou collectives, achevées ou en cours, les enseignements, les projets de colloques ou de rencontres, les centres de documentation ou les sources nouvelles, et ouvrant une libre tribune sur les problèmes que pose l'histoire des femmes ?

Ce bulletin, axé prioritairement sur l'histoire et l'anthropologie des femmes, ne s'interdirait pas néanmoins des informations plus larges sur les sciences sociales. Centré d'abord sur la France et l'histoire des femmes en France, il entend, dès le départ, ouvrir des rubriques européennes, car cette dimension nous paraît indispensable. Enfin, si les universités et centres de recherche de type universitaire sont les bases inévitables, ils ne doivent pas être les seuls. Nous nous adressons à toutes celles et à tous ceux qu'une recherche de cette nature intéresse. Nous attachons, en particulier, beaucoup de prix aux tentatives d'histoire orale où les femmes, souvent gardiennes de la mémoire, devraient avoir tant de place, à la quête des souvenirs les plus quotidiens, des mères et des grand-mères, irremplaçables témoins d'une histoire non écrite.

Nous envisageons de faire paraître un premier bulletin à la rentrée 1978, sous une forme modeste et sans viser à l'exhaustivité stérilisante d'un annuaire. Sans se fixer à l'avance de périodicité, on pourrait imaginer trois bulletins par an. À cet effet, nous vous demandons de bien vouloir nous envoyer informations et suggestions. Pour vous faciliter la tâche, nous vous joignons une fiche que vous pourriez nous renvoyer. Ses rubriques ne sont qu'indicatives et nous vous demandons de l'adapter à vos besoins. Et de la diffuser. Mais, d'autre part, nous souhaitons vos libres commentaires et vos souhaits sur ce que devrait être un tel bulletin, sur vos attentes à cet égard.

Ecrivez-nous donc le plus vite possible. Bien cordialement vôtre.

Le Groupe de Recherche pour l'Histoire et l'Anthropologie des femmes

Ont participé aux diverses réunions à Paris : F. Basch, B. Berthier, H. Danon, C. Dauphin, C. Dufrancatel, L. Elhadad, A. Farge, G. Fraisse, E. Guedj, L. Kandel, C. Klapisch, M. Lagny, S. Matthews-Greco, V. Nahoum, M. Perrot, F. Picq, Y. Pasquet, M. Rebérioux, N.-H. Rebois, S. Rogers, P. Schmitt, F. Thébaud, Y. Verdier.

Annexe 10. Pénélope, 1982

PÉNÉLOPE. POUR L'HISTOIRE DES FEMMES

Périodique bisannuel (printemps, automne), *Pénélope* détient une place originale aussi bien dans le système des périodiques que dans le système universitaire.

Fondée en 1978, après avoir obtenu l'appui financier de l'Université Paris 7, par le Groupe d'études féministes de Jussieu et le Centre de recherches historiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, *Pénélope* se veut un bulletin d'information et de liaison permettant de faire connaître toutes les recherches en cours dans le domaine de l'histoire et de la sociologie des femmes. Ainsi, *Pénélope* n'est pas une revue mais un bulletin, elle ne vise pas un public spécialisé mais a vocation de porter à la connaissance du plus grand nombre l'état des recherches sur les femmes : l'histoire et la sociologie sont privilégiées mais les autres sciences humaines peuvent être convoquées suivant les thèmes. Car il faut reconnaître mais aussi souligner le fait que les études féministes se réduisent rarement au champ défini par une discipline : elles n'essayent pas de mettre en pratique le principe de l'interdisciplinarité ; elles sont l'expression de sa nécessité.

On comprend aussi pourquoi il paraît important, en traversant parfois sans scrupules les divers champs disciplinaires, de sortir de l'institution de la recherche elle-même : les « témoignages » mais aussi les réflexions et les recherches isolées prennent sens dans cette volonté de faire connaître.

Il s'agit donc d'abord d'une tâche d'information : les contributions qui paraissent dans chaque numéro ne sont pas des articles de fond, mais un compte rendu de deux ou trois pages de la problématique et des articulations essentielles du sujet traité, une synthèse rapide plus qu'un résumé. Sont privilégiées les contributions de ceux ou celles qui n'ont pas encore été publiées, les travaux les plus connus prenant place en bibliographie. Ainsi *Pénélope*, en informant, donne aussi le moyen de comprendre quelles sont les problématiques actuelles, théoriques, politiques, idéologiques ou militantes, permet aux lectrices et lecteurs une certaine critique du thème proposé à la réflexion et montre quelle relation s'inscrit avec les démarches féministes contemporaines. C'est là que réside son originalité : il ne s'agit pas tant d'une somme de connaissances sur un sujet particulier que d'un parcours qui informe sur l'ensemble des axes de recherche développés autour d'un thème. En ce sens surgit, tout au long de ces additions d'informations et de problématiques de recherche, à la fois le domaine délimité par une question « femme » (femme et violence, femme de terre, etc.) et la structure même de l'interrogation : c'est dire que se profilent des bilans, des regards critiques, bref une distance théorique à l'égard de la réflexion proposée. Trois niveaux donc, information, problématique et esquisse de bilan structurent l'organisation de chaque numéro.

Numéros parus

- N° 0 *Le corps féminin* (en collaboration avec le CLEF et le CEFUP) – Arlette Farge -
Michelle Perrot, novembre 1978
- N° 1 *Les femmes et la presse* – Caroline Rimbault - Michelle Perrot, juin 1979
- N° 2 *Éducation des filles, enseignement des femmes* – Geneviève Fraisse,
printemps 1980
- N° 3 *Les femmes et la création* – Marie-Jo Bonnet, automne 1980
- N° 4 *Les femmes et la science* – Françoise Gail - Christiane Frougny - Michèle Kail -
Jeanne Peiffer, printemps 1981
- N° 5 *La femme soignante* Evelyne Diebolt, automne 1981
- N° 6 *Femme et violence* –Véronique Nahoum, printemps 1982
- N° 7 *De la paysanne à l'agricultrice* – Marie-Rose Lagrave, hiver 1982

Depuis 1981, le bulletin *Pénélope* est édité par une association « 1901 » afin de pouvoir être mis en vente. Les membres du bureau élus chaque année en Assemblée générale sont les suivants :

Présidente : Caroline Rimbault – Vice-présidente : Françoise Picq – Membres :
Cécile Dauphin, Évelyne Diebolt, Arlette Farge, Geneviève Fraisse, Liliane Kandel,
Claude Maignien, Michelle Perrot.

Adresse de *Pénélope* où l'on peut s'abonner, acheter des numéros et demander
tous renseignements : *Pénélope* - Pour l'histoire des Femmes, Centre de Recherches
Historiques, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 54 bd Raspail 75006
Paris.

Pénélope est distribuée, depuis le n° 6, par les éditions Tierce Distique dans toutes
les bonnes librairies.

Annexe 11. Contribution aux Assises de la recherche, Mémoire du GEF, doc 19

Le GEF a été créé en 1975 pour répondre au besoin qu'éprouvait un certain
nombre de chercheuses et d'étudiantes de mettre en commun leurs interrogations
et leurs recherches dans une structure souple et ouverte.

Font partie du GEF notamment des enseignantes qui assurent, dans différentes uni-
versités, des séminaires de recherche, des U.V. d'enseignement et dirigent des travaux
(maîtrises, doctorats de 3^e cycle, doctorats d'état) sur la question des femmes.

En dehors des activités et des publications des différents membres du groupe,
le GEF produit une revue en liaison avec des chercheuses du Centre de recherche

historique de l'École pratique des hautes études, *Pénélope*, destinée à faire connaître les études sur les femmes.

L'une des originalités du GEF est d'être parvenu à instituer une véritable pluridisciplinarité à partir des formations de chacune : histoire, sociologie, philosophie, littérature, civilisation, psycho-sociologie, linguistique, droit, économie, science politique. Si cette expérience a réussi, c'est qu'au-delà de cette diversité certaines démarches nous sont communes. Ainsi nous avons constaté que la structuration des différentes disciplines ne faisant guère de place à la question des femmes, il fallait la remettre en cause et rétablir un point de vue global, une analyse transversale, qui seule permet d'appréhender le réel.

De même, si le féminisme n'est certes pas pour nous une ligne politique homogène, il nous donne un regard critique sur les présupposés masculins qui sont aux fondements des différents discours scientifiques. C'est dans ce sens que nous cherchons à élaborer la réflexion sur les ruptures épistémologiques provoquées par l'émergence du féminisme dans les discours scientifiques.

Nous pensons que, pour lutter contre les pesanteurs de la recherche, il faut favoriser ce type d'initiative qui, bien qu'elle ne soit pas ancrée dans une tradition universitaire, a le mérite d'explorer des voies inconnues. Une recherche qui ne tiendrait pas compte de l'importance de cette démarche, sous prétexte qu'elle ne répond pas aux objectifs prioritaires de la nation, creuse ses propres ornières et se prive, en sciences humaines en tous cas, de toute compréhension de l'avenir. Car il ne s'agit pas uniquement de répondre à la demande sociale, il faut aussi savoir la catalyser et analyser ses dynamiques, souvent à l'état de potentialité, qui travaillent la société française.

Nous proposons à titre expérimental la création d'un institut d'enseignement et de recherche féministe, pluridisciplinaire, rassemblant chercheuses, enseignantes, étudiantes en sciences exactes et humaines.

Nous proposons la création d'un centre de documentation sur les femmes, tel qu'il en existe aux États-Unis, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie : constitution de bibliographies, fichiers de centre de recherches, dépouillement des revues, fichier des thèses, bibliothèque de base, banque de données, etc.

Nous suggérons pour l'immédiat, au niveau des assises régionales puis nationales de la recherche, un atelier d'une demi-journée sur le thème : études féministes, transformation de la société. [...]

Annexe 12. Convocation à l'Atelier national du 12 janvier 1982, Mémoire du GEF, doc 20

À l'occasion du Colloque national sur la recherche se tiendra un Atelier consacré aux enseignements, études et recherches féministes ou concernant les femmes.

À l'initiative de plusieurs groupes GEF de Paris 7, GIF de la Maison des sciences de l'homme, Université des femmes, séminaires Limites-frontières, cet atelier se propose d'organiser des débats sur les points suivants :

1. Rapports entre mouvement social et recherche
2. Interdisciplinarité des recherches
3. Approche féministe du lien formation - recherche
4. Les lieux de la recherche féministe : structures et institutions
5. Problèmes de publication et de diffusion

La liste des thèmes proposés n'est évidemment pas exhaustive. Cet Atelier est la première occasion de confronter, sur le plan national, les expériences de femmes et de groupes de femmes qui ont travaillé jusqu'à présent, de manière isolée, sans communication réelle. Cet Atelier n'a pas été obtenu sans peine et sa réussite défend de notre participation active à toutes.

Il se tiendra le 12 janvier 1982 de 9 h à 18 h à l'ancienne École polytechnique, 15-17 rue Descartes 75005 Paris. Réunion préparatoire 6 janvier à 18 h à la Maison des femmes.

Annexe 13. Avant-propos du Pré-rapport sur les recherches féministes, Mémoire du GEF, doc 26

Ce pré-rapport sur les recherches féministes a été réalisé à l'issue des Journées de la Région parisienne du colloque « Femmes, féminisme, recherches ». Il se conçoit comme un document de travail, incomplet et provisoire, rendant compte d'une étape et préparant la suivante, dans ce processus en cours qu'est l'organisation, pour la première fois en France, d'un colloque national sur les enseignements et recherches féministes ou sur les femmes.

Pour préciser le contenu de ce pré-rapport, il convient de rappeler ce qu'est le colloque « Femmes, féminisme, recherches ».

Certains groupes d'études féministes sont intervenus, tant à Paris qu'en province, dans les Assises régionales du Colloque national de la recherche et de la technologie et ont tenu, dans le cadre de celui-ci, un Atelier sur les enseignements et recherches féministes et concernant les femmes, qui a réuni le 12 janvier près de 200 femmes.

De cet Atelier est sorti le projet d'organiser un colloque national dont les objectifs sont d'établir un premier bilan de l'état du domaine, d'évaluer les besoins, de mettre en place un réseau d'échange systématique, et de formuler des propositions de développement des études féministes, tant en ce qui concerne les orientations théoriques que les conditions matérielles de mise en œuvre.

Ce projet, présenté au ministère de la Recherche et de la Technologie, a obtenu de la part de celui-ci et du ministère du Droit des femmes, accord et financement. De plus, Monsieur Godelier, chargé d'une mission auprès du ministre de la Recherche, a incité ses protagonistes à prendre rapidement position sur les réformes de structure envisagées pour le CNRS.

Les Assises régionales se sont donc tenues à la fin du mois d'avril à Paris et ont débattu notamment de la création au CNRS d'une Commission interdisciplinaire « Recherches féministes ou sur les femmes ».

On trouvera, en introduction de ce pré-rapport, issu des Assises de la Région parisienne, les prises de positions à ce sujet :

- proposition pour un comité interdisciplinaire du CNRS « Recherches féministes et sur les femmes » (pp. 1-9) ainsi que le compte rendu des différentes commissions ;
- rapports des commissions des Journées régionales de la région parisienne (16-17 avril 1982), p. 116.

Ce document présente également :

- les rapports des groupes interdisciplinaires de recherche féministes, qui sont parties prenantes de l'organisation du Colloque national (ou les réponses de ces groupes au questionnaire de Monsieur Godelier), pp. 9 à 50 ;
- un certain nombre de rapports sur les recherches féministes par discipline (pp. 51-115).

Réalisés à la hâte, ces rapports sont partiels et le savent ; ils sont une étape dans la mise au jour de l'état des recherches féministes qui est l'un des objectifs du Colloque national.

L'ensemble du document de travail présente de nombreuses lacunes ; composé rapidement en raison des échéances imposées par le calendrier des réformes de structures prévues, notamment au CNRS, il rassemble des documents émanant de groupes différents et, de ce fait, manque d'unité dans le contenu comme dans la présentation.

Mais c'est là aussi son intérêt ; il donne la parole à de nombreux groupes, à de nombreuses chercheuses et enseignantes dans des domaines et avec des approches différentes. La mise en commun de ces réflexions et de ces points de vue dessine les constantes et les contradictions du domaine et appelle à en énoncer d'autres

qui les précisent et leur répondent. Trop limité à la Région parisienne, il est la contribution de celle-ci en vue de la prochaine rencontre nationale du Colloque « Femmes, féminisme, recherches ».

Annexe 14. Réponse au questionnaire de M. Godelier Mémoire du GEF, doc 24

La réponse au questionnaire de Monsieur Godelier, en tant que GEF est un peu délicate, dans la mesure où nous ne répondons pas dans le cadre d'une discipline, mais dans celui d'un champ d'études pluridisciplinaire.

1. Les études féministes sont un champ de recherches très jeune, surgies sous la poussée du mouvement féministe des années 1970. Elles se sont développées en dehors des institutions ou à leur marge, ce qui va de pair avec un financement très réduit et une situation difficile pour certaines chercheuses.

Le féminisme a fait émerger un champ de connaissances occulté jusque-là et porté un regard critique sur les disciplines, les méthodes, les problématiques, les savoirs.

Le Groupe d'études féministes de Paris 7 a été l'un des premiers en France, c'est là que nous nous sommes formées, avons élaboré collectivement notre approche, nos méthodes, notre regard. Il a été un lieu d'incitation à de nombreuses recherches individuelles qui se sont matérialisées sous la forme d'articles, de livres, de thèses. Il a joué un rôle moteur pour faire apparaître les études féministes en France et a contribué à imposer la problématique féministe, notamment dans les derniers mois.

Il a créé, en collaboration avec le Groupe de recherches historiques de la MSH, la première revue destinée à rassembler les études et travaux scientifiques en cours concernant l'anthropologie et l'histoire des femmes : *Pénélope*. Il a mis en place des liens nationaux, et internationaux, notamment par l'organisation de (ou la participation à des) colloques ou conférences internationaux : Aix-en-Provence, Lyon, Vincennes, Maryland (USA), Moulin d'Andé, Shaker Mill Farm (New York).

2. Comparativement aux *women's studies* aux USA et même aux recherches féministes en Europe de l'Ouest, (GB, RFA, Italie, Hollande, Belgique, etc.) la situation des études féministes en France est extrêmement mauvaise. En dehors de quelques séminaires et U.V., il n'y a aucun enseignement universitaire, aucun diplôme évidemment, aucun centre de documentation ou d'archives, aucun fonds spécialisé, une seule bibliothèque, pas de locaux spécifiques.

3. Nos programmes de recherches ont obtenu un soutien institutionnel minimal (petite subvention en 1978 sur le budget de l'Université Paris 7, qui nous a aidées à financer le lancement de *Pénélope*, rien pour notre fonctionnement depuis).

Par ailleurs, on doit constater une certaine intolérance institutionnelle à la prise en compte de certains thèmes qui restent tabous (la sexualité).

L'attitude des organismes de recherche nous oblige donc à masquer l'objet véritable de nos recherches sous des formulations plus conformes, et détruit toute potentialité de recherches originales.

4. Nous avons évidemment dû renoncer à de nombreux projets puisqu'il nous a fallu travailler dans le bénévolat et une semi-clandestinité intellectuelle. Ces projets, loin d'être inactuels, sont plus nécessaires que jamais.

5. Nous sommes en train d'organiser, avec d'autres groupes d'études féministes, le colloque national « Femmes, féminisme, recherches », qui se tiendra au mois de novembre 1982 à Toulouse. Dans le cadre de ce colloque, des « Journées préparatoires sur les enseignements, études et recherches féministes ou concernant les femmes » seront organisées dans plusieurs régions ; à Paris les 16 et 17 avril.

Par ailleurs, en tant que groupe, nous participons à la troisième session de la Conférence Internationale « *New woman, new family* » qui se tiendra à New York fin avril et aboutira à la publication de deux anthologies, l'une en langue anglaise, l'autre en français, dont l'intitulé provisoire est *A century of resistance and change, 1882-1982*.

Enfin, nous avons mis sur pied depuis septembre 1981 un programme de recherches interdisciplinaires cherchant à évaluer l'impact de la recherche féministe sur les disciplines existantes (thèmes retenus pour l'année 1981-1982 : sociologie du travail, histoire des femmes, pratique linguistique, critique littéraire, anthropologie, sociologie de la famille). Ce travail de recensement et d'analyse est fondamental ; après dix ans d'existence du mouvement de libération des femmes, il devient possible d'ébaucher un bilan. Compte tenu de notre expérience pluridisciplinaire, nous nous estimons particulièrement bien placées pour le mener à bien, mais nous sommes cruellement limitées dans nos moyens pour cette recherche qui nécessiterait un financement spécifique.

6. Ni les administrations, ni les collectivités locales n'ont joué de rôle dans la détermination de nos objectifs, mais seulement le mouvement social dont nous sommes issues. Nos recherches ont pour objectif de restituer à ce mouvement social son histoire et l'intelligence de son existence.

7. Il nous est difficile de nous prononcer sur les nécessaires réformes du CNRS dans la mesure où la plupart d'entre nous n'en fait pas partie. Il est certain qu'une des causes essentielles des blocages institutionnels tient à l'effet sclérosant des cadres disciplinaires. Beaucoup d'entre nous, enseignantes-chercheuses, éprouvent des difficultés à établir le lien nécessaire entre l'enseignement et la recherche en raison de la rigidité des structures tant universitaires que de la recherche. Il nous semble essentiel d'établir des ponts, des liaisons, des passerelles.

Nous souhaiterions, en particulier, qu'en tant que Groupe de recherche de l'Université Paris 7, le GEF puisse être associé au CNRS.

8. Au stade où nous en sommes, nous ne pouvons développer et diversifier nos objectifs de recherche que si notre champ d'étude est accueilli et reconnu à part entière par les organismes officiels ; ce qui implique :

- qu'il soit pris en compte dans la restructuration actuelle de la recherche ;
- qu'il débouche sur des enseignements à l'université comme en formation permanente.

Ces enseignements doivent trouver leur place dans divers cursus, diverses disciplines (notamment en histoire, droit, sociologie, science politique, littérature, civilisations, etc.).

Annexe 15. AFFER, « Enseignement-Recherche-Formation : les études féministes, 25 avril 1983 »

On est frappé par le gouffre qui sépare le niveau de développement des études féministes en France et dans les pays anglo-saxons (plus de trois cents programmes de *women's studies* aux États Unis, sans parler des innombrables cours en dehors de ceux-ci) et la comparaison avec l'Allemagne ou l'Italie est également très défavorable à la France. Mais on constate aussi un grand décalage entre la situation de la recherche féministe en France et celle de l'enseignement. La recherche, en effet, est relativement développée, bien qu'éparpillée et souvent marginale par rapport aux institutions ; de plus, après le Colloque de Toulouse, elle est en voie de structuration et de développement ; au contraire, l'enseignement féministe et sur les femmes ne s'est guère développé ces dernières années malgré l'énergie investie par les enseignantes-chercheuses.

Ce qui existe

Quelques U.V. isolées existent dans plusieurs universités : Aix, Lyon, Nantes, Tours, Toulouse, Paris ; principalement en histoire et en sociologie, mais aussi en psychologie, en droit, lettres et langues ; il existe des U.V. dans certaines disciplines de sciences exactes, en termes de critique épistémologique et d'histoire des sciences.

Ces U.V., intégrées dans les cursus des UER, sont cependant largement ouvertes aux auditeurs libres. Elles ont été établies (et sont maintenues) grâce à l'obstination et souvent au bénévolat des enseignantes-chercheuses ; généralement à titre d'option et dans des conditions précaires.

La demande

- Là où certaines ouvertures lui permettent de s'exprimer, la demande en enseignements et en formation féministes ou sur les femmes apparaît colossale ; étudiant.e.s, enseignant.e.s des lycées et collèges demandent à être « recyclé.e.s » ;

divers groupements ont recours à la formation continue organisée par les universités.

- Ces demandes dépassent, bien sûr, les possibilités existant dans les universités et rendent nécessaire l'aide institutionnelle pour appuyer le militantisme impulsant de telles pratiques pédagogiques : créations de postes d'enseignant.e.s-chercheuses prioritairement attribués à des fonctions de recyclage et de formation continue.
- C'est en fait tous les secteurs de l'Éducation nationale, de la maternelle à l'enseignement supérieur, qui devraient s'ouvrir aux études féministes (nécessité de développer la critique : révision des manuels scolaires, mise en évidence des présupposés masculins, reconstruction d'une vision globale du social, etc.). Pour que l'école aide à l'évolution des mentalités, il faudrait qu'il soit « parlé » des femmes de façon systématique, c'est-à-dire obligatoire et non spécialisée, à tous les niveaux de l'institution Éducation nationale. Tous les programmes de formation devraient comporter un certain quota d'U.V. féministes.
- La place des études féministes à l'université apparaît d'autant plus nécessaire que c'est là que sont formés les maîtres.

Les propositions

- L'expérience des différents groupes d'études et de recherche féministes les conduit à insister sur la nécessaire pluridisciplinarité de celles-ci ; seule une analyse transversale permet d'appréhender la question de la différence des sexes dans tous ses aspects. Cela implique la mise en place et le fonctionnement d'équipes pédagogiques interdisciplinaires.
- Dans certaines universités, les enseignantes-chercheuses tentent de se coordonner, afin d'offrir aux étudiant.e.s la possibilité de se constituer dans un regroupement d'U.V. une « mineure » de licence. Bien entendu, ces U.V. peuvent également faire l'objet d'options isolées.
- Dans tous les cas, les enseignements d'études féministes doivent déboucher sur les diplômes nationaux en cours. Les enseignantes-chercheuses concernées soutiennent le principe de l'intégration des U.V. d'études féministes dans les cursus de formation générale des étudiant(e)s (à la différence de ce qui existe dans les pays anglo-saxons : les cursus séparés de *women's studies*). Il ne s'agit pas, en effet, de développer les études féministes comme un secteur marginal, mais d'en faire un pôle actif qui rayonnerait dans chaque discipline, contribuant à y former une problématique non-sexiste.

Les conditions matérielles et institutionnelles

- La difficulté du développement des études féministes en France est accrue par les rigidités institutionnelles ainsi que par l'autonomie des universités qui s'ajoute à la distinction des disciplines.

On a vu que l'incitation faite aux universités par le ministère de l'Éducation nationale, d'attribuer certains postes aux études féministes n'avait rencontré aucun succès ; le besoin en postes est tel dans les universités que jamais il ne permettra que des postes soient attribués prioritairement à un nouveau secteur, et particulièrement à celui-ci qui reste trop souvent l'objet de railleries.

- Il serait donc nécessaire (pour les études féministes en particulier, mais en réalité pour le développement de tout secteur nouveau) de créer des postes nouveaux pour ce secteur, de mettre en place une organisation plus souple permettant tout à la fois la reconnaissance et l'autonomie de ce champ d'études : passerelles entre l'Université et le CNRS, passerelles avec différents secteurs de la vie associative par l'intermédiaire notamment de la Formation permanente, souplesse administrative plus grande (détachements, vacations, nominations, décharges horaires permettant la participation à des séminaires, etc.), ouverture large à un public extra-universitaire (en particulier femmes souhaitant une réinsertion professionnelle et femmes travaillant chez elles).
- Des moyens matériels sont nécessaires pour encourager les jeunes équipes existantes (financements conjoints du CNRS et des universités, associations au CNRS), pour leur fournir les conditions de travail minimales (locaux, bibliothèques, heures complémentaires), pour organiser dans différentes universités des centres de documentation largement ouverts aux étudiant.e.s comme aux enseignant.e.s.
- Il est impossible concrètement de développer les études féministes partout comme ce serait nécessaire. Il apparaît donc raisonnable, dans un premier temps, de favoriser leur croissance dans les universités où elles existent déjà et de faire de celles-ci des bases de regroupement pour des enseignantes venues de différentes UER et de différentes universités. Des équipes pluridisciplinaires et inter-universités devraient y être établies, avec la possibilité concrète que des enseignantes-chercheuses y effectuent une partie de leur service et que des étudiant(e)s y choisissent certaines U.V. qui soient prises en considération dans différentes universités.

Annexe 16. « Une association pour la promotion des études féministes »

LA REVUE D'EN FACE, N° 14

Pour que le Colloque de Toulouse ne soit pas un succès sans lendemain mais ouvre des possibilités nouvelles de développement des études et recherches féministes et sur les femmes, nous pensons qu'il est nécessaire et urgent de poser les bases d'une organisation des chercheuses féministes. Il apparaît difficile, dans

un premier temps, de créer une association nationale, mais possible du moins de fonder des associations régionales qui envisageraient ensuite de se fédérer.

Le Collectif qui, dans les différentes régions, avait pris l'initiative du colloque – et l'association créée dans ce but – termine maintenant sa tâche et doit laisser la place à une nouvelle organisation du milieu de la recherche féministe, plus vaste et plus formelle. Nous ne pourrions, en effet, avoir le poids pour imposer le développement de celle-ci que si nous mettons en place une structure définie au sein de laquelle puissent être dégagés des points de vue, communs ou majoritaires, et désignées – et contrôlées – des mandataires chargées de défendre ceux-ci.

Cette organisation des chercheuses féministes ou sur les femmes ne doit pas organiser la recherche elle-même ; celle-ci doit rester à l'initiative et sous la responsabilité des groupes et des individus ; elle ne doit ni se substituer aux groupes existants ni les superviser ; mais organiser entre les chercheuses des relations d'échange, de confiance, de respect mutuel, être un lieu où se donnent des informations, où se débattent des idées, des projets.

C'est avec ce point de vue que le Collectif parisien de l'AFFER a présenté, au retour de Toulouse, dans une assemblée convoquée largement, un projet d'association de la région Paris-Île de France. Les débats de cette assemblée et de celles qui ont suivi ont amené à des modifications et des précisions du projet initial ; un consensus relatif a pu être dégagé sur les points suivants, qui a permis la rédaction des statuts.

Les objectifs de l'association

« Cette association regroupe des femmes qui participent aux études et recherches féministes ou sur les femmes » (Art. 2). C'est là sa définition en même temps que son objectif. Organiser la communication entre membres (réseau d'information, bulletins de liaison, rencontres, etc.), établir entre elles des relations de confiance, faire respecter un minimum de règles communes pour empêcher que les conflits inévitables ne fassent éclater le réseau que nous cherchons à mettre en place, etc. Ceci apparaît comme la base minimum à partir de laquelle on pourra agir pour la promotion des féministes et aussi réagir contre les discriminations sexistes.

L'association remplirait donc des fonctions variées. Celles d'un réseau : rassembler les informations envoyées par les adhérentes afin de constituer le bulletin de liaison (régional ou national) ; celles d'un syndicat : défense de ses adhérentes et partenaire social représentant un milieu de travail ; celles d'une organisation professionnelle et d'un groupe de pression, agissant pour influencer sur les choix faits par les pouvoirs publics et les organismes concernés. Cela fait déjà beaucoup ; il ne faudrait pas que l'association se substitue à la nécessaire initiative de ses membres en ce qui concerne les projets de recherche ; ni que celles-ci, individuellement ou

collectivement, se reposent sur elle ; chaque groupe doit rester libre et responsable de ses recherches. L'association peut seulement fournir un cadre de regroupement et de discussion. Les statuts ne prévoient donc pas d'activité de recherche ; si aucun interdit n'est formulé à ce sujet, il est précisé que les ressources de l'association, en dehors des cotisations des membres, ne comprennent que des subventions de fonctionnement ; elle ne pourra donc recevoir aucun crédit de recherche, ni en distribuer.

L'association ne doit pas avoir de pouvoir de contrôle sur ses membres et leurs recherches ; ni contrôle politique définissant et imposant une juste ligne féministe ; ni évaluation scientifique ; la seule vérification effectuée par le conseil d'administration porte sur la réalité de la participation aux études et recherches féministes ou sur les femmes.

Les critères d'adhésion

Cette question a été longuement débattue. En énonçant des critères d'accession, il s'agit d'indiquer une orientation et de fonder une association représentative des études féministes ou sur les femmes dans leur réalité, et d'un désir de soutien à – ou de contrôle de – la recherche féministe.

L'association regroupe donc des femmes qui participent effectivement à celle-ci, à l'intérieur de l'université ou des organismes publics de recherche ou en dehors d'eux, « par l'enseignement, la formation ou la recherche, l'organisation de séminaires, par la publication, l'édition, la diffusion, etc. ». Cette liste n'est pas exhaustive, mais indicative. Aucun niveau minimum d'études ou de diplôme n'est prévu ; les étudiantes peuvent faire partie de l'association dès lors qu'elles ont un projet de recherche, de même les groupes informels, à condition que la réflexion qu'ils mènent tende à la communication.

Tous les termes sont au féminin ; les hommes pourront certes participer, comme toute personne intéressée, sur demande ou abonnement, aux réseaux d'information mis en place (bulletins de liaison, centres de documentation, etc.) mais, dans un premier temps du moins, l'organisation du milieu des études féministes doit être le fait des femmes. Comment d'ailleurs admettre les hommes qui font des recherches sur les femmes sans qu'aucun critère de contenu ne soit pris en considération ?

Le Conseil d'administration

L'association rassemble des femmes qui font des études et recherches féministes, que ce soit dans les institutions universitaires ou publiques ou en dehors d'elles. Le Conseil d'administration doit représenter les différentes composantes des études féministes ; et nous avons cherché à définir celles-ci (*a priori*, puisque nous n'avons pas encore les résultats du questionnaire de Toulouse qui nous donnera une

photographie plus précise) ; nous nous sommes mises d'accord sur la définition de trois catégories :

- les universitaires et chercheuses professionnelles dont les études et recherches féministes sont prises en considération dans ces institutions ;
- celles qui, tout en ayant un statut institutionnel, effectuent leurs recherches féministes en dehors de ces institutions ;
- celles enfin qui n'ont pas de statut institutionnel et effectuent leurs recherches hors des institutions. Catégorie résiduelle, celle-ci comprendra aussi bien les étudiantes que les membres des professions libérales, les vacataires, les formatrices, etc. Ce « hors institution » ne doit pas être défini négativement (ne pas être dans une institution) mais par une participation positive aux études féministes hors des institutions (animation de séminaires, rédaction de revues, publications, diffusion, etc.).

Nous ne savons pas quelle est la part respective de ces différentes catégories dans la recherche féministe ; nous ne savons pas quelle sera leur proportion dans l'association. Nous avons donc fixé une proportion de trois tiers qui pourra être modifiée en fonction de la composition de l'association.

Le Conseil d'administration sera composé de neuf membres : trois de chaque catégorie (ainsi que neuf suppléantes) ; il fonctionnera comme bureau, collégialement ; il désignera en son sein les personnes chargées des différentes fonctions administratives sans que cela ne remette en cause le fonctionnement collégial et sans que ces personnes ne se voient attribuer des fonctions particulières dans leurs rapports avec l'association ou avec l'extérieur.

L'association se réunira en Assemblée générale ordinaire trois fois par an ; à l'une de ses réunions, elle désignera son Conseil d'administration pour l'année (les membres en étant rééligibles une fois). Une Assemblée extraordinaire pourra être convoquée par le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé, soit de sa propre initiative, soit à la demande du quart des membres de l'association.

Les statuts de l'association posent ainsi quelques principes minimum et organisent des garanties juridiques ; ils n'indiquent guère ce que sera le fonctionnement réel de l'association. Des règles plus précises, mais aussi plus conjoncturelles, devront être déterminées ; le Conseil d'administration est chargé d'établir un règlement intérieur que l'Assemblée générale devra approuver.

Mais, au-delà de ces formalités, la vie réelle de l'association, son importance, sa crédibilité, dépendront de celles qui y participeront, de leur initiative, de leur capacité à s'entendre et à tirer profit, pour toutes, des possibilités qui s'ouvriront.

Annexe 17. CNRS 1989, Action thématique programmée n° 6, Présentation des travaux, 1984-1987

RECHERCHES SUR LES FEMMES et RECHERCHES FÉMINISTES

Introduction

« Les féministes entrent au CNRS », annonce *Le Monde* du 27 mars 1984, dans un bref résumé de la conférence de presse tenue au ministère des Droits de la femme le 22 mars 1984 et consacrée au thème « Les femmes et la recherche ». En octobre 1983, cette reconnaissance officielle s'était concrétisée par la création d'une Action thématique programmée (ATP) « Recherches sur les femmes et recherches féministes » auprès du département des Sciences de l'homme et de la société du CNRS.

Aux origines de l'ATP

L'existence de cette ATP est directement liée au colloque de Toulouse de décembre 1982. Ce colloque national « Femmes, féminisme, recherches » a réalisé une mobilisation sans précédent, en réunissant plus de 800 chercheuses. Ce n'était pas le fruit d'une génération spontanée ; il avait été précédé d'un certain nombre d'autres manifestations qui, depuis 1975, ont jalonné le développement de cette recherche.

À Aix en 1975, sous l'impulsion du Centre d'études féminines de l'Université de Provence (CEFUP), se tenait un colloque sur « Les femmes et les sciences humaines ». Dans la douceur du printemps provençal, au couvent de la Sainte-Baume, 200 chercheuses et chercheurs s'interrogeaient sur l'état de la réflexion dans leur discipline. À noter une forte dominante littéraire et psychanalytique et d'ardentes discussions sur la voie à suivre.

Ce colloque fut suivi de plusieurs autres, plus spécialisés, mais toujours pluridisciplinaires : 1978 à Paris 8-Vincennes, « Les femmes et la classe ouvrière » ; 1980 à Lyon, « Les femmes et le travail » ; corrélativement des groupes d'études se créaient dans les universités : après le Centre d'études féminines à l'Université de Provence (CEFUP) en 1972, le Centre lyonnais d'études féministes (CLEF) à l'Université Lyon 2, l'Institut de recherche et d'études féminines (IREF) en 1974 à l'Université Paris 8-Vincennes, le Groupe d'études féministes (GEF) en 1975 à l'Université Paris 7, le Groupe de recherche et d'information d'études féministes (GRIEF) en 1978 à l'Université Toulouse-Le Mirail. S'étaient organisés aussi dès 1970 divers enseignements, notamment en littérature, en droit et en histoire. En 1974, Paris 8-Vincennes créait un DEA et un doctorat de 3^e cycle d'études féminines tandis que des séminaires de sociologie s'ouvraient au CNRS.

Parallèlement allaient se développer bulletins et revues : 1977, *Questions féministes*, première revue féministe théorique en France ; 1979, le *BIEF* d'Aix-Marseille et la même année *Pénélope, Cahiers pour l'histoire des femmes* (qui se sont arrêtés en 1985 après 12 livraisons) ; 1981, *Nouvelles Questions féministes*, et les numéros spéciaux du GRIEF.

Ce développement de la recherche « dans l'institution » était lié à son essor « hors institution », comme on disait alors et comme en témoigne notamment le séminaire *Limites-frontières* qui fonctionne à Paris depuis 1980. Entre les deux, bien des communications, des ouvertures, ne serait-ce que par les personnes. L'une et l'autre cherchaient à répondre au mouvement des femmes en son sens le plus large, à toutes les questions et remises en question qu'il suscitait.

En janvier 1982, s'est tenu à Paris le colloque sur la recherche et la technologie qui, réunissant plus de 20 000 participant.e.s, a constitué la plus large consultation de scientifiques jamais réalisée en France. En raison de ses ambitions sociales et politiques – prendre très largement en compte la demande sociale en insistant sur le changement des mentalités – il constituait un lieu privilégié pour témoigner du développement en cours depuis dix ans dans un nouveau domaine de recherche.

Dans ce cadre, a été organisé à l'ancienne École polytechnique le 12 janvier 1982, un « atelier » sur les études féministes regroupant environ 200 déléguées venues de toute la France. Le succès de cet « atelier » a permis d'obtenir le financement, par le ministère de la Recherche et par le ministère des Droits de la femme, du premier colloque national consacré aux recherches sur les femmes et recherches féministes qui s'est tenu à Toulouse en décembre 1982.

Les quelque 137 communications écrites et les synthèses présentées dans les différentes commissions donnent une assez bonne idée de l'état de la recherche dans les diverses disciplines : on les trouvera consignées dans les *Actes du colloque*. Ceux-ci comportent également des propositions relatives aux structures souhaitables pour l'organisation et le développement des recherches féministes et sur les femmes en France, qui rejoignent alors les propositions du rapport de Maurice Godelier quant à la création de *dix fronts stables* intersciences destinés à faciliter les échanges autour d'objets neufs : « Nous avons déjà montré toute l'importance et l'urgence de la création d'une commission interdisciplinaire consacrée aux recherches sur les femmes et aux études féministes. Non seulement cette création serait un acte officiel de reconnaissance et de légitimation des recherches jusqu'ici marginalisées et dédaignées, mais elle permettrait aussi des convergences et des confrontations de recherches qui, faites en dehors des institutions, ont le plus grand mal à se rejoindre. Enfin, les moyens matériels mis à la disposition des chercheurs permettraient d'envisager la définition et la poursuite de programmes de plus long terme ».

Les recherches sur les femmes souffrent du découpage disciplinaire du CNRS et de l'université. Exclues dans certains secteurs (biologie, psychologie), contraintes de se déguiser pour exister dans d'autres (anthropologie, linguistique), ou confinées dans des domaines restreints dans les disciplines où elles sont menées ouvertement (sociologie, histoire, droit, économie), ces recherches sont conceptuellement minorées et dépourvues de moyens. D'où la proposition d'une section interdisciplinaire et transversale au sein du CNRS, alors divisé en 45 sections.

Cette proposition d'une structure autonome et globale répondait aux spécificités des recherches féministes. Sans sous-estimer le risque de ghetto, il semblait prioritaire de doter ce champ de recherche de moyens institutionnels à la mesure de son potentiel. Cet objectif n'était d'ailleurs nullement contradictoire avec celui de l'expression d'un point de vue féministe qui s'en trouvait ainsi légitimé à l'intérieur de chaque discipline.

La rigidité du découpage dans le CNRS est partiellement corrigée par l'existence de programmes, plus souples, impulsés par la direction scientifique, le plus souvent à la demande du milieu. Ces programmes interdisciplinaires et thématiques sont lancés pour des durées variables, avec des budgets eux-mêmes variables. Des ATP, faiblement dotées et de courte durée, ont une mission incitative ; elles doivent permettre de dégager des axes sensibles et de constituer des équipes dynamiques. C'est cette formule qui a été retenue comme exploratoire et propre à susciter des structures de plus longue durée.

Créée pour quatre ans en 1983, l'ATP « Recherches sur les femmes et recherches féministes » a fait l'objet d'un contrat de programme entre le CNRS et le ministère des Droits de la femme (MDF). L'action annuelle engagée était d'environ 1 250 000 francs, le MDF assurant un cofinancement de 250 000 francs par an.

Ainsi, l'ATP apparaissait comme une réponse – partielle il est vrai – aux besoins existants : par sa création, le CNRS faisait acte de reconnaissance du domaine et instaurait de fait une situation nouvelle en France, une dynamique positive.

Histoire d'un fonctionnement

L'organisation scientifique de l'ATP est assurée par un Comité de vingt membres. Ainsi que pour toute ATP, le Comité est constitué pour moitié de représentantes élues par les sections du Comité national du CNRS et de membres nommés choisis parmi les enseignants et chercheurs engagés dans les études féministes et sur les femmes. À l'origine, le Comité comportait les représentants officiels du CNRS, du ministère des Droits de la femme et du ministère de la Recherche et de l'Industrie. Enfin un certain quota de membres de rang A (professeurs d'université, directrices de recherche au CNRS), une variété suffisante de disciplines, une représentation de la province ont été respectés.

Les attributions principales du Comité scientifique sont les suivantes : la détermination des thèmes de recherche, la sélection des projets présentés, le suivi des recherches, l'examen des rapports intermédiaires, l'évaluation des résultats et leur valorisation.

Chaque projet sélectionné est plus particulièrement suivi aussi bien sur le plan scientifique qu'administratif ou financier par deux membres rapporteurs du Comité.

L'ATP ne vise pas à couvrir l'ensemble des recherches féministes et sur les femmes. L'objectif explicite qui a présidé à la rédaction des appels d'offres est de constituer un corps de travaux favorisant des avancées théoriques et empiriques sur quelques axes prioritaires encore peu explorés. Par souci de cohérence, nous avons été conduites à exclure, en effet, des thèmes où des recherches féministes et sur les femmes existaient déjà : le travail, la famille, l'éducation, par exemple. Le CNRS offrait, par ailleurs, d'autres ATP ou programmes de recherches susceptibles de les promouvoir (PIRTTEM, ATP « Maladie, santé, société », ATP « Tiers monde et pays en voie de développement ») et vers lesquels nous avons orienté certains projets. Trois axes ont été ainsi proposés pour le premier appel d'offres :

- l'axe A : « *Analyse critique de la conceptualisation des sexes* » met l'accent sur la dimension épistémologique, sur l'évaluation des problématiques et de leur pouvoir explicatif, sur la déconstruction des grandes catégories conceptuelles et la critique féministe des sciences ;
- l'axe B : « *Femmes, État, droit et société* » concerne l'étude de certains mécanismes institutionnels de production et de reproduction des inégalités entre sexes ;
- l'axe C : « *Mouvement des femmes, pratiques des femmes* » est orienté vers une étude historique et comparative du mouvement de libération des femmes des années 1970 et des pratiques militantes et culturelles des femmes au XX^e siècle.

La diffusion de l'appel d'offres a touché environ 1 700 chercheuses répertoriées dans des fichiers divers (colloque de Toulouse, revues féministes, associations). Cet appel a fait également l'objet de l'annonce officielle du CNRS auprès de l'ensemble des chercheurs et universitaires, comme c'est le cas pour ses différents programmes. Par ailleurs, les informations concernant l'ATP ont été diffusées par les associations régionales d'études féministes créées à l'issue du colloque de Toulouse

133 projets ont été soumis au Comité d'ATP, 47 ont été présélectionnés, 37 ont été finalement retenus après audition. Ils se répartissent ainsi :

Axe A	34 dossiers présentés	10 retenus	32 %
Axe B	29 dossiers présentés	10 retenus	34 %
Axe C	53 dossiers présentés	15 retenus	28 %
Divers	17 dossiers présentés	2 retenus	10 %
TOTAUX	133	37	27 %

Les deux dossiers « Divers » ont été classés dans l'axe C.

Pour effectuer la sélection parmi ces projets, le Comité d'ATP a croisé divers critères tels le caractère novateur du projet, une solide connaissance du champ, une problématique féministe, des outils méthodologiques adéquats, une faisabilité et une programmation raisonnables, etc. Il a eu cependant aussi le souci de ne pas écarter des projets qui, tout en ne répondant pas forcément aux exigences traditionnelles, lui ont paru intéressants par leur problématique.

Les projets sélectionnés émanent plus fréquemment de Paris (20 sur 37) que de la province et de l'étranger ; certaines équipes ont réuni des chercheuses de Paris et de province (7 sur 37) ; ils émanent généralement des institutions de recherche (28 sur 37) plutôt que d'équipes non professionnelles ; ils sont plus souvent collectifs (28 sur 37) qu'individuels.

Bilan et valorisation des travaux

Ces travaux ont fait l'objet de rapports dont les résumés constituent l'essentiel de ce recueil.

Si les exigences institutionnelles impliquent la rédaction d'un rapport final de contrat, il reste que la valorisation des travaux est une question cruciale pour l'affirmation et la structuration du champ de recherche comme pour la demande sociale féministe. L'exemple du passé montre à quel point peut être dommageable l'absence de disponibilité, la non-diffusion des textes théoriques fondateurs qui analysent les rapports de sexe et proposent une nouvelle interprétation de l'organisation de la société. C'est l'une des tâches du Comité scientifique de faire en sorte que les rapports de recherche cessent d'être ce qu'ils sont trop souvent – de la littérature grise – et qu'ils soient publiés.

C'est la même volonté qui s'est manifestée dans le soutien que le Comité a apporté aux initiatives émanant des équipes financées par l'ATP pour valoriser leurs recherches. Ainsi le Comité a encouragé la confrontation de travaux entrepris par différentes équipes sur un même thème :

— Le Centre lyonnais d'études féministes (CLEF) a organisé, dans cet esprit, les 24 et 25 novembre 1984, un week-end de rencontres entre les différentes équipes engagées dans la recherche sur l'histoire du mouvement des femmes (Axe C). Six grandes questions y ont été successivement abordées : définition du mouvement des femmes, textes et concepts, techniques de l'interview, analyse de documents, analyse sociologique des itinéraires individuels, indicateurs et mesureurs des effets sociaux du mouvement. Sur chacune de ces questions qui traversaient toutes les recherches, la confrontation a permis d'explicitier et d'approfondir la démarche de chaque groupe. L'échange, dans un cadre agréable, a ainsi été particulièrement fructueux et il a éveillé le désir d'une nouvelle rencontre lorsque les recherches seront terminées.

— L'équipe de Françoise Duroux a animé une rencontre internationale à Reid Hall sur le thème de la « mise en discours du féminin dans l'époque de la psychanalyse ».

De façon plus large, et toujours dans cette perspective de diffusion des résultats, le Comité a soutenu scientifiquement (mais sans obtenir les moyens de l'aider financièrement) l'initiative de colloque du Groupe d'études féministes (GEF) de l'Université Paris 7. Ce colloque « Crises de la société, féminisme et changement » s'est tenu les 22 et 23 avril 1988 à la Sorbonne. Et c'était bien le premier colloque féministe à se dérouler dans ce haut lieu d'intronisation qu'est la salle Louis Liard, cette salle des thèses maintenue close jusque dans les événements de mai 1968. 150 à 200 personnes ont suivi un programme reposant sur les nouveaux acquis de la recherche issue de l'ATP, plus spécialement de l'axe C, ainsi que le montre son sommaire encarté en fin de volume.

Par ailleurs le Comité a envoyé une représentante au Forum de Nairobi en juillet 1985.

Enfin, le Comité a demandé au CNRS un financement permettant la mise en place d'un colloque au printemps 1989 sur « Sexe et genre ». Ce colloque a pour objectif de permettre une large confrontation à partir des résultats des recherches menées dans le cadre de l'axe A dans les deux appels d'offres et sur lequel le prochain annuaire s'étendra plus longuement.

Conclusion

L'intérêt grandissant des chercheuses et le nombre croissant de projets de qualité, constituent sans doute les deux raisons majeures de vouloir trouver de nouvelles formes institutionnelles pour prolonger les recherches dans ce domaine.

Quelques années d'existence sont, en effet, un temps trop court pour modifier durablement le paysage des recherches féministes en France et permettre à ces recherches d'avoir un impact dans les différents champs du savoir. Par ailleurs, bien des thèmes n'ont pas été couverts par ces deux appels d'offres. Les besoins sont donc tout à fait considérables.

L'ATP a joué son rôle d'incitateur mais, ne nous leurrions pas, sans un ancrage institutionnel stable, les recherches féministes et sur les femmes ne peuvent ni croître ni peut-être même subsister. L'ATP doit être relayée par un Groupement de recherches interdisciplinaires qui dispose d'ores et déjà d'un large potentiel de programmes et de chercheurs.

Au moment où les autres pays européens renforcent leurs infrastructures (programmes, équipes, centres de documentation, enseignements, bourses, etc.), il serait impensable que la France, qui se prépare à l'échéance européenne de 1992, ne tînt pas son rang dans ce domaine.

Comité scientifique « Recherches sur les femmes et recherches féministes » (1983-1986)

Présidente : Rolande Trespé, remplacée en 1987 par Michèle Bordeaux

Représentant.e.s des administrations de tutelles

- Évelyne Burguière, Mission scientifique et technique, ministère de l'Industrie et de la Recherche (1983-1986).
- Michèle Coquillat, chargée de mission, ministère des Droits de la femme (1985-1986).
- Yves Duroux, chargé de mission CNRS, département Sciences de l'homme et de la société (1983-1986).
- Claire Salomon-Bayet, directrice scientifique adjointe CNRS, département Sciences de l'homme et de la société (depuis 1987).

Membres élu.e.s

- Michèle Baratra, ing. études, CNRS, Université de Bordeaux, Section 36, Économie.
- Michèle Bordeaux, Pr., Université de Nantes, Section 37, Droit.
- Michèle Crampe-Casnabet, Pr., ENS, Paris, Section 45, Philosophie.
- Simone Delesalle, Pr., Université Paris 8, Section 42, Linguistique.
- Christine Delphy, C.R. CNRS, Section 34, Sociologie.
- Elisabeth Eczet, Institut de civilisation indienne, Section 44, Philosophie.
- Claude Faugeron, D.R. CNRS, Section 34, Sociologie.
- Michèle Ferrand, C.R. CNRS, Section 34, Sociologie.
- Marie-Claude Hurtig, C.R. CNRS, Section 30, Psychologie.
- Rolande Trespé, Pr., Université Toulouse 2, Section 41, Histoire.

Membres nommé.e.s

- Évelyne Burguière, Mission scientifique et technique, ministère de l'Industrie et de la Recherche.
- Michèle Coquillat, Chargée de mission, ministère des Droits de la femme.
- Françoise Ducrocq, M.C., Université Paris 6, Civilisation anglaise.
- Yves Duroux, Chargé de mission CNRS, département Sciences de l'homme et de la société.
- Claire Salomon-Bayet, Chargée de mission CNRS, département Sciences de l'homme et de la société (depuis 1987).
- Nicole Échard, D.R. CNRS, Section 33, Ethnologie.
- Michèle Kail, D.R. CNRS, Section 30, Psychologie.
- Andrée Michel, D.R. CNRS, Section 34, Sociologie.
- Michèle Perrot, Pr., Université Paris 7, Histoire.
- Hélène Rouch, Pr., E.N. Paris, Biologie.
- Béatrice Slama, M.C., Université Paris 8, Littérature.

Centre national de la recherche scientifique.

Points de vente : programme recherches sur les femmes et recherches féministes,
49, rue Mirabeau, 75016 PARIS, Librairie du CNRS.

Annexe 18. Rapport de recherche, in ATP CNRS n° 6, Présentation des travaux

LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DES FEMMES ET SES EFFETS SOCIAUX

Françoise Ducrocq : M.C., Paris 7

Françoise Picq : M.C., Paris 9, Groupe d'études féministes (GEF)

Liliane Kandel : I.R., Psycho-sociologie

Les objectifs

Cette recherche tente de dégager les rapports entre les changements sociaux, culturels, politiques qui ont affecté la société française depuis une vingtaine d'années dans le domaine des rapports de sexe (entre autres), et l'émergence et le développement d'un mouvement de libération des femmes dans les années 1970, moteur et produit de ces changements.

Concepts et méthodologie

— Les changements sociaux sont appréhendés à travers une lecture critique de la littérature, notamment sociologique et démographique, concernant la question des femmes et les rapports de sexe (ouvrages scientifiques ou plus idéologiques, essais, documents officiels, statistiques, dossiers de presse).

Le mouvement de libération des femmes est analysé à travers ses publications et productions diverses (dans les différentes étapes de celles-ci : textes précédant et annonçant l'émergence du mouvement, textes inauguraux suivis de l'apparition de la presse et des publications militantes, ouvrages et revues féministes plus élaborés à la fin de la décennie, approfondissant certains aspects des rapports entre sexes ou analysant les relations entre les préoccupations féministes et les modifications de la société).

Une lecture diachronique et thématique permet de mettre en lumière tant les continuités entre ces discours et ceux qui les ont précédés ou accompagnés, que leurs différences avec ceux-ci (par exemple entre la littérature des années 1960 consacrée à la « condition féminine » et les analyses féministes en termes de « système patriarcal »).

Elle précise les particularités de ce mouvement par rapport aux courants de pensée dont il est issu : le féminisme qui mettait en question, dans les années 1960, le rapport entre les sexes au-delà de l'égalité juridique quasiment acquise ; le

mouvement de mai 68 qui permettait de penser les problèmes en termes de rapports sociaux et de lutte collective. Elle permet également de saisir le développement spécifique du mouvement français à l'intérieur de ce courant international dont il fait partie. Elle fait enfin apparaître dans leur dynamique puis dans leur éclatement les lignes de force et les contradictions de ce mouvement qui cherche pour les femmes une nouvelle identité, détachée des normes et des rôles, et une place spécifique dans le combat social qui, d'autre part, propose de nouveaux schémas d'analyse de la société à partir de la situation des femmes.

— Par ailleurs, une enquête permet de cerner les divers systèmes de référence politiques et culturels des femmes qui ont été au départ de ce mouvement (composition, structure, valeur et tradition des familles d'origine), ainsi que les répercussions de celui-ci sur leurs trajectoires personnelles : positions politiques, professionnelles, mode de vie avant, pendant et après la participation au mouvement, etc.). Elle a été effectuée par entretiens non directifs, puis par un questionnaire largement diffusé auprès des premières participantes du MLF à Paris. Bien que très détaillé, celui-ci a été bien accueilli (sans doute en raison, aussi, du statut de celles qui le proposaient), comme en témoignent les nombreuses questions et propositions qu'il a suscitées et l'importance du taux de réponses (122 réponses reçues pour 200 questionnaires distribués). Il constitue, à notre connaissance, le premier essai d'étude systématique sur une population de ce type. [...]

QUELQUES RÉSULTATS

Un discours radical suscitant des réformes

À travers ses différentes campagnes (avortement, viol, libre choix sexuel notamment) et ses écrits, le MLF forge l'analyse d'un système social d'exploitation et d'aliénation des femmes : le « patriarcat », dont la famille est l'institution clé. Il explicite dans ses discours et met en scène dans ses pratiques la rupture des anciennes relations entre les sexes et le refus du « destin » maternel. Passé le temps des contestations efficaces et des utopies créatrices, cette radicalité rencontre ses propres limites (dogmatismes, déchirements internes) et se trouve confrontée à une société traversée par d'autres types de conflits. Mais elle a aussi amené des transformations profondes dans la législation et dans les mœurs là où elle rencontrait un écho certain dans l'opinion publique. Elle est au départ de nouveaux modèles familiaux et sexuels.

Ruptures et continuités dans la vie des féministes

L'enquête permet de confronter le discours féministe avec les pratiques des actrices, leurs stratégies personnelles, leurs choix de vie. C'est ainsi qu'elle révèle l'importance de certaines traditions familiales d'émancipation des femmes, dont

le féminisme des années 1970 semble la continuation sur certains points ; les évolutions et les changements n'en sont pas moins notables sur d'autres. À comparer les positions initiales à celles d'aujourd'hui, la radicalité première d'une génération de féministes apparaît comme un refus d'entrer dans la « carrière » féminine (mariage, maternité) et un risque volontairement pris d'une rupture qui pourrait être définitive. Celle-ci permet le développement d'une culture homosociale plus ou moins dynamique selon les moments, mais qui évolue de façon fort différente par la suite. Pour certaines, la rupture s'approfondit sans retour ; elle se traduit pour d'autres par un simple ajournement ; toutefois, celui-ci a permis de construire un meilleur rapport de forces dans les relations entre les sexes par l'investissement personnel, éducatif et social, mais aussi par le niveau d'exigence collectivement défini. À bien des égards, les féministes accentuent et anticipent les tendances démographiques : baisse de la fécondité et de la nuptialité, élévation de l'âge à la première naissance, etc.

Ces diverses modifications apparaissent comme des éléments essentiels dans la transformation des relations entre les sexes, comme de l'image que chacun d'eux a donné de soi-même.

Tout se passe comme si, au-delà de ses manifestations contestataires radicales, le mouvement féministe avait pour une grande partie permis l'évolution et la stabilisation (relative) des rapports sociaux de sexe à un nouveau niveau d'équilibre. On aurait alors assisté dans ce domaine à l'une de ces crises, si fréquentes dans la société française, qui sont le moyen de son adaptation et dans laquelle le MLF aurait joué le rôle de détonateur et de porte-parole.

Publications et communications

Ducrocq Françoise, « The women's liberation movement in socialist France, 4 years later », communication à la Conférence m/f, Londres, juin 1984, *in m/f, a feminist journal*, n° 10, Londres, 1985.

Kandel Liliane (avec Marie-Josèphe Dhavernas), « Le patriarcat », *in* Jacob A. (dir.), *Encyclopédie philosophique* (à paraître), P.U.F., 1988.

- « Le sexisme », *in ibid.*

Picq Françoise, « Le féminisme et la question du politique », communication à la Conférence internationale d'histoire des femmes, Amsterdam, mars 1986.

- « L'avenir de l'homme n'est plus ce qu'elle était », *in Intervention*, juillet-sept 1986.
- « Itinéraires sociaux de sexe chez les féministes des années 70 », communication à la table ronde de l'APRE, « Rapports sociaux de sexe, problématiques, méthodologie, champ d'analyse », Paris, nov. 1987.

Le GEF a organisé en avril 1988, à la Sorbonne, un colloque intitulé « Crises de la société, féminisme et changement ».

Projets

Françoise Picq travaille à la rédaction d'un livre développant et prolongeant la réflexion engagée dans cette recherche.

Liliane Kandel prépare la mise en forme des résultats de l'enquête sur les actrices du mouvement féministe, ainsi que des articles issus de ce travail.

Annexe 19. Invitation au Colloque du GEF 22-23 avril 1988

CRISES DE LA SOCIÉTÉ, FÉMINISME ET CHANGEMENT

Vendredi 22 avril et Samedi 23 avril. Salle Louis Liard 17, rue de la Sorbonne
Colloque organisé par : le GROUPE D'ÉTUDES FÉMINISTES DE L'UNIVERSITÉ PARIS 7 (GEF), avec le concours de l'UFR d'Études anglophones. 10, rue Charles V 75004 Paris

Les communications présentées pendant ces deux jours exposent les résultats des recherches sur les mouvements féministes, menées depuis 1983 dans le cadre de l'ATP du CNRS, Recherches sur les femmes et recherches féministes ; par les équipes suivantes :

- Groupe d'études féministes de Paris 7 (GEF) : Françoise Barret-Ducrocq, Liliane Kandel, Françoise Picq, Nadja Ringart : « Le mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux ».
- Centre lyonnais d'études féministes (CLEF) : Michèle Bridoux, Catherine Guinchard, Annick Houel, Brigitte Lhomond, Patricia Mercader, Helga Sabota : « Le mouvement des femmes à Lyon, 1968-1980 ».
- Claudie Lesselier : « Construction, formes et fonctionnement de la culture lesbienne ».
- Marie-Josèphe Dharvernas : « Chassés-croisés discursifs du biologique et du social ».
- Marcelle Marini et Nicole Mozet : « Analyse différentielle de la production littéraire des hommes et des femmes en France de 1944 à nos jours ».
- Judith Ezekiel : « L'histoire du mouvement féministe à Dayton, Ohio, dans les années 70 ».
- Mariette Sineau : « Des femmes en politique ».
- Françoise Battagliola, Danièle Combes, Anne-Marie Daune-Richard, Anne-Marie Devreux, Michèle Ferrand, Annette Langevin : « Contribution à une épistémologie des rapports sociaux de sexe ».

- Michelle Bordeaux et Soizic Lorvellec : « Viols et violences contre les femmes » ainsi que par : Françoise Basch, Françoise Duroux, Danielle Haase-Dubosc, Christine Delphy, Nicole Gabriel, Michelle Perrot, Rita Thalman, Irène Théry.

Vendredi 22 avril 1988

Introduction (Françoise Barret-Ducrocq)

ASPECTS DU FÉMINISME

- Du politique au personnel : le prix d'une illusion (Liliane Kandel)
- La mère aux cent visages (Marie-Josèphe Dhavernas)
- Des sacrées mères aux enfants sacrés : textes et pratique féministe en RFA (Nicole Gabriel)

DÉBAT

- L'autre mixité : homosexuelles et hétérosexuelles dans le Mouvement des femmes (Patricia Mercader)
- Lesbianisme et mouvement féministe : quelques jalons (Claudie Lesselier)
- Quand la parole et l'écriture étaient l'affaire de toutes... (Marcelle Marini et Béatrice Slama)

DÉBAT

Samedi 23 avril 1988

Introduction (Françoise Basch)

FÉMINISTES : Ici, là et ailleurs

- Gauchistes, théologiennes et majorettes : itinéraires féministes à Dayton, Ohio (Judith Ezekiel)
- Le devenir féministe : Lyon 1970-1980 (Helga Sabota)
- Une minorité agissante : actrices et modèles (Liliane Kandel)
- Quand ce n'était qu'un début... Itinéraires de femmes du MLF à Paris (Nadja Ringart)

TABLE RONDE présidée par Michelle Perrot : « Convergences et diversité »
Françoise Basch, Françoise Duroux, Danielle Haase-Dubosc, Françoise Picq, Sheila Rowbotham, Rita Thalman

DÉBAT

FÉMINISME ET SOCIÉTÉ : Quels changements ?

- Autour d'une dette non reconnue : l'apport du MLF sur la scène politique (Marianne Sineau)
- Les retombées juridiques du Mouvement des femmes (Michelle Bordeaux)
- Quand l'un n'est pas l'autre : attribution de l'autorité parentale dans le divorce (Irène Théry)

DÉBAT

- Rapports sociaux de sexe : effets et questions épistémologiques (Michèle Ferrand)
- La dérive (Christine Delphy)
- Victoire ou récupération : le Mouvement féministe face aux institutions (Judith Ezekiel)

Conclusions

- Si c'était à refaire... (Françoise Picq)

Annexe 20. Couverture et sommaire, Crises de la société, féminisme et changement

LA REVUE D'EN FACE - ÉDITIONS TIERCE

Colloque du GEF, Sorbonne, 22 et 23 avril 1988

Françoise Barret-Ducrocq, Françoise Basch, Michèle Bordeaux, Danièle Combes, Marie-Josèphe Dhavernas, Judith Ezekiel, Michèle Ferrand, Nicole Gabriel, Catherine Guinchard, Annik Houel, Liliane Kandel, Claudie Lesselier, Brigitte Lhomond, Patricia Mercader, Françoise Picq, Nadia Ringart, Mariette Sineau, Béatrice Slama, Helga Sohota, Claude Zaidman

ISBN : 2-903144-67-2 – 130 F

SOMMAIRE

Introduction, Françoise Basch

Ouverture du colloque, Françoise Barret-Ducrocq

ASPECTS DU FÉMINISME

- Du politique au personnel : le prix d'une illusion, Liliane Kandel
- La mère aux cent visages, Marie-Josèphe Dhavernas
- Des sacrées mères aux enfants sacrés : le thème de la maternité dans le mouvement des femmes en R.F.A., Nicole Gabriel
- L'autre mixité : homosexuelles et hétérosexuelles, Catherine Guinchard, Annik Houel, Brigitte Lhomond, Patricia Mercader, Helga Sobota (CLEF)
- Les regroupements de lesbiennes dans le mouvement féministe parisien (1970-1982), Claudie Lesselier
- Quand la parole, l'écriture, étaient l'affaire de toutes..., Béatrice Slama

FÉMINISTES : ICI, LÀ ET AILLEURS

- Gauchistes, théologiennes et majorettes : itinéraires féministes à Dayton, Ohio (USA), Judith Ezekiel
- Le féminisme : des acquis pour la vie, Catherine Guinchard, Annik Houel, Brigitte Lhomond, Patricia Mercader, Helga Sobota (CLEF)

- Une minorité agissante : actrices et modèles, Liliane Kandel
- Quand ce n'était qu'un début... Itinéraires de femmes à Paris, Nadja Ringart
- Stratégie de sexe ou destin de classe, Françoise Picq
- FÉMINISME ET SOCIÉTÉ : QUELS CHANGEMENTS ?
- Autour d'une dette non reconnue : l'apport du MLF sur la scène politique, Mariette Sineau
- Les retombées juridiques du mouvement féministe, Michèle Bordeaux
- Rapports sociaux de sexe : effets et questions épistémologiques, Michèle Ferrand
- Patriarcat et rapports sociaux de sexe, Danièle Combes
- ENSEIGNER LE FÉMINISME ?
- Transmission instituée et rapports de générations, Claude Zaidman
- Conclusion*
- Si c'était refaire..., Françoise Picq

Enseignements

Les études de genre à l'Université de Bretagne Occidentale :

BILAN ET PERSPECTIVES

Les études sur les femmes et le genre existent à la faculté des lettres et sciences humaines depuis sa création en 1994, ceci grâce à l'implication des sociologues Anne Guillou et Simone Penneç. Des mémoires sur cette thématique étaient réalisés, ainsi qu'un cours d'introduction sociologique aux questions de genre par Yvonne Guichard-Claudic. Un axe de l'Atelier de recherches sociologiques lui était consacré. Ces études ont trouvé une nouvelle impulsion avec l'intégration du GIS genre en 2014. En effet, un appel a été lancé aux différentes composantes de l'université auquel une vingtaine d'enseignantes-chercheuses ont répondu. Un conseil, animé par Arlette Gautier, professeure de sociologie, a été constitué avec un.e représentant.e par laboratoire¹. Différentes activités ont été menées, avec le soutien de l'Institut Brestois des Sciences Humaines et Sociales, même si l'UBO s'est retirée du GIS-genre.

La journée d'études du vendredi 25 octobre 2020, qui s'est tenue à la faculté des arts, lettres et sciences humaines de l'Université de Brest à l'occasion du départ à la retraite d'Arlette Gautier, a permis de faire le point sur les enseignements et les recherches sur le genre, tant individuelles que collectives.

Les enseignantes-chercheuses s'impliquent dans l'introduction d'enseignements sur le genre dans toutes les années de licence mais aussi dans deux formations de niveau master avec d'autres universités. Au sein de l'UFR de Lettres et Sciences Humaines en 2019-2020, un cours optionnel est offert en L1 par les enseignantes de sociologie aux étudiant.e.s : « Introduction sociologique aux questions de genre ». Il traite des différents domaines de la sociologie (travail, politique, espace public, sport, création, conjugalité, sexualité, grand-parentalité, etc.) et est suivi par environ 150 étudiant.e.s. Les étudiant.e.s de sociologie suivent un cours obligatoire en L2 « Sociologie du genre », lequel présente les différents courants de la sociologie du genre. Il a été créé par Arlette Gautier et vient d'être repris par Marie-Laure Deroff. Les étudiant.e.s de L3 de la licence Humanités numériques suivent également un cours obligatoire de douze heures sur les « Combats de femmes » en Europe aux XX-XXI^e siècles par Arlette Gautier et Fatima Rodriguez. Vingt heures sont proposées en

1 - CRBC, HCTI, Géo-architecture, CECJI, LABERS, LABLEX, LEGO, LP3C.

L2 et L3 aux étudiant.e.s qui souhaitent devenir enseignant.e.s. La formation porte sur les principes de l'analyse de genre, les politiques d'égalité et la lutte contre les violences, y compris homophobes (Christèle Fraïssé), mais aussi la façon d'intégrer les connaissances sur les femmes et le genre dans les manuels scolaires, que ce soit en histoire (Magali Coumert), en lettres (Agnès Cousson) ou en espagnol (Nathalie Narvaez).

Annie Junter (Université de Rennes 2) et Arlette Gautier ont monté, en 2011, le Diplôme Interuniversitaire Numérique sur le genre, auquel Marie-Laure Deroff a participé depuis le début. Ce DIU est aujourd'hui dirigé par Fanny Bugnon de Rennes 2. Il n'est offert qu'en formation continue et permet à des professionnelles de mieux se former, de réfléchir à leurs pratiques et éventuellement de se reconverter. Des enseignant.e.s de l'UBO ont ensuite participé au montage du master numérique « Études sur le genre » proposé par Christine Bard (Angers), avec les Universités du Mans, Nantes, Rennes 2, master aujourd'hui dirigé par Nahéma Hanafi (Angers). Angelina Étiemble (Le Mans) est responsable du M1 proposé à l'ensemble des étudiant.e.s qui choisissent ensuite le M2 « Discriminations », dont Fanny Bugnon est responsable, ou le M2 « Corps et biopolitiques » dont Arlette Gautier était responsable, remplacée maintenant par Fatima Rodriguez. Les UE sont thématiques et pluridisciplinaires. Ainsi l'UE « Colonialisme/postcolonialisme » est pour moitié historique mais des enseignements portent aussi sur la sociologie, la littérature ou l'art. Quatre UE sont portées par l'UBO : « Colonialisme/postcolonialisme » (Arlette Gautier, Fatima Rodriguez à partir de 2021), « Ateliers méthodologiques » (Édith Gaillard, Nicole Roux), « Violences et genre » (Marie-Laure Deroff), « Imaginaire et séries » (Élizabeth Mullen). Les enseignements réalisés par l'UBO représentent un quart du total. Tou.te.s les enseignant.e.s « genre » de l'UBO peuvent y diriger des mémoires. Ces deux formations reçoivent de très nombreuses candidatures, répondant à une demande manifeste des étudiant.e.s, d'ailleurs démontrée par une enquête préliminaire, menée par Hélène Nicolas sous la responsabilité d'Annie Junter et Arlette Gautier.

Un séminaire et des recherches collectives sont également menés. Béatrice Sommier a présenté celles qui sont menées au LEGO sur la consommation. Le séminaire mensuel numérique « Le genre à l'Ouest », soutenu par l'IBSHS, la MSHB et le LABERS, a lieu entre l'UBO et Rennes 2 à partir de 2014. Il vise à ouvrir un lieu de diffusion des recherches et de débat en Bretagne. Il a été animé à Rennes 2 par Hélène Nicolas et Stéphane Héas et à l'UBO par Arlette Gautier puis par Edith Gaillard et Edna Gonzalez-Hernandez. Il a permis de présenter les recherches de presque tous les membres du groupe « genre » et d'intervenant.e.s extérieur.e.s. À partir de 2018, il a porté sur une thématique particulière, « L'éducation à l'égalité », puis en 2019-2020 « Genre et écologie au croisement des territoires ».

La recherche « Violences et rapports de genre à l'Université de Bretagne Occidentale »² fait partie des quatre enquêtes VIRAGE-Universités³ réalisées en 2016 avec l'Institut national des études démographiques qui a assuré une aide logistique et statistique importante. Le questionnaire reprend celui de l'enquête VIRAGE nationale ; il est donc très lourd (plus de 5 000 variables). 1 395 étudiant.e.s ont répondu, de façon volontaire, à un questionnaire en ligne, ce qui peut induire une certaine surreprésentation des victimes qui veulent témoigner. Cette recherche a donné lieu à une journée de restitution et à plusieurs présentations à des conférences. Un article d'Arlette Gautier, Marie-Laure Deroff, Pierre-Guillaume Prigent et Sophie Hellegouarc'h⁴ présente le contexte militant et institutionnel dans lequel cette enquête a été menée, les principaux résultats et la réponse mitigée, voire le dénigrement, de l'institution. Malgré tous nos efforts, l'enquête n'a pas pu servir à élaborer des politiques ciblées ni à en évaluer l'efficacité. Pourtant, elle a montré que si les étudiantes semblaient vivre à peine plus de violences que les étudiants (mais deux fois plus de violences sexuelles)⁵, la prise en compte de la gravité de ces actes et de l'intersectionnalité change la donne. En effet, aucun homme participant de la masculinité hégémonique (né en France de parents ni migrants ni issus des DOM, vivant dans un foyer sans difficulté économique, hétérosexuel, valide) n'a déclaré de violence grave.

Des enseignantes-chercheuses de l'UBO et d'universités mexicaines (Chiapas, Oaxaca, Veracruz, Yucatan) et du Pays basque (Euskal Herriko Unibertsitatea UPV/EHU) ont également monté un Réseau international d'études féministes et de genre, qui s'est rencontré à Brest et au Mexique en 2016-2017. Leur objectif était de réfléchir sur le féminisme à l'université en s'appuyant sur les concepts et la méthodologie développés par l'anthropologue basque Teresa Del Valle. Il s'agissait de répondre à la question : comment suis-je devenue féministe et qu'est-ce que cela a changé dans

2 - Arlette GAUTIER (responsable), Marie-Laure Déroff, Christèle Fraïssé, Edith Gaillard, Charlotte Parmantier, Pierre-Guillaume Prigent, Nicole Roux et Marie-Audrey Sonzia Teutsong.

3 - A. LEBUGLE, J. DUPUIS et l'équipe de l'enquête VIRAGE (2018). « Les violences subies dans le cadre des études universitaires : Principaux résultats des enquêtes Violences et rapports de genre (VIRAGE) réalisées auprès d'étudiants de quatre universités françaises ». *Document de travail de l'Ined*, 245, 2018, 1-42. <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/document-travail/violences-subies-etudes-universitaires/>

4 - Arlette GAUTIER, Marie-Laure DEROFF, Sophie HELLEGOUARC'H et Pierre-Guillaume PRIGENT, 2020, « Challenging Institutional Resistance: Collaborative efforts against gender-based violence at a French university », in Susan B. Marine & Ruth Lewis (eds.), *Collaborating for change: transforming cultures to end gender-based violence in higher education*, New York, USA, Oxford University Press, pp. 200-224.

5 - 32 % des étudiantes et 28 % des étudiants déclarent au moins un fait de violence dans le cadre de leurs études, dont respectivement 1,8 % et 3,3 % des violences physiques, 5,3 % et 2,8 % des agressions sexuelles.



© ND – Arlette Gautier, 2002

mon enseignement et mes recherches ? Finalement, seules des enseignantes-chercheuses brestoises⁶ ainsi que deux « alliées » : Annik Houel (Université de Lyon) et Patrizia Romito (Université de Trieste) ont envoyé leurs textes, proposés à la collection « recherches féministes » de Christine Bard (Presses universitaires de Rennes).

Les enseignantes-chercheuses et doctorant.e.s de l'UBO mènent, bien sûr, des recherches individuelles ou collectives, que douze d'entre elles ont bien voulu présenter.

Arlette Gautier (LABERS), *L'invention de l'homme blanc et l'éthique sadique du capitalisme dans les Antilles esclavagistes*

Élizabeth Mullen (HCTI), *Les études sur le genre, la télévision et l'intersectionnalité*

Molly Chatalic (HCTI), *Femmes dans le bouddhisme*

Élisa Sayou (HCTI), *Le féminisme islamique aux États-Unis : hybridité ou oxymore ?*

Fatima Rodriguez (HCTI), *Effaçures. Genre, mémoire, exil dans les représentations artistiques contemporaines*

Véronique Léonard-Roques (CECJI), *Écrits de femmes : recherche d'une voix propre et affirmation de la position d'auctorialité*

Rusen Isik (LABERS), *"You are neither married nor free anymore" : ambiguous widowhood of the wives of PKK fighters*

Katia Frangoudès (AMURE), *Le genre et la pêche*

Suzy Bossard (LABERS), *Le genre du travail d'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité*

Françoise Le Borgne-Uguen (LABERS), *Travail profane de santé et autosoin de femmes au cours du vieillissement : assignation et normalisation des transitions*

Mathilde Lavrilloux (LP3C, Brest), *Régime et restrictions alimentaires au prisme du genre : des pratiques reflets de pressions corporelles différenciées*

Pierre-Guillaume Prigent (LABERS), *Être un homme et étudier les violences masculines dans le couple : une position sociale dominante en terrain sensible*

La journée d'études s'est terminée par un débat sur les perspectives des études sur le genre à l'UBO, lequel doit se poursuivre. Les enseignantes-chercheuses sont toujours mobilisées et de nouvelles recrues apportent un regard neuf et de nouvelles

6 - Molly Chatalic (HCTI), Marie-Laura Deroff (LABERS), Christèle Fraïssé (L3PC), Arlette Gautier (LABERS), Nathalie Narvaez (HCTI), Fátima Rodriguez (HCTI).

thématiques. On peut regretter que seuls trois hommes manifestent leur intérêt pour cette problématique. Surtout, la politique de l'UBO de non remplacement des départs à la retraite constitue une vraie menace, notamment au niveau de l'encadrement des thèses.

Arlette Gautier

Quel genre de politiques dans l'éducation ? Égalité des sexes, stéréotypes et mixité des formations

Compte rendu de la Journée d'étude du MAGE

le 9 octobre 2020

Malgré les difficultés de notre époque « Covid », la journée est accueillie dans un amphi, suffisamment grand, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour les nombreux et nombreuses inscrit.e.s qui ont fait le voyage pour être présent.e.s.

Le programme est alléchant. Toutes les personnes, qui sont nos ami.e.s et adhérente.e.s de près ou de loin de l'Anef, liées aux formations associant éducation et égalité des sexes, sont présentes dans le public ou bien en tant qu'intervenant.e.s. Malheureusement, Nicole Mosconi, qui devait nous faire une présentation introductive n'a jamais pu arriver en image jusqu'à la salle ! Rebecca Rogers et Gaël Pasquier ont su assurer pour pallier à son absence qui ne fut que physique puisqu'ils ont pu nous transférer ce que Nicole avait l'intention de nous dire.

L'objectif de cette journée d'étude et de formation est de faire le point sur l'évolution du rôle de l'Éducation nationale dans la mise en œuvre des politiques publiques visant à favoriser la mixité dans les formations et l'orientation scolaire et professionnelle et, au-delà, dans la lutte contre les stéréotypes de sexe, les inégalités et toutes formes de violence, à différents niveaux de formation, de l'école primaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement secondaire. Les interventions abordent notamment la question des expérimentations et des pratiques innovantes sur le terrain.

La matinée a pour titre : « De l'élaboration des politiques d'éducation à l'égalité filles-garçons aux réalités du terrain » qui nous permet, outre Gaël Pasquier, d'écouter les interventions de Virginie Houadec (inspectrice de l'EN) et Nicole Guenneugues (chargée de mission égalité de l'académie de Rennes) qui font part de leurs expériences à travers nos institutions académiques.

L'après-midi se focalise sur « Construire l'égalité filles-garçons : genre de la formation, formation au genre et recherches sur le genre » pour laquelle

Isabelle Collet, notre trésorière, est sollicitée ainsi que Sigolène Couchot-Schiex (sociologue). Elles nous présentent les travaux de l'association cousine de l'Anef, à savoir l'ARCEF (Association de recherche sur le genre en éducation et formation) et les trois premiers numéros de la revue numérique GEF. Par ailleurs, la sociologue Clotilde Lemarchant traite des « effets des politiques d'égalité dans l'enseignement technique et professionnel ».

Geneviève Pezeu



© ND – MESRI, 2015

Notes de lecture

Avec Simone de Beauvoir

Revue *Sens public* n° 27-28, janvier 2020

VOLUME 1 : LES ANNÉES MLF

Éditorial : Figures libres ? Gérard Wormser

Introduction : Simone de Beauvoir dans le Mouvement pensant et la radicalité de la pensée, Pierre Bras

- Histoire de quelques combats partagés, Nadja Ringart
- Simone de Beauvoir, *Les Temps Modernes* et moi, Liliane Kandel
- Premières rencontres, Christine Fauré
- Chère Simone..., Annette Lévy-Willard
- Emportée par la foule des hommes, Cathy Bernheim
- Simone de Beauvoir et le féminisme, Françoise Picq
- Influences d'époque, Catherine Deudon
- Cahier Photo - Lutter - Inventer - Transformer*
- « Et qu'est-ce que vous pensez de cette histoire ? », Madeleine Gobeil, Claire Etcherelli, Sami Naïr
- *Aux Temps Modernes*, Claire Etcherelli
- Une vie juste, Sami Naïr
- Portrait croisé de Simone de Beauvoir et de Jean-Paul Sartre, Madeleine Gobeil
- Des femmes en lutte, Cathy Bernheim, Liliane Kandel, Annie Sugier, Anne Zelensky
- Simone de Beauvoir interroge Jean-Paul Sartre

VOLUME 2 : LIBERTÉ ET RADICALITÉ

Interview de Sylvie Le Bon de Beauvoir et Jean-Louis Jeannelle par Laure Adler

- *Le Deuxième sexe*, Sylvie Le Bon de Beauvoir
- De la créativité du devenir, Michel Kail
- Simone de Beauvoir, Judith Butler : des parallèles qui divergent, Sabine Prokhoris
- Une nouvelle traduction du *Deuxième sexe*, Constance Borde, Sheila Malovany-Chevallier
- Le capital féministe au XXI^e siècle : primauté de l'égalité des sexes, Pierre Bras
- Cahier photo - Penser - Écrire - Agir*
- Radicale-ment, Nature-elle-ment*
- Témoignage d'une petite Marguerite sur l'homosexualité, Catherine Deudon
- La jouissance précède la souffrance, Geneviève Fraisse
- Simone de Beauvoir et les immeubles, Pierre Bras

Ces volumes reprennent des textes issus du colloque : *Penser avec Simone de Beauvoir*, qui s'est tenu du 11 au 13 octobre 2018 à Paris-Diderot.

La sélection n'a pas été sans problème, ce qui est somme toute classique mais, par ailleurs, certains textes ont été ajoutés à l'initiative des deux maîtres d'œuvre de l'édition, Gérard Wormser et Pierre Bras, qui ont tous deux fait les introductions sans beaucoup de concertation avec les différent.e.s intervenant.e.s, semble-t-il.

On trouve dans le volume 1 de nombreux témoignages de nos camarades « historiques » de leurs rencontres avec Simone de Beauvoir, témoignages vivants et illustrés par les nombreuses photos d'époque de Catherine Deudon. Un superbe cahier d'une cinquantaine de pages de photos complète ces souvenirs des AG, des meetings, des manifestations, etc.

J'ai trouvé étrange que ces années MLF soient l'objet du volume 1 quand on sait que Simone de Beauvoir, dont on ne met pas en doute le féminisme, n'a rejoint le mouvement des femmes qu'au moment où il a émergé, c'est-à-dire plutôt à la fin de sa vie. Ces témoignages permettent de donner un panorama des itinéraires de toutes ces jeunes femmes des années soixante-dix et de rappeler les enjeux théoriques et politiques, mais aussi l'ambiance de ce que Gérard Wormser appelle un « mouvement pensant » et j'ajouterai fort actif : les campagnes pour l'avortement, contre le viol, etc.

Ces militantes ont bousculé Simone de Beauvoir, qui avait jusque-là plutôt exprimé sa difficulté à penser un « nous les femmes », mais qui a été séduite par cette jeunesse bouillonnante. Elle ne s'est jamais instituée chef de bande, comme une Antoinette Fouque, et s'est simplement mise au service de la cause féministe en apportant son soutien aux publications, comme avec la rubrique du sexisme ordinaire dans *Les Temps modernes*, ou encore en se portant garante de certaines revues. Elle a même fini par être convaincue d'une analyse qui constituent les femmes en termes de classe de sexe au-delà des classes sociales.

Ce volume 1 se termine par l'évocation d'un portrait croisé de Simone de Beauvoir et de Jean-Paul Sartre, dans un film tourné en 1967 par Madeleine Gobeil, cinéaste canadienne, puis par un entretien de Simone de Beauvoir mené en 1975 par Cathy Bernheim, Liliane Kandel, Annie Sugier et Anne Zelensky, complété par un entretien mené par Simone de Beauvoir elle-même avec Sartre, en partant de sa question, fort honnête au demeurant, que : « Est-ce qu'on ne pourrait pas dire qu'il y a là, par rapport aux femmes, chez beaucoup d'hommes – et même chez les femmes, parce que moi, j'ai été comme ça longtemps aussi – une sorte de tâche aveugle ? »

Le volume 2 est moins vivant, même si on y retrouve un deuxième cahier de photos de la même richesse que dans le volume 1. Ah, souvenirs souvenirs !



C'est un recueil plus théorique à partir d'analyses actuelles sur la pensée de Simone de Beauvoir mais qui ont l'intérêt de montrer l'influence de ses questionnements sur des philosophes modernes, comme Judith Butler.

Deux interventions plus personnelles encadrent ce numéro, apportant une mine de renseignements sur une Simone au quotidien, celle de Sylvie le Bon de Beauvoir, sa fille adoptive, et celle de Pierre Bras sur le rapport de Simone de Beauvoir à son quartier et ses divers logements, analyse historico-philosophique sur l'esthétique du XX^e siècle.

Annik Houel

Histoire de la fête des Mères. Non, Pétain ne l'a pas inventée !

Louis-Pascal Jacquemond

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, 240 pages

Il faut remercier l'historien Louis-Pascal Jacquemond de s'être aventuré avec succès sur les terres de la continuité historique, de l'Antiquité à nos jours, sur la question des mères dans le monde (voir son chapitre sur « La fête des Mères chez nos voisins »). De ce sujet, polymorphe mais universel, il a isolé, pour ne pas faire une encyclopédie de dix volumes (!), un seul objet : la fête des Mères.

Peu d'historien.ne.s français.e.s prennent le risque du temps long car le découpage de la formation initiale des universitaires, en France, ne favorise pas ce type d'approche : il faut être le porte-voix de l'une des quatre grandes périodes historiques agréées par la profession pour être légitime. Et pourtant, on voit très

bien, à travers ce cas particulier de la fête des Mères, ce que l'étude de la longue durée peut nous apporter.

Pour réaliser ce travail extrêmement bien documenté, Louis-Pascal Jacquemond a beaucoup lu. L'appareil de notes, la bibliographie, les photos, les annexes sont là pour nous prouver que le moment de la synthèse et de l'interprétation était venu et qu'on ne pouvait plus se poser la question de la fête des Mères entre deux dates... ni se limiter à la période actuelle.

De tout temps, la question universelle des femmes qui enfantent obsède les sociétés. Le continuum patriarcal de domination et d'enfermement des femmes dans la famille, autour de la maternité, plonge ses racines, qui se veulent tutélaires, au plus profond de notre chronologie. La fête des Mères n'est qu'un exemple de cette durabilité et de cet ancrage. Ceci étant, comme toute construction sociale, elle est évolutive et procède de la lente modernisation des mentalités et des mœurs, particulièrement lisible dans le long terme.

L'auteur nous démontre que les prémices de la fête des Mères sont visibles dès l'Antiquité, avec les « déesses-mères » des cultes antiques puis nordiques et avec l'enracinement et l'instrumentalisation, au Moyen Âge, de l'adoration de Marie. Dès le XV^e siècle, ce sont les Britanniques qui mettent en œuvre leur très biblique célébration annuelle des mères, le *Christian Mothering Sunday*, et qui l'exportent aux États-Unis avec les premiers colons puritains. C'est cette fête des Mères qui devient, sous les coups récurrents d'Anna Jarvis (1864-1948), l'officiel *Mother's Day* étatsunien, célébré depuis janvier 1914. La France révolutionnaire, impériale, puis républicaine du XIX^e siècle n'est pas en reste : dans un contexte de fébrilité démographique, les thuriféraires d'une mobilisation des mères sont nombreux. La III^e République met en place une « fête des Enfants », une « fête des Pères méritants », une « fête des Mères de familles nombreuses » dont certaines manifestations sont bien documentées, comme celle d'Artas (Isère), en 1906, etc.

Avec ces fêtes des Mères à la française, l'hécatombe démographique de la Grande Guerre, les effets visibles du transfert anglo-américain et le consensus nataliste des années 1930, l'idéologie *Travail, Famille, Patrie* de la « Révolution nationale » n'a pas beaucoup d'efforts à faire pour se saisir du passé afin d'étatiser une journée dédiée aux mères tout en brandissant, contre les femmes, l'étendard du natalisme, du familialisme et du maternalisme. Et c'est là un des enseignements importants de ce livre : oui, Pétain a inscrit la fête des Mères au calendrier politique et social des Français.e.s ; oui, il a inauguré la première fête des Mères pétainiste, le 25 mai 1941 ; mais non, il n'a pas inventé la fête des Mères, comme les quatre premiers chapitres de cet ouvrage l'établissent définitivement.

La fête des Mères, y compris celle de Vichy, n'est pas un accident de l'histoire. Elle a un passé, un présent et un avenir et il est intéressant de noter, avec



Berthe Morisot, *Le Berceau*, 1872
(Musée d'Orsay)

l'auteur, qu'au bout de quatre années de guerre, le mythe maternaliste est finalement récupéré par les Résistant.e.s et perpétué par la République renaissante et son école modèle, enrôlée dans l'endoctrinement de la jeunesse aux vertus de la famille et de la mère au foyer. Cet effet de continuité prouve bien que les différents régimes qu'a connus la France depuis l'époque médiévale s'accommodent très bien du patriarcat et réciproquement ; la domination masculine s'épanouit sous tous ces régimes. Dans le prolongement de cette réflexion, l'auteur nous montre que la fête des Mères a survécu à la Libération et qu'elle s'est inscrite durablement dans le calendrier républicain jusqu'à nos jours.

Pourtant, les critiques de cette institutionnalisation n'ont pas manqué, tant aux États-Unis qu'en Europe : le consumérisme libéral qui lui est attaché et la marchandisation dont elle est l'objet déplaisent sans la remettre en question. Mais c'est la rébellion des femmes des années 1970-1980 qui va l'affaiblir et la déstabiliser en profondeur : ceci montre bien que seule une analyse en termes féministes non essentialistes pouvait rendre compte de la nature de cette parodie de reconnaissance des mères.

Néanmoins, l'histoire n'est pas finie et nous pouvons, hélas, conclure, à la suite de Louis-Pascal Jacquemond, que « l'impensé social d'une assignation des femmes à être de "bonnes mères" a encore de beaux jours devant lui ».

Un très bon livre qui nous guide dans le temps et l'espace : à lire et à relire.

Nicole Fouché (CNRS-EHESS)

Fille

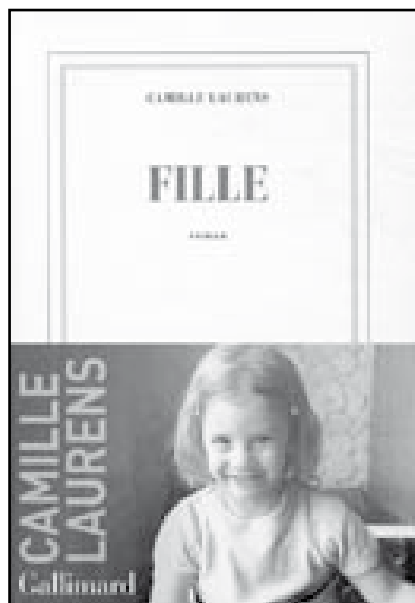
Camille Laurens

Gallimard, 2020, 226 pages

Garçon ou Fille, Père ou Mère, Frère ou Sœur, Homme ou Femme, Lisez, paru cet automne chez Gallimard, *Fille* de Camille Laurens.

C'est un livre douloureux et joyeux à la fois, douloureux par ce qu'il raconte de ces petits riens qui construisent notre destin de Fille, ces petits riens qu'on nous enjoint de taire et qui nous détruisent, ces petits riens qui peuvent nous renvoyer au néant, à la mort, à une identité normée et par là-même remplie d'inhumanité.

Et en même temps, c'est un livre joyeux par la lumière, la liberté, l'espérance, l'amour, la Joie, au sens de Bernanos, qu'il porte, qu'il donne.



Fille est un roman mais il est écrit de chair, de sang, de larmes, de toutes ces humeurs liquides réelles ou fantasmées qui nous font d'abord Filles, puis Femmes.

Tout en mettant sur le métier d'écriture les mots, *Fille* n'est pas un discours, ce n'est pas un pamphlet, la parole n'y est pas forcément politiquement correcte.

C'est un livre bouleversant.

L'écriture en est simple, limpide. Une chaîne de femmes s'y inscrit, nous inscrit dans une lignée de femmes, une lignée qui n'est pas dans la détestation des hommes mais dans le donner à voir d'un système patriarcal obsolète, caricatural, dépassé.

Merci à Camille Laurens pour les larmes qu'elle m'a données et pour l'espoir magnifique dont elle ouvre la porte en terminant son livre par : « c'est merveilleux, une fille ».

Redisons l'envie et donnons le livre à lire à tous ceux et celles que nous aimons... ou pas encore !

Irène Corradin

Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours

Pavard Bibia, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel

Paris, La Découverte, 2020, 510 pages

« Aborder les féminismes au pluriel dans leur diversité » (p. 7) tout en s'efforçant « de partir des textes pour éviter contresens et anachronisme, chaque moment ayant sa rhétorique spécifique et sa chronologie » (p.14), voilà le pari que les trois auteures se sont lancé. Ce travail de synthèse ambitieux est réussi. Les trois mains n'en font qu'une, l'écriture est fluide et la lecture facile. Elles nous emmènent dans les différents mondes des féministes en couvrant deux siècles et demi de son histoire, de 1789 à aujourd'hui. Elles réussissent à mettre en lien les actions des différents mouvements féministes et leurs protagonistes qui, par leurs stratégies et leurs politiques d'action, traversent les différentes époques.

Le tour de force de cet ouvrage est de réussir à faire une histoire incarnée grâce à la multiplication des figures héroïques de femmes en action. À chaque génération, elles défendent des combats politiques civiques et sociaux. Elles dénoncent toutes les formes de violence à l'égard des femmes, elles obtiennent peu à peu la reconnaissance de leurs droits à l'autonomie. Les nombreuses biographies

font revivre « nos » féministes. Elles sont les points d'appui sur lesquelles sont présentés chronologiquement, selon les époques et les événements, les batailles et les domaines d'intervention avec la variété des positions féministes, elles-mêmes sous l'emprise de leur époque.

Des portraits détaillés sont mis en valeur par des encadrés et une iconographie riche, même si celle-ci reste classique dans les choix d'illustrations. La mise en perspective sur le temps long fait revivre de nombreuses femmes dont les plus connues telles Louise Michel, Hubertine Auclert, André Léo, etc. J'ai été particulièrement impressionnée par la personnalité étonnante, voire détonante, de Marguerite Durand. Elle mériterait qu'on lui consacre un scénario pour une série télévisée ou un grand film. Il y aurait tous les ingrédients pour montrer la Belle Époque vue à travers les différents courants féministes parisiens qui dérangent l'ordonnance patriarcale. Des salonnières, des suffragistes, des journalistes féministes se servent de la presse écrite pour se faire entendre dans les années 1900 et naviguent autour de celle qui a donné ses archives à la ville de Paris et son nom à la première bibliothèque féministe.

L'ouvrage balaye donc tout le XIX^e siècle avec ses fréquents soubresauts politiques pour rencontrer les nombreuses protagonistes, et parfois leurs compagnons de route, ayant lutté pour toutes les autres femmes. La question des réseaux permet d'élargir nos points de vue à propos de l'efficacité du militantisme (pp. 105-107). La place des femmes engagées dans la construction du socialisme et du syndicalisme (pp. 150-170) n'est pas oubliée. Un travail méthodique de synthèse autour des revues féministes créées à la fin du XIX^e siècle et de celles nées dans les années 1970 du XX^e siècle nous donne un bon panorama des conflits qui, d'une part, opposent ou traversent les différents courants de pensée féministes et, d'autre part, les réunit autour des points de convergence. Nous pouvons regretter de ne pas avoir en annexe un tableau synoptique et chronologique des différents groupes de pression, des nombreuses associations, de tous les journaux féministes et surtout des différents congrès, qui ont émaillé les mouvements féministes, notamment au tournant des deux siècles (XIX^e et XX^e siècles).

L'entre-deux-guerres semble privé d'une vitalité subversive alors que la période vichyssoise est trop rapidement traitée, sans doute par manque de travaux de recherche sur le sujet pour cette période. Les années 1950 à 1980, avec le souci de traiter la question coloniale et le féminisme, occupent les troisième et quatrième parties du livre. Celui-ci commence d'ailleurs par une analogie entre la cause des noir·e·s et celle des femmes à la fin du XVIII^e siècle. Il répond ainsi au développement des recherches des nouvelles générations de chercheuses qui mettent aujourd'hui le concept d'intersectionnalité à l'épreuve. Une mise en parallèle avec les mouvements de lutte contre l'esclavage, puis contre le racisme de domination des



blancs sur les noir.e.s colonisé.e.s, puis pour la reconnaissance des insurrections des colonisé.e.s nous font connaître les féministes non blanches.

Mes amies féministes (qui se désignent parfois comme « les historiques ») qui militent depuis leur jeunesse de la seconde moitié du XX^e siècle n’y retrouvent pas forcément « leur » vécu tel qu’elles s’en font le récit à titre personnel ou collectif. Elles peuvent être critiques en lisant « leur » histoire à travers les yeux des historiennes dont le travail qui impose le recul et la contextualisation exercent une forme de généralisation. Cette dernière gomme ou nuance les particularismes. Parfois, le regard semble trop global.

Il nous faut souligner le tour d’horizon des « études genre » en France, concernant la dernière dizaine d’années jusqu’au congrès du GIS – Institut du genre de 2019 à Angers. Il complète ou poursuit le travail du *Livre blanc* rédigé et publié par l’Anef en 2014¹. Nous pouvons remarquer, au demeurant, le coup de griffe donné à la définition considérée comme « consensuelle » que l’Anef a donné à « études de genre » (p. 385).

Cet ouvrage me donne une nouvelle clef de lecture de notre patriarcal et austère dix-neuvième siècle grâce à toutes ces femmes qui, en luttant, ont elles aussi largement participé à l’histoire politique de la France.

Cette histoire des femmes « faite » par les femmes me paraît une base fondamentale pour les jeunes historien.ne.s. Elle permet de se repérer dans l’évolution chronologique des combats féministes. Elle donne à voir, avec ses phases et ses luttes inscrites dans leur époque, la construction de l’identité du féminisme dont on nous rappelle l’origine du terme prononcé par Alexandre Dumas fils (p. 122). Capables de grandes disputes, de divisions, d’oppositions, de conflits, les féministes ont un cap commun : la défense de la place et des droits des femmes qui selon les lieux et les époques concernent des blanches, des célibataires, des jeunes, des lesbiennes, des mères, des noires ... [ordre alphabétique] et toutes en même temps. Par leur force déployée, nos prédécesseuses sont la preuve de la puissance de théoriser un terrain longtemps en friche pour mieux agir. Le combat continue.

Geneviève Pezeu
le 4 décembre 2020

1 - Association nationale des études féministes (éd.), *Le genre dans l’enseignement supérieur et la recherche – Livre blanc*, Paris, La Dispute, 2014.

L'UNIVERSEL, L'UNIVERSALISME, LES COMMUNS....

- Martine Storti, *Pour un féminisme universel* (Seuil, « La république des idées », 2020)
- Stéphanie Roza, *La gauche contre les Lumières* (Fayard, « Raison de plus », 2020)
- *Réfractions – Recherches et expressions anarchistes*, n° 43, « Au risque de l'universel » (automne 2019)

Pour un féminisme universel

Martine Storti

Après *Sortir du manichéisme, du pain, des roses et du chocolat* (Michel de Maule, 2016), dont j'avais rendu compte dans le *Bulletin* de l'ANEF 2016, Martine Storti recentre son analyse sur le féminisme, aujourd'hui à la mode, mais pourvu d'adjectifs variés, défendant des positions contradictoires et soumis à des controverses destructrices.

Martine Storti apprécie le débat ; les désaccords, les dissensus sont normaux dit-elle. Mais il importe de mettre au jour les confusions, les détournements, les amalgames, les affirmations sans preuves pour rétablir un dialogue utile.

Le féminisme aujourd'hui doit échapper à deux écueils : d'un côté, une pseudo-radicalité qui dénonce le « féminisme blanc » et qui réécrit l'histoire pour faire rentrer le passé dans sa lecture manichéenne ; de l'autre côté, une perspective identitaire, nationaliste et raciste, qui fait de l'égalité des sexes et de la liberté des femmes une des composantes de « l'identité française » et instrumentalise le féminisme à d'autres fins politiques.

Ce sont deux façons symétriques d'identifier le féminisme avec l'Occident. Que ce soit pour le dénoncer comme colonialiste ou pour en revendiquer le bénéfice, le féminisme est enfermé dans une « double occidentalisation » mortifère.

En Iran, en 1979, Martine Storti a été témoin de la résistance des femmes à l'islamisme. Comment aurait-on pu alors imaginer que le port du voile se développerait en France et instaurerait une ligne de clivage entre féministes ? Comment aurait-on pu concevoir que des féministes, au nom de la lutte contre « l'islamophobie » qualifieraient de « liberticide » et de « raciste » une loi interdisant le port du voile au sein des établissements scolaires, signeraient des tribunes et manifesteraient aux côtés de prêcheurs islamistes ?



© ND – Martine Storti, 2020

Pour échapper à cette impression d'être prise en otage, Martine Storti cherche une « ligne de crête ». On doit pouvoir interroger le féminisme « intersectionnel », « décolonial » ou « afro » sans être accusée de racisme ou d'islamophobie ou disqualifiée comme « blanche » ou « dominante », affirme-t-elle. Il ne s'agit pas de nier les phénomènes de racisme, de domination, de néo-colonialisme, mais de mettre au jour l'argumentation tendancieuse d'une perspective décoloniale, réquisitoire contre le « féminisme blanc » qui considère que la modernité européenne est intrinsèquement coloniale et destructrice. De même que le féminisme qui en est une composante.

C'est ainsi que pour instruire le procès en racisme d'Olympe de Gouges et des « féministes des Lumières », Françoise Vergès présente une interprétation tendancieuse de la pièce *Zamore et Mirza ou l'esclavage des Noirs* (1784). Ou le procès d'Hubertine Auclert, présentée comme complice de la colonisation, au moyen d'une citation tronquée, oubliant que celle-ci dénonçait le vol des terres des Algériens par le pouvoir colonial et les violences subies par les « Indigènes ».

Quant au mouvement des femmes des années 1970, Françoise Vergès le dit « largement absolument autiste à ces dimensions internationales et de domination post-coloniale », faisant fi de l'engagement de tant de filles du MLF dans une extrême-gauche soutenant l'indépendance de l'Algérie, puis la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain. Elle accuse les féministes « blanches » de n'avoir pas soutenu la Coordination des femmes noires. Ce que, bien sûr, Martine Storti réfute, citant Awa Thiam. J'ajouterai que je trouve la calomnie particulièrement insupportable de la part de celle qui cache sa propre participation au « MLF » et à l'« imposture » du dépôt du sigle (voir photo Génération MLF 1968-2008, édition *des femmes Antoinette Fouque*, p. 376).

Il semble difficile de ne pas se réclamer d'un « féminisme intersectionnel » tant décrire, analyser et combattre en même temps les oppressions et dominations de sexe, de classe, de race, etc. est un projet séduisant. Mais Martine Storti montre comment ce concept est devenu un outil de sommation, d'injonction ou de disqualification qui ramène le féminisme en deçà de ses acquis politiques des années 1970. Les femmes s'étaient alors battues pour ne plus être la « contradiction secondaire » ; elles avaient réussi à imposer la légitimité de leur lutte à un mouvement social qui privilégiait la lutte des classes. Et voilà à nouveau la question des femmes sommée de s'effacer devant d'autres priorités.

À cet écueil pseudo-radical fait pendant l'autre danger. On voit le Front National / Rassemblement National se rallier à la laïcité, *Valeurs Actuelles* s'afficher en défense de l'émancipation des femmes, dès lors que cela leur permet de stigmatiser les « banlieues islamisées ». Invoquer la République, ses valeurs, son universalisme,

permet à des antiféministes de toujours de se rallier à l'émancipation des femmes, inscrite dans « l'identité française ». Rabattre l'égalité et la liberté des femmes sur l'identité nationale, c'est faire fi de l'historicité, nier les luttes des femmes contre les traditions, les préjugés, les religions, les enfermements, les exclusions. En même temps, affirmer que « en France les femmes sont libres » c'est dire que le féminisme est devenu inutile. Position bien fragile face au constat des discriminations, des inégalités, des comportements racistes. Et qui s'accompagne de la dénonciation du « néo-féminisme ».

Martine Storti conteste l'appellation « néo-féminisme » qui est une construction idéologique autant que « féminisme blanc ». On y confond des thématiques diverses (écriture inclusive, théorie du genre, intersectionnalité, PMA, GPA), balayant les divergences. Et l'accusation est portée au nom d'un bon féminisme, celui du passé, celui de Beauvoir et du MLF, oubliant à quel point celle-là et celui-ci ont été caricaturés et vilipendés.

Au terme de sa démonstration, Martine Storti choisit de garder le mot féminisme, pour sa charge historique, ce passé multiséculaire de combats, de souffrances, d'acharnements, et par respect et fidélité à celles et ceux qui ont lutté et qui luttent pour les droits des femmes. À l'adjectif « universaliste », trop idéologisé, instrumentalisé, nationalisé, elle préfère celui d'« universel » : « en ces temps d'essentialisations et d'enfermements identitaires maniés par des bords prétendument opposés, l'universel retrouve sa force subversive, son potentiel émancipateur » (p. 83). Le féminisme universel que défend Martine Storti est « fait de toutes les luttes passées, présentes et à venir ». Les luttes varient selon les situations économiques et sociales, les configurations politiques, le poids des religions, des traditions ; mais le féminisme universel est partout, dans le combat des Iraniennes, des Polonaises, des Argentines. Un féminisme universel ne définit aucune manière d'être une femme, encore moins un modèle de libération, il s'empare de la complexité et s'enrichit de chaque lutte.

En une centaine de pages limpides, Martine Storti reprend et précise sa position déjà exprimée dans différents articles. La démonstration est impeccable et analyse de façon rigoureuse les dangers symétriques auxquels est confronté aujourd'hui le féminisme. Elle définit une « ligne de crête » pour naviguer entre deux écueils et rétablir les conditions d'un débat démocratique où l'opposition des points de vue puisse faire progresser la discussion dans l'intérêt d'une cause commune : celle d'un féminisme universel !

Françoise Picq

« Au risque de l'universel »

Réfractons – Recherches et expressions anarchistes

N° 43, automne 2019

Comme en écho aux préoccupations de Martine Storti, la revue *Réfractons – Recherches et expressions anarchistes* consacre sa livraison de l'automne 2019 « Au risque de l'universel ».

Une dizaine d'articles, confrontant différents thèmes de la pensée anarchiste à la catégorie de l'universel. Au-delà des particularités de chacun et de certaines divergences d'analyse, ce qui apparaît à la lecture de ces contributions est bien résumé par l'article de Monique Rouillé-Boireau qui ouvre ce volume : il faut repenser la dimension de l'universel en tenant compte de critiques émanant des courants postmodernes ou décoloniaux, mais en conservant l'horizon de l'unité du genre humain et l'idée corrélative de commun, de raison critique et d'émancipation » (Monique Rouillé-Boireau, « Conserver la dimension de l'universel » pp. 7-22) .

Invitée par celle-ci à poser la question des « Enjeux de l'universalisme pour le féminisme aujourd'hui », je rappelle comment la question a été posée aux débuts du Mouvement, tenant ensemble universalisme et particularisme : « Un homme sur deux est une femme », avant d'éclater en deux positions opposées, puis les divergences se sont portées sur les liens entre « race » et sexe (ou genre). J'insiste sur le lien historique du féminisme français avec la proclamation des Droits de l'Homme au nom desquelles il a revendiqué les droits des femmes.

La gauche contre les Lumières

Stéphanie Roza

Fayard, « Raison de plus », 2020

Je retrouve les mêmes préoccupations dans le livre de Stéphanie Rosa, *La gauche contre les Lumières*. Alors que tant de luttes, féministes, anti-esclavagistes et anti-coloniales se sont réclamées de l'héritage des Lumières, que les traditions socialistes, communistes et même la mouvance anarchiste se sont inscrites dans cette tradition pour exiger l'extension des principes des Lumières à toutes les catégories d'opprimés, on assiste à un retournement spectaculaire, spécialement sur le terrain des luttes anti-racistes et anti-impérialistes. Comment expliquer cette hostilité croissante à l'universalisme, au progressisme des Lumières, dans un camp, celui de la gauche, censé viser l'émancipation humaine ?

C'est au nom des Droits de l'Homme et de l'universalité du genre humain que tant de luttes de libération nationales, tant de combats contre le colonialisme et l'impérialisme ont été engagées, de Toussaint Louverture à Hô Chi Minh, Nehru

et tant d'autres. Et voici que des anti-racismes, des féminismes décoloniaux, postcoloniaux, intersectionnels, voire islamiques accusent les mouvements antiracistes et féministes universalistes d'être complices de l'oppression coloniale et néocoloniale. Et substituent à l'adjectif « universaliste » celui de « blanc ».

Stéphanie Rosa dénonce aussi la relecture malhonnête de l'histoire des luttes de femmes par Françoise Vergès qui nie le soutien massif de nombreuses féministes aux luttes de décolonisation algérienne puis vietnamienne et « oublie » les nombreux exemples de solidarité internationale entre les mouvements féministes occidentaux et non-occidentaux (p. 111).

Je me réjouis de cette convergence d'analyses où je veux voir une saine réaction au point de vue qui domine aujourd'hui, surtout dans le féminisme académique. J'apprécie les argumentations solides, loin des anathèmes qui empêchent tout échange. C'est dans cet esprit que j'avais organisé en 2018 le colloque « Féministes à l'épreuve du moment : novations et confusions au temps des controverses » lors du Congrès International de la Recherche Féministe dans la Francophonie (CIRFF) de Nanterre.

Françoise Picq

2020 : un demi-siècle de féminisme

2020 devait-être l'année des 50 ans du MLF.

Nous avons célébré en 2010 les 40 ans du MLF : une formidable occasion de faire revivre ce mouvement et de créer des liens avec la nouvelle génération de féministes qui émergeait.

Parmi les projets pour 2020, j'avais la responsabilité, avec Martine Storti, d'organiser une série de rencontres à la Cité audacieuse. La Cité audacieuse est un lieu créé notamment par la Fondation des femmes, dans une ancienne école du



© ND – Paris, la Cité audacieuse, 29.2.2020

Quartier latin, mise à la disposition des associations féministes par la Ville de Paris. C'était pour nous le lieu idéal pour les rencontres intergénérationnelles que nous souhaitions organiser autour des thèmes principaux du féminisme. Et la Fondation des femmes avait mis à notre disposition cinq étudiantes de Sciences-po en travail universitaire. Après des mois de préparation, nous avons défini un programme pour cinq séances et lancé les invitations.

La première rencontre a eu lieu le 29 février, sur le thème « Notre corps nous appartient », avec une première séance autour de l'avortement, qui a bien fait le point sur les avancées et les difficultés de ce demi-siècle. La deuxième séance, sur la sexualité, a donné lieu à des confrontations difficiles mais indispensables.

La deuxième rencontre devait avoir lieu le 21 mars. Le confinement a été annoncé le 12. Et tout s'est arrêté.

Alors, pour transmettre cette histoire, il nous reste les vidéos de *Matilda.education* « Espace 50 ans du MLF ». Et le formidable travail de reconstitution historique que Nadja Ringard et Hélène Fleckinger mettent à notre disposition sur Facebook : <https://facebook.com/BobinesFeministes>. Des archives exceptionnelles émergent ; documents écrits ou audiovisuels y sont explicités, contextualisés. Une histoire vivante !

Et puis une certaine floraison éditoriale marque cette année 2020. Notamment des ouvrages historiques qui inscrivent le MLF dans une histoire plus ou moins longue : depuis la Révolution pour certains, depuis la Libération pour d'autres.

Parmi ceux-ci, *Daughters of 1968, Redefining French feminism and the Women's Liberation Movement*, que Lisa Greenwald a publié en 2018 (University of Nebraska Press, 403 p).

Le féminisme a une longue histoire en France, note-t-elle, il est né de la contradiction introduite par la Révolution de 1789 qui proclamait le principe universel de l'égalité et excluait les femmes de la citoyenneté. Pour sa part elle se consacre à une période définie : depuis 1944 où les femmes obtiennent le droit de vote, jusqu'en 1981 quand les socialistes arrivent au pouvoir et que le gouvernement adopte explicitement les problématiques du féminisme. Son but est de restaurer l'histoire du féminisme français comme un mouvement intellectuel et politique avec ses racines matérielles, un mouvement politique fort qui a transformé la société française de la même façon que Mai 68.

La seconde vague du féminisme, post-68, prend ses racines dans le boom économique de l'après-guerre et la difficile adaptation de la société française aux exigences de ce nouveau monde, un monde dans lequel Simone de Beauvoir est une anomalie théorique puisque ce n'est que des dizaines d'années plus tard que son influence prendra toute sa dimension. Mais la production intellectuelle de

femmes dans les années 1950 et 1960 aide à mieux comprendre les racines du féminisme tel qu'il émergera des événements de 1968.

C'est un regard américain que pose l'auteure sur le féminisme français ; le public visé est sans doute aussi principalement américain et universitaire. Elle regrette que l'histoire du féminisme français n'ait pas été suffisamment étudiée aux États-Unis. Dans les universités, ce sont les départements de littérature et de philosophie qui développent depuis les années 1980 des enseignements sur le « *French feminism* », qui se réfèrent à des écrivaines et philosophes comme Hélène Cixous, Luce Irigaray et Julia Kristeva, dont les rapports avec le mouvement féministe sont douteux. C'est ainsi que le féminisme français apparaît comme un produit sophistiqué, post-moderne, psychanalytique ou déconstructionniste. Et ce livre est, au moins en partie, une réponse à cette fausse vision du féminisme français qui continue à dominer aux États-Unis. Lisa Greenwald rejoint ici l'analyse du « *French feminism made in America* » que Judith Ezekiel, Claire Moses et Christine Delphy ont développée (*Nouvelles Questions féministes*, vol. 17, n° 1, 1996).

Lisa Greenwald, étudie de près les théories et pratiques du MLF dans les années 1970, notamment la bataille pour la liberté reproductive. Elle présente les différents groupes militants des premières années, leurs particularités et leurs contradictions. Après quelques années de militantisme, note-t-elle, le mouvement s'est divisé en deux tendances. L'une est devenue la seconde vague féministe, matérialiste ; l'autre est devenue une métaphysique post-moderne qui s'est éloignée du féminisme.

Elle présente ensuite les revues de la deuxième moitié des années 1970 : *Questions féministes*, *La Revue d'en face*, *les Cahiers du GRIF*, ainsi que les publications successives de la tendance des femmes (*Quotidien des femmes*, *des femmes en mouvement*, *des femmes en mouvement hebdo*). Elle suit de près les conflits entre les éditions des femmes et le reste du mouvement jusqu'à la rupture finale et la dénonciation de « l'imposture ».

Particulièrement intéressée par les relations des féministes avec la politique « dans et hors des partis », elle cite aussi les publications des femmes socialistes et communistes critiques : *Mignonnes allons voir sous la rose* et *Elles voient rouge*. À la fin de la décennie, note-t-elle, certaines personnalités influencées par le mouvement militent pour l'intégration : Yvette Roudy, Gisèle Halimi, la Ligue des droits des femmes (Anne Zélinesky et Simone de Beauvoir).

Certaines voient dans la victoire des socialistes la cause du déclin du mouvement dans les années 1980, l'institutionnalisation du féminisme ayant brouillé le message plutôt que de le diffuser. Mais pour Lisa Greenwald, ce sont les féministes favorables à l'intégration qui ont le mieux géré la contradiction en faisant que les revendications féministes soient prises en considération dans les politiques publiques.

C'est un remarquable travail d'historienne de première main, appuyé tant sur des sources orales que sur les publications militantes et les travaux historiques essentiels. On y trouve une reconstitution précise des principaux événements, avec le croisement d'informations apportées par de très nombreuses actrices et une discussion pertinente des thèses en présence.

Parmi les publications récentes, je voudrais aussi signaler le très beau livre de Yannick Ripa, *Histoire féminine de la France* (Belin, 775 p., préface de Michelle Perrot), avec une iconographie superbe. Le féminisme n'est pas ici l'objet premier mais il fait partie de cette histoire des femmes en France à laquelle Yannick Ripa se consacre depuis les années 1970 (avec le séminaire de Michelle Perrot qui se demandait « Les femmes ont-elles une histoire ? »). Elles sont ici inscrites dans la « grande histoire » depuis la Révolution (plus précisément la Marche des femmes du 5 octobre 1789) jusqu'à la loi Veil. Par « attachement à la sagesse du recul, espoir de garanties d'une utopique objectivité historique (p. 15) », elle s'est refusée à poursuivre le chemin jusqu'à aujourd'hui. Le dernier chapitre, « Par la volonté des femmes », est donc très rapide, mais tout à fait juste.

Françoise Picq

Thèses & maîtrise

De la Female School of Design à la Royal Female School of Art : la fabrique d'une génération de femmes artisans et artistes à Londres de 1842 à 1912

Marie Clémenceau, Paris I Panthéon-Sorbonne

Mémoire de M1 Patrimoine et Musées soutenue le 3 juillet 2020 devant un jury composé d'Arnaud Bertinet, Maître de conférences en Histoire du patrimoine et archives visuelles, Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur du mémoire, et de Julie Verlaine, MCF en Histoire culturelle contemporaine, Paris I Panthéon-Sorbonne.

Le 6 avril 1841, le Conseil du commerce du gouvernement britannique, le *Board of Trade*, prend la décision d'ouvrir une école de design pour femmes en plein cœur de Londres. La *Female School of Design*, devenue la *Royal Female School of Art*, prend alors place dans la capitale britannique pendant soixante-dix années. Incroyable institution de formation pour des jeunes filles issues de la classe moyenne, l'école répond à une problématique souvent marginalisée par les pouvoirs de l'époque. En effet, un nombre croissant de filles de bonne famille sont désormais obligées de subvenir à leurs besoins. Il leur faut trouver un emploi respectable aux yeux de la société, ce qui se fait rare pour les femmes dans la première moitié du XIX^e siècle. Le gouvernement a donc l'idée d'utiliser un talent qu'il attribue à ces jeunes filles, celui d'avoir un « bon goût naturel », pour le mettre au service du design industriel. Pourtant, en 1859, le gouvernement annonce qu'il cessera de financer l'école. La surintendante, soutenue par un comité d'hommes, parvient à maintenir l'institution autonome jusqu'en 1912, notamment grâce à des souscriptions et au patronage de la reine Victoria. Plus qu'une école atypique, cette école d'art et de design est le témoin de la pensée d'une société paradoxale, à la fois conservatrice mais libérale.

Ce mémoire met en avant ces paradoxes en montrant comment un gouvernement libéral et pragmatique, pour des raisons économiques, a accepté de passer au-delà de ses conceptions patriarcales, en formant des jeunes filles de bonne famille et en leur trouvant un emploi. Il se divise en trois parties. La première est une analyse du contexte industriel et de l'emploi des femmes dans la société victorienne, qui permet de comprendre pourquoi le gouvernement britannique ressent soudainement le besoin de créer cette école. La deuxième partie est un état des lieux de l'éducation des femmes, en particulier en Angleterre, de leur éducation artistique et de leur place dans la société victorienne. Elle permet de faire émerger les apports de la *Female*



Paula Rego, *The Balzac story*, 2011

School of Design, puis de la *Royal Female School of Art* dans la formation des femmes artisans et artistes à Londres et à l'échelle du Royaume-Uni et de l'Europe. Enfin, la dernière partie met en lumière les recherches sur l'école, qui ont révélé des particularités dans son système de fonctionnement et d'enseignement, avec des limites et des réussites et, surtout, le rôle important du soutien de la famille royale.

Ce travail inédit permet de découvrir l'existence et le rôle d'une école d'art et de design qui forma des femmes, au cœur de la capitale britannique et durant plusieurs décennies. Peu connue, l'école n'a jamais fait l'objet d'un travail exclusif qui propose d'en comprendre ses enjeux par une remise en contexte et par une analyse de son enseignement et de ses

actions. Le mémoire permet notamment de découvrir des figures inconnues de femmes, actrices, entrepreneuses, libres qui ont dirigé et soutenu des établissements scolaires, des entreprises ou des ateliers, dévoilant ainsi le système de « matronage » que l'historienne Charlotte Yeldham a théorisé dans les années 1980.

Énarques et femmes. Le genre dans la haute fonction publique

Elsa Favier, EHESS, Centre Maurice Halbwachs

Thèse de sociologie soutenue le 30 novembre 2020 par visioconférence.

Jury

Catherine Achin, professeure des universités, Université Paris-Dauphine (rapporteuse)

Laure Bereni, directrice de recherche, CNRS (directrice de thèse)

Philippe Bezès, directeur de recherche, CNRS (examinateur)

Sébastien Chauvin, professeur associé, Université de Lausanne (rapporteur)

Muriel Darmon, directrice de recherche, CNRS (examinatrice)

Sylvain Laurens, maître de conférences, EHESS (examinateur)

Entre 2001 et 2017, la part des femmes dans la haute fonction publique d'État est passée de 12 à 40 %. La féminisation des élites administratives, et plus largement

des lieux de pouvoir, constitue un bouleversement social majeur des dernières décennies. Pourtant, si les mécanismes d'exclusion des femmes sont aujourd'hui bien identifiés, la féminisation a été peu analysée pour elle-même. C'est l'objet de cette thèse portant sur les femmes passées par l'École nationale d'administration (ENA) depuis sa création en 1945. Comment est-il devenu possible que des femmes accèdent à des positions de pouvoir au sein de l'État historiquement monopolisées par des hommes ? Qui sont celles qui peuvent prétendre à ces positions professionnelles en haut de la hiérarchie sociale ? Comment s'approprient-elles des rôles prestigieux, associés au masculin ? Pour répondre à ces questions, cette thèse s'appuie sur une enquête ethnographique et statistique, incluant des entretiens, des observations du travail et la constitution d'une base de données sur les trajectoires de 2000 énarques. Elle mobilise deux cadres analytiques principaux : une perspective intersectionnelle qui articule, sans les hiérarchiser, rapports de classe et rapports de genre ; une sociologie de la socialisation, tant familiale, scolaire que professionnelle. Ce faisant, elle éclaire de manière inédite la sociologie des élites administratives, la sociologie des classes supérieures et les dynamiques de genre dans les lieux de pouvoir.

Promouvoir l'accès des femmes aux études et aux titres universitaires : un défi transnational ? L'engagement de la Fédération internationale des femmes diplômées des Universités (1919-1970)

Par **Marie-Élise Hunyadi**

Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation

Sous la direction de Rita Hofstetter, Professeure des universités, Université de Genève et Rebecca Rogers, Professeure des universités, Université de Paris

Cotutelle entre l'Université de Genève et l'Université de Paris Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation – École doctorale ED180

Section des Sciences de l'éducation, ERHISE – Laboratoire CERLIS UMR 8070

Présentée et soutenue publiquement le 22 novembre 2019

Jury

Anne Barrère, Professeure des universités, Université de Paris

Jean-François Condette, Professeur des universités, Université d'Artois

Georges Felouzis, Professeur des universités, Université de Genève

Daniel Laqua, Associate Professor, Northumbria University

Catherine Marry, Directrice de recherche émérite, CNRS

Françoise Thébaud, Professeure émérite des universités, Université d'Avignon

La question du féminisme, précisément, parcourt toute cette thèse : de quel féminisme est-il question ? La réponse est claire, il s'agit d'un féminisme de la première vague, modéré, « sans doctrine agressive », durable dans le temps et peu touché par l'évolution des sociétés des années 1960. Une de ses caractéristiques essentielles est d'être élitiste. Il faut peser collectivement et internationalement pour promouvoir une catégorie minoritaire de femmes (l'évolution vers la féminisation puis vers la démocratisation des universités n'est pas très bien vécue). Souvent, la question de la compétence et de la qualification universitaire des diplômées prend le pas sur la revendication d'égalité femmes-hommes, à l'abri d'un d'universalisme qui peut aller jusqu'à gommer la différence des sexes, provoquant, bien sûr, des débats au sein de la Fifdu et de ses associations, mais sans en changer la nature profonde. L'auteure pointe également, allant à l'encontre de l'universalisme de la Fifdu, le tropisme anglo-américain, voire euro-américain, de cette association. Elle constate également un appauvrissement des valeurs avec le temps car la Fifdu ne prend pas à bras-le-corps les mutations politiques, sociales et géopolitiques intervenues depuis 1945, ce qui affaiblit sa position. Il semble bien que l'heure de gloire de la Fifdu se situe dans l'entre-deux-guerres, tant du point de vue du pacifisme que des échanges universitaires, de la coopération internationale et des dynamiques transnationales, ainsi que du féminisme. La période 1970-2020 reste à étudier : les mêmes questionnements seraient à l'ordre du jour, avec des interrogations sur le féminisme de la Fifdu bien plus complexes, bien plus pointues et bien plus exigeantes que pour la période 1920-1970.

Nicole Fouché, chercheuse (CNRS-EHESS)

Le développement du MLF et d'un espace de la cause des femmes en Midi-Pyrénées : spécificités régionales et échanges nationaux ou internationaux

Justine Zeller

Thèse en histoire soutenue le 25 septembre 2020 à l'Université Toulouse-Jean-Jaurès.

Jury

Christine Bard, professeure de l'Université d'Angers, rapporteure

Laure Bereni, directrice de recherche au CNRS

Alain Boscus, maître de conférences à l'Université Toulouse - Jean-Jaurès

Sylvie Chaperon, directrice, professeure à l'Université Toulouse - Jean-Jaurès

Olivier Fillieule, professeur de l'Université de Lausanne, rapporteur

Catherine Valenti, maîtresse de conférences à l'Université Toulouse - Jean-Jaurès

Ma thèse porte sur le développement du Mouvement de libération des femmes (MLF) et d'un espace de la cause des femmes en Midi-Pyrénées, et plus particulièrement dans les villes de Toulouse et de Tarbes. Le MLF est un mouvement féministe autonome et non-mixte dont la première apparition médiatique (dépôt d'une gerbe de fleurs à la femme du Soldat inconnu) a lieu à Paris le 26 août 1970. Dans sa lignée, des mouvements se développent partout en France¹. L'espace de la cause des femmes – dont les contours sont tracés par la sociologue Laure Bereni – est extrêmement vaste en comparaison du MLF. Il est pensé comme « la configuration de mobilisations au nom des femmes et pour les femmes dans une pluralité de sphères sociales »², incluant le MLF.

Grâce à la diversité des sources retrouvées et mobilisées (presse féministe locale et nationale, archives des mouvements, des associations et des institutions, rapports des Renseignements généraux, entretiens oraux, etc.), j'ai contribué à mettre en avant une autre histoire du MLF et, plus largement, de l'espace de la cause des femmes. J'ai – comme le titre de la thèse l'indique – souligné plusieurs spécificités locales et régionales par rapport à l'histoire nationale et parisienne, des particularités qui viennent enrichir l'historiographie du féminisme des années 1970. Deux spécificités peuvent, parmi d'autres, retenir notre attention. D'abord, la faible division du MLF en tendances idéologiques jusqu'en 1974 à Toulouse et 1976 à Tarbes³. J'en ai conclu que plus l'espace de contestation était petit et l'ampleur des forces militantes faibles, plus les circulations étaient fortes entre les groupes et/ou les militantes du MLF, voire avec ceux/celles situés au-delà du mouvement social. Les divisions sont moins nombreuses à Tarbes qu'à Toulouse ; et moins nombreuses à Toulouse qu'à Paris. Ensuite, l'homosexualité d'une grande partie des Toulousaines et des Tarbaises produit des dynamiques locales et régionales différentes de celles du reste du pays. L'étude du cas Midi-Pyrénées enrichit l'histoire des liens entre mouvement féministe et mouvement lesbien. En effet, certains lieux sont investis par une majorité de militantes homosexuelles. Elles-mêmes choisissent d'aller à l'encontre d'un séparatisme lesbien qui se développe partout en France durant les années 1970 et le début des années 1980. Ces groupes deviennent à la fois des

1 - Voir par exemple Olivier Fillieule, Isabelle Sommier, Sophie Bérout, Camille Masclat et le Collectif Sombbrero, *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, Arles, 2018 ; Patricia Godard, Lydie Porée, *Les femmes s'en vont en lutte ! Histoire et mémoire du féminisme à Rennes (1965-1985)*, Rennes, édition Goater, 2014.

2 - Laure BERENI, *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, éditions Economica, 2015, p. 17.

3 - Les tendances les plus connues nationalement sont le courant Lutte des classes, le groupe Psychanalyse et Politique et les féministes radicales. On distingue également les féministes différentialistes des universalistes.

lieux privilégiés du MLF et des contre-espaces du possible homosexuel. C'est le cas, par exemple, de la Maison des femmes de Toulouse, active de 1976 à 1985.

Cependant, loin de se limiter aux spécificités régionales, j'ai relevé tout au long de la période étudiée des similarités et des échanges fréquents entre les groupes et/ou les militantes du mouvement des femmes. L'analyse de réseaux (locaux, régionaux, nationaux, voire internationaux) a permis de retracer une histoire d'ensemble du mouvement puisqu'elle a renseigné sur des processus plus généraux. Si, durant la première moitié des années 1970, les liens entretenus entre les militantes (au-delà du cadre local) sont très informels, des réseaux militants se solidifient au milieu et surtout durant la deuxième moitié des années 1970. En effet, au cours de cette période, les groupes composant les MLF toulousain et tarbais sont plus divisés théoriquement et dans leur fonctionnement. La plupart d'entre eux se rallient aux grandes tendances parisiennes apparues au début des années 1970, au courant lutte des classes et au groupe Psychanalyse et Politique notamment. Bien que les groupes se diversifient, ce sont plusieurs causes (comme les luttes contre les violences faites aux femmes ; la remobilisation en faveur de l'avortement libre et gratuit ; les luttes de solidarité internationale ou écoféministes) et quelques espaces féministes (tels que le *Ciné-club* de la Maison des femmes ; la cafétéria *La Gavine* ; et le journal toulousain *Différence*) qui favorisent et amplifient les circulations des groupes et/ou des militantes aux différentes échelles. Contrairement aux causes, ces espaces féministes ont été jusqu'à présent peu analysés dans l'historiographie. Ma thèse a produit un effet de loupe sur leur apparition et sur leurs activités. J'ai démontré que ces lieux chaleureux et neutres, sans orientation politique, contournent parfois certaines normes du MLF (comme la non-mixité par exemple). Aux côtés des causes unificatrices, ils ouvrent le MLF vers l'extérieur, c'est-à-dire aux autres pôles de l'espace de la cause des femmes, voire au reste de la société civile.

Enfin, au-delà d'avoir documenté l'historiographie du mouvement, cette manière d'appréhender le MLF a permis de saisir le processus de construction d'une partie de l'espace de la cause des femmes. La quatrième et dernière partie de la thèse lui a été entièrement consacrée. Cette partie est essentiellement axée sur la ville de Toulouse. En effet, le MLF tarbais disparaît totalement en 1983 et aucun espace, autre que les locaux militants, n'apparaît sur la ville. Dans cette dernière partie, j'ai proposé une analyse distincte et détaillée de différents pôles de l'espace de la cause des femmes. Dans un premier temps, j'ai étudié la transformation d'une partie du pôle autonome et associatif puisqu'au début des années 1980 le MLF achève son processus d'ouverture vers l'extérieur avant de disparaître en 1985. D'autres lieux conviviaux voient le jour, tels que les émissions de radio *Le Vendredi des Femmes* et *Il ferait beau-voir* ou l'association d'aide aux femmes en difficulté,



© ND – Toulouse, 1975

l'APIAF. Certains d'entre eux ont une durée de vie exceptionnelle, comme le *Ciné-club* de la Maison des femmes qui perdure jusqu'en 1993 ; *La Gavine* ouverte jusqu'en 2009 ; ou l'APIAF, toujours active aujourd'hui. Des militantes du MLF y poursuivent leur engagement et de jeunes femmes (des générations postérieures) s'y investissent. J'en ai conclu que ces espaces fonctionnaient comme des lieux de transmission intergénérationnelle et des points de persistance pour les mobilisations féministes futures.

Dans un deuxième temps, je me suis également intéressée à la formation des pôles académique et étatique depuis l'année 1976, enrichissant de ce fait leur historiographie. Ces pôles sont composés de groupes ou de structures hybrides situés à mi-chemin du mouvement social et de l'institution. Ils sont très distincts l'un de l'autre : le pôle académique est proche du MLF car il est porté par une majorité de militantes du mouvement ; celui étatique en revanche est plus éloigné puisqu'il est investi par des femmes (voire quelques hommes) parfois féministes mais n'ayant jamais milité dans le mouvement. Ces deux pôles se développent avec difficulté durant la période étudiée. En effet, outre les résistances de la part des institutions, l'adoption de normes institutionnelles contraires à celles du MLF, à

savoir la volonté de structuration pour le pôle académique et la forte hiérarchisation propre au pôle étatique, entrave leur fonctionnement. Néanmoins, cette prise de distance vis-à-vis du MLF, précoce pour le pôle étatique, permet à certaines structures de devenir, dès la seconde moitié des années 1970 et le début des années 1980, des sites de convergence au sein de l'espace de la cause des femmes. C'est le cas des Centres d'information sur les droits des femmes (CIDF) par exemple (inclus dans le pôle étatique). Partageant certains objectifs du MLF, les centres attirent un public beaucoup plus large que celui du mouvement social. Ils jouent aussi un rôle catalyseur au sein de l'espace de la cause des femmes puisqu'ils sont des carrefours par lesquels tous les pôles et toutes les mouvances de l'espace de la cause des femmes se côtoient et circulent.

Cette année, le MLF fête ses cinquante ans, un anniversaire qui est l'occasion de célébrations communes entre les actrices de l'espace de la cause des femmes. Cette soutenance de thèse sera suivie, les 6 et 7 novembre 2020, d'un important colloque appelé « « Nos luttes changent la vie entière – 50 ans de Mouvement de libération des femmes » » à l'Espace des diversités (Toulouse). C'est un événement qui permettra de poursuivre les échanges et qui aboutira, je l'espère, à de multiples projets dans et au-delà de la sphère universitaire.

In memoriam

Hommage à Gisèle Halimi

Nicole Fouché (historienne, chercheuse CNRS-EHESS, vice-présidente de REFH) et Catherine Chadeaud (historienne, professeure CPGE, secrétaire générale de REFH) ¹. Paris le 22 octobre 2020.

© DR – Gisèle Halimi



Gisèle Halimi est née Zeïra Taïeb, en 1927, en Tunisie, dans une famille juive et pauvre de La Goulette. Elle supporte mal le poids des traditions (particulièrement religieuses) que ses parents respectent : « leurs "superstitions" » – dit-elle – « étaient des instruments d'oppression des femmes ». Zeïza est une jeune fille révoltée (elle préfère Gisèle, son deuxième prénom). Elle sera la femme de tous les engagements : pour le refus de la torture et des colonialismes, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, à avorter, et à s'émanciper, pour l'égalité entre les sexes, pour la dépénalisation de l'homosexualité, contre le viol, contre la prostitution, etc. Femme

de gauche, femme libre, Maître Halimi, humaniste et féministe, s'en est allée, le mardi 28 juillet 2020, à l'âge de 93 ans. Elle n'a cessé de se battre au nom de tou.te.s les laissé.e.s pour compte.

Depuis son décès, les hommages se sont multipliés dans les médias et sur les réseaux sociaux. Sa jeunesse et ses principaux succès d'avocate – déjà entrés dans notre histoire – ont été longuement rappelés et unanimement salués : sa grève de la faim dans le cadre familial ; sa lutte pour obtenir le droit à la lecture (qu'elle pratique la nuit en cachette) ; sa passion pour l'École ; son refus d'un mariage arrangé ; son incompréhension du système de la dot (payer pour prendre époux et devenir sa chose !) ; la boursière qui fait son droit à Paris et des études de philosophie, en parallèle, à la Sorbonne, tous ces points sont très bien documentés. Diplômée, elle rentre à Tunis et s'inscrit au barreau.

1 - REFH : Réussir l'Égalité Femmes-Hommes (<http://reussirlegalitefh.fr/>)

Les guerres d'indépendance de la Tunisie puis de l'Algérie, qu'elle soutient, font rapidement irruption dans sa vie professionnelle. En 1953, elle obtient du président René Coty la grâce d'un client, condamné à mort au cours du « procès Moknine ». Pendant la guerre d'Algérie – procès d'El Halia – Gisèle Halimi plaide pour deux clients algériens jugés et condamnés à la peine capitale. Elle obtient leur grâce auprès du Général de Gaulle. L'avocate milite auprès de ceux qui signent, en 1960, le *Manifeste des 121* (ou *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la Guerre d'Algérie*). Elle fut l'une des rares femmes avocates à défendre des fellagas, ce qui lui valut des menaces de mort, des crachats et des huées à la sortie des audiences.

Gisèle Halimi apprend qu'une Algérienne Djamila Boupacha, membre du FLN, est accusée d'avoir posé une bombe, et qu'elle a été arrêtée, torturée et violée par des soldats français. Elle décide d'être son avocate et commence une longue bataille auprès des médias en dénonçant la torture par le viol. Elle contacte des intellectuels et entraîne Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre dans un comité qui compte Germaine Tillon, Louis Aragon, Geneviève de Gaulle-Anthonioz. Gisèle rencontre le directeur du journal *Le Monde*, Hubert Beuve-Méry, et fait rédiger d'urgence un article sur l'affaire Djamila Boupacha. En dépit de la plaidoirie de Gisèle Halimi la militante est condamnée à mort le 28 juin 1961, mais elle bénéficia de l'amnistie après la signature des accords d'Évian.

La cause des femmes : en 1971, Gisèle fait partie des signataires du *Manifeste des 343* publié dans le *Nouvel Observateur* : 343 femmes déclarent avoir eu recours à l'avortement, violant ainsi la loi de l'époque (on peut citer Françoise Sagan, Marguerite Duras, Delphine Seyrig, Ariane Mnouchkine, etc.). Gisèle plaide pour que les femmes aient accès à une contraception choisie (la loi Neuwirth accordant l'accès à la pilule date de 1967). Avoir signé le *Manifeste* vaut à Maître Halimi une convocation auprès d'un des membres du Conseil de l'ordre des avocats : elle écope d'une sanction. Cependant, elle estime que sa dignité d'avocate ne saurait en rien museler sa liberté de femme ! La même année elle fonde avec Simone de Beauvoir le mouvement « Choisir la cause des femmes » s'associant ainsi aux différentes luttes féministes. « Choisir » aura aussi la possibilité de se porter partie civile aux côtés des femmes violées.

Un an plus tard, Gisèle accepte de plaider au tribunal de Bobigny pour une jeune fille de seize ans, Marie-Claire, violée par un lycéen. Sa mère a été « sa complice » pour l'aider à trouver une « avorteuse ». Lors de ce procès, Halimi fait venir des témoins de poids dont le professeur de médecine, Paul Milliez. Marie-Claire est relaxée. D'une part, la justice de classe ne gagne pas, d'autre part, le « procès de Bobigny » est une étape sur le chemin de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse portée par Simone Veil devant l'Assemblée nationale et enfin promulguée

en 1975. Les féministes réclamaient alors que le viol soit reconnu comme un crime mais elles n'étaient guère entendues.

Mai 1978 : cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Deux jeunes filles belges lesbiennes qui campaient dans les calanques ont été violées par trois hommes. Elles ont porté plainte, Gisèle Halimi défend les deux femmes et obtient la condamnation des violeurs. Ce procès retentissant, qui valut à l'avocate d'être injuriée et menacée, ouvre cependant la voie à la loi de 1980 qui reconnaît le viol comme un crime.

Ce qui est remarquable, mis à part ses succès qui forcent notre admiration car ils ont largement contribué à faire évoluer les lois sur l'avortement et sur le viol, c'est la conception de la Justice, du droit et du métier d'avocat.e de Maître Halimi. Quand elle prête serment au barreau de Tunis, elle ressent un profond malaise lorsqu'elle doit promettre de « ne rien dire ou publier, comme défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'État et à la paix publique, et de ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques ». Elle est déjà intimement persuadée que certaines lois doivent être complètement revisitées, que d'autres lois sont même funestes. D'ailleurs, elle consacra une grande partie de sa vie à les combattre et à faire évoluer le droit. Elle a parfaitement compris la différence entre le concept de droit – qui exige distance et froideur – et celui de justice qui exige l'engagement pour une cause : cette cause c'est la liberté, aussi bien celle des peuples colonisés que celle des femmes. Le droit peut être pris en otage : la liberté intérieure, jamais.

Maître Halimi est aussi capable de sortir les procès du huis clos des prétoires en alertant l'opinion publique et en suscitant des débats nationaux qui iront jusqu'à l'obtention de nouvelles lois plus justes : c'est ainsi qu'elle transforme le procès d'Aix-en-Provence en « procès du viol ». Inversement, elle veut aussi faire entrer le débat de fond et la culture dans les prétoires afin que le droit ne soit pas simplement un instrument pour sanctionner les manquements à l'ordre public, sans avoir à s'interroger sur l'éthique des décisions qu'il implique.

Son amitié avec Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre est un réconfort. Mais elle n'est pas la seule. Gisèle Halimi et sa force de conviction trouvent des ami.e.s et des soutiens en nombre dans la société française (Simone Veil est une intime). Gisèle Halimi, qui est capable de transgresser la loi, qui est une insoumise, qui dénonce en tout temps et en tout lieu le pacte du silence, est une rassembleuse et une bonne stratège.

On connaît moins ses engagements politiques. Gisèle fonde en 1965 le Mouvement démocratique féminin avec Évelyne Sullerot et Colette Audry : ce mouvement soutient la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République. Elle se présente également en 1981 comme députée apparentée

socialiste dans l'Isère (4^e circonscription). En 1985-1986, elle est ambassadrice de la France auprès de l'Unesco.

Gisèle aimait aussi tenir la plume comme écrivaine, elle publia une quinzaine d'ouvrages dont certains de souvenirs : *Le lait de l'oranger* (1988) et *Histoire d'une passion* (2011).

Lors d'un des derniers entretiens accordés à une journaliste du *Monde* en septembre 2019, Gisèle donnait son sentiment pour continuer à faire avancer la cause des femmes : elle prônait la sororité et la solidarité. Les femmes en s'unissant peuvent gagner en force, désunies elles restent vulnérables. Ensemble les femmes « *représentent une force de création extraordinaire. Une force capable de chambouler le monde, sa culture, son organisation, en le rendant plus harmonieux. Les femmes sont folles de ne pas se faire confiance, et les hommes sont fous de se priver de leur apport. J'attends toujours la grande révolution des mentalités* ». Gisèle estimait que les femmes doivent acquérir l'indépendance économique et ne jamais se résigner face à tout ce qui peut attenter à leur dignité. Rien ne se fait sans passion...

L'ouvrage à deux mains, Gisèle Halimi et Annick Cojean, *Une farouche liberté* (Paris, Grasset, 2020,) publié très peu de temps après la mort de Maître Halimi, témoigne de ses combats et de sa volonté de transmettre le flambeau de la révolte aux jeunes générations, sans oublier le pilier de leur liberté : l'indépendance économique.

Fritna

Paris, Plon, 1999, 219 pages

En hommage à Gisèle Halimi, l'avocate féministe de nos luttes pour la liberté de l'avortement et la criminalisation du viol, voici le compte rendu d'un de ses livres autobiographiques qui rend bien compte de son parcours puisqu'il couvre l'histoire de sa vie depuis sa naissance jusqu'en janvier 1995, date de la mort de sa mère qui est le personnage pivot de ce témoignage.

La première page pose d'emblée l'enjeu. Nous sommes à la morgue, la narratrice est face à sa mère morte et les souvenirs affluent, chargés de répondre à une question cruciale pour cette fille qui a toujours pensé et pense encore que « ma mère ne m'aimait pas » (p. 15).

L'enquête a commencé au chevet du lit de la mère malade, thème récurrent de la littérature féminine surtout après la publication en 1964 du livre de Simone de Beauvoir sur la mort de sa propre mère, *Une mort très douce*², titre ambigu qui posait en filigrane la question d'un : très douce pour qui ?, explorant tous les aspects de la relation mère-fille dans ses ambivalences amour-haine, au prix d'une vérité et d'un réalisme qui a d'ailleurs pu lui être reproché.

2 - Simone DE BEAUVOIR, *Une mort très douce*, Paris, Gallimard Folio, 1964.

Marie Cardinal a repris le flambeau en 1975 avec *Les Mots pour le dire*, livre culte des années MLF, qui évoque sa mère essentiellement sous la figure de la mauvaise mère ; il faut arriver à la scène finale pour entendre la narratrice déclarer sur la tombe de sa mère : « Je vous aime »³. Sorte de *happy end*, presque aussi incongru que dans les films américains des années cinquante, tout le reste du livre apparaissant plutôt jusqu'alors comme un immense cri de haine.

Ce genre de scène met en lumière le versant positif, après la part de haine, de l'ambivalence des sentiments envers la mère, ambivalence inscrite dans la relation mère-enfant mais plus encore dans la relation mère-fille et laisse apparaître une problématique propre à chaque femme qui expliquerait le succès de ce livre à l'époque. Autre livre culte de ces années, le livre américain de Nancy Friday, paru en France sous le titre de *Ma mère, mon miroir*, en 1979. Le cinéma reprend le thème à son compte : *Sonate d'automne* (1978) d'Ingmar Bergman, *Intérieurs* (1978) de Woody Allen. Le livre de Marie Cardinal est mis en scène en 1983 par José Pinheiro.

Il faut dire que l'image de la mère avait été fortement bousculée pendant les années soixante-dix du MLF, le Mouvement des femmes s'étant centré au départ sur une contestation de la maternité qui a empêché dans un premier temps de reconnaître la femme dans la mère ; dès les années quatre-vingt, on assiste à une avalanche de livres, ininterrompue depuis, sur cette question. Je ne citerai ici que ce titre d'Anne-Marie de Vilaine, *La mère intérieure*⁴, paru en 1982, parce qu'il pose clairement les deux termes de la question : « Vivante, le mère est niée, refoulée à l'arrière-plan de la conscience, morte elle émerge gigantesque de l'inconscient », la question de l'ambivalence étant clairement illustré par cette citation du livre d'Annie Ernaux écrit dans les mêmes circonstances : « *En écrivant, je vois tantôt la bonne "mère", tantôt la "mauvaise"* »⁵.

L'écriture sur la mort de la mère peut permettre d'aider à la cicatrisation. Une critique littéraire américaine, Judith Kegan Gardiner, avançait que le lit de mort de la mère, dans le roman féminin, a la même fonction que le meurtre de Laïos par son fils dans le mythe d'Œdipe. Effectivement, aucun passage à l'acte de ce genre ne correspond, pour la fille, à celui d'Œdipe. La mise en scène de la mort de la mère dans la fiction féminine comblerait ce manque⁶. Ce thème, présent dès *La Princesse de Clèves* et abondamment développé dans les textes actuels, permet d'exorciser la part agressive de la relation mère-fille. La revendication peut alors

3 - Marie CARDINAL, *Les mots pour le dire*, Paris, Grasset, 1975, p. 340.

4 - Anne-Marie DE VILAINE, *La mère intérieure*, Paris, Mercure de France, 1982.

5 - Annie ERNAUX, *Une femme*, Paris, Gallimard, 1987, p. 62.

6 - Judith Kegan GARDINER, 'A wake for mother : the maternal deathbed in women's fiction', 1978, *Feminist Studies*, 4, 2, pp. 146-165.

se faire moins violente pour laisser la place à la pure nostalgie. Ce retour apaisé vers la mère fonde l'analyse de Nancy K. Miller qui met à jour une correspondance intertextuelle entre *La Princesse de Clèves* et *La naissance du jour* « à travers le retour de la fille à la mère par les opérations de la mémoire »⁷ et qu'on peut étendre à Simone de Beauvoir et ses émules.

C'est à cette notion d'intertextualité que je vais recourir pour montrer le parallèle entre le témoignage de Simone de Beauvoir et celui de Gisèle Halimi, que cette intertextualité soit voulue ou non par Gisèle Halimi, qu'importe : n'oublions pas que ces deux militantes étaient très liées par leur lutte commune pour la défense en 1960 de Djamilia Bouchapa, cette militante du FLN violée et torturée par l'armée française, puis pour la liberté de l'avortement, toutes deux ayant signé pour le *manifeste des 343* femmes déclarant avoir avorté en 1971. La même année, elles fondent ensemble l'association Choisir – La cause des Femmes.

Si Gisèle Halimi, s'est toujours pensée non aimée par sa mère, Simone de Beauvoir n'a jamais douté de celui de sa mère, ni de son père d'ailleurs, mais toutes deux subissent une éducation pleine de fortes contraintes religieuses, juive pour l'une et catholique pour l'autre, bien évidemment assumée que par la seule mère. Toutes deux se rebellent, en alliance avec leur sœur cadette, laissant le père indemne de tout reproche, même si le père de Gisèle Halimi a tout de même attendu trois semaines avant d'« avouer » sa naissance, honteux de cette « catastrophe » d'avoir une fille.

Se sentir aimée de la mère ou pas, pas plus que de l'être ou pas, ne change pas grand-chose au vécu des petites filles, la recherche de l'amour maternel est la même, ainsi qu'une admiration éperdue : « *Elle me semblait être la reine de l'univers* » (p. 49) pour Gisèle Halimi, quand Simone de Beauvoir se souvient d'avoir été, vers six-ou sept ans, « *saisie par le rayonnement de son sourire.* » (p. 47 d'*Une Mort très douce*). Sourire que Gisèle guette en permanence et qu'elle pense adressé aux autres, comme dans cette image d'une « *beauté immortalisée* » (p. 15) du portrait qu'elle met en couverture de son livre.

Et en contrepoint la stupeur est aussi la même devant cette mère vieillie, dont l'image se dégrade, proportionnellement au souvenir idéal de l'enfance : Simone de Beauvoir raconte qu'au cours de soins elle vit « *son ventre froissé, plissé de rides minuscules, et son pubis chauve* » (p. 26) quand Gisèle décrit « *que j'ai sous les yeux, un corps, un tas plutôt, rétréci, déformé, un dos arrondi jusqu'à la bosse (...)* Des seins jadis ronds et bien plantés tombent en lamelles plates sur un ventre flasque. » (p. 72)

7 - Nancy K. MILLER, « D'une solitude à l'autre : vers un intertexte féminin », 1981, *The French Review*, 54, 6, pp. 797-803.

La part de haine de la passion mère-fille ayant ainsi pu s'exprimer, l'amour et sa forme raisonnable, la tendresse, peut renaître et permettre une fin apaisée : « *La "petite maman chérie" de mes dix ans ne se distingua plus de la femme hostile qui opprima mon adolescence ; je les ai pleurées toutes deux en pleurant ma vieille mère* », écrit Simone de Beauvoir. (p. 147)

Comment mieux dire l'ambivalence, ici reconnue, faire alors avec la mère intérieure maintenant intégrée, ce qui permet à Gisèle Halimi de conclure par ce dernier conseil qu'elle peut nous donner : « *Une fille – pour mal-aimée qu'elle ait été par sa mère – peut-elle se soustraire à l'ultime adieu ?* » (p. 183).

Annik Houel

Lettre à Anne Sylvestre

Voilà que tu es partie pour ton ultime balade,
et ton âme se trouve orpheline de tout ce qui l'émerveillait.
Mais tu nous laisses le plus important, tout ce que tu as écrit pour ne pas mourir.

Pour moi qui ai l'impression de trop te ressembler, ce sont tes mots qui me trottent dans la tête, au point que je ne peux exprimer mon émotion qu'à travers eux. Et verser des larmes de stylo qui viennent se changer en mots pour me tenir le cœur au chaud.

*Je suis des gens qui doutent, des gens qui trop écoutent leur cœur se balancer.
Et je ne peux que te dire Merci.
Merci d'avoir vécu. Merci pour la tendresse.*

Merci pour toutes les femmes dont tu as chanté l'oppression et les combats. Qui se sont reconnues Sorcière comme les autres, filles d'Ève et partageant sa faute. Pour Clémence qui a bien assez cousu, pour Maryvonne dont le mari était ton amant et avec qui tu as joyeusement dépassé toute rivalité. Pour Thérèse qui te gardera son amitié, quand les pommiers n'ont pas de pommes.

Merci pour Lazare et Cécile (les arrière-arrière-grands-parents de Lazare et de mes autres petits enfants).

Merci d'avoir chanté la sororité, le droit de choisir, l'horreur du viol, la misogynie biblique.

Ces mots qui te sont une fête, je ne me dépêche pas d'aller les oublier. Alors je les sème tout autour de moi.

« Si on se retrouvait frangines, / on n'aurait pas perdu son temps / Unissant nos voix, j'imagine / qu'on en dirait vingt fois autant / et qu'on ferait changer les choses / et je suppose / aussi les gens / Et qu'on ferait changer les choses / Allez ! on ose, il est grand temps ! ». (Frangines)

« Non ce n'est pas une fête / C'est plutôt une défaite / Mais c'est la mienne et j'estime / Qu'il y a bien deux victimes. (Non, tu n'as pas de nom)

« La maison depuis ce crime / N'a plus d'âme ni de nom / Mais elle n'est pas victime / C'est de sa faute dit-on / Il paraît qu'elle a fait preuve / d'un peu de coquetterie / Avec sa clôture neuve et son jardin bien fleuri ! » (Douce maison)

« D'abord elle a croqué la pomme [...] / C'est bien écrit dans la Bible / Adam il est mal tombé [...] / C'est vraiment la faute à Eve, si Adam rentrait crevé / Elle avait une vie de rêve / Elle s'occupait des bébés / Pétrissait un peu la terre / Semait quelques grains de blé / Pétrissait bols et soupières / Faisait rien de la journée [...] / Mais le pire c'est / Elle nous a collé un péché / qu'on se repasse et puis qui dure / Elle a vraiment tout fait rater ! / Nous les filles on est dégueulasses / Ça nous est naturel / Et les garçons, comme ça passe / Par chez nous, ça devient pareil » (La faute à Ève)

Il y en a tant encore que je voudrais garder et partager.

Merci Anne. Tu restes avec nous

Françoise Picq

EXTRAITS de l'intervention d'Hélène Marquié à la conférence chantée : « Barbara et Anne Sylvestre : un matrimoine », Université *Barbara - Anne Sylvestre : Deux femmes qui chantent*, organisée par le Hall de la Chanson, la Villette, 2017, Paris, <https://youtu.be/odgORWEbqCI> .

[...] *Comment je m'appelle* d'Anne Sylvestre souligne l'importance d'être nommée pour avoir une existence propre, pour soi et pour les autres [...] Barbara et Anne Sylvestre ne sont pas les premières autrices-compositrices-interprètes, mais les premières repérées, et demeurées dans l'histoire de la chanson. On le sait maintenant, et on le découvre de plus en plus, l'absence de noms de femmes dans les histoires des différents arts n'est pas due à l'absence de femmes artistes, même si les conditions de formation, de travail et de diffusion de leurs œuvres rendent leurs parcours plus difficiles que ceux des hommes. Elle est due au fait que les noms de femmes et leurs œuvres sont effacés au fur et à mesure, ce qui fait qu'elles apparaissent toujours comme « la première qui ». Les œuvres de femmes ne sont pas évaluées de la même façon que les œuvres d'hommes, elles sont jaugées à l'aune du sexe de l'artiste. À l'inverse, les œuvres d'hommes sont considérées comme universelles et non pas comme situées dans le champ de la création masculine.

Tous les obstacles ne sont pas externes. Il y a les doutes. Anne Sylvestre aime *Les gens qui doutent* [...] mais il faut être en position de se permettre ce luxe, ne pas avoir trop d'obstacles devant soi, que le doute ne paralyse pas trop. Pour beaucoup de femmes, artistes ou non, le doute, le manque de confiance en soi, est le pire



© Françoise Picq –
Anne Sylvestre, 2019

ennemi [...] « *Pour peu qu'on dépasse la tête / On est toujours une exception* » chante Anne Sylvestre (Frangines) [...]

Les chansons d'Anne Sylvestre ne nous parlent pas que d'elle. Elles nous racontent beaucoup d'histoires de femmes. Et celles-ci ne sont pas que des personnages génériques, LA Femme chantée avec tant d'ironie par Anne Sylvestre dans *Mon mystère*, pas une image fantasmée qui occulte les femmes réelles et diverses. Au contraire, les femmes chantées par Anne Sylvestre ont un prénom, *Philomène, Thérèse, Clémence [en vacances], Cécile, Maryvonne, Éléonore*, etc. Combien de ses chansons ont un prénom féminin pour titre ? Et plus qu'un prénom, elles ont une personnalité ; parfois, comme *Violette*, une très forte personnalité. Elles ne sont pas toutes jeunes, belles, amoureuses et dévouées à leurs amants. Elles ont un caractère, une vie, un parcours, qu'elles appartiennent au présent ou au passé, qu'elles soient réelles ou imaginées. Elles sont sujets des chansons et non plus prétexte à, à exposer

dans tous leurs développements les chagrins masculins par exemple. Ce sont des artistes femmes qui parlent avec tendresse et poésie de ces femmes dont on ne parle jamais, les anonymes, du passé ou du présent, ou encore les femmes âgées : l'inconnue de *Drouot* chantée par Barbara, la *Clémence* qui « *a pris des vacances* » chez Anne Sylvestre ou encore sa *Grand-mère* et toutes celles qui défilent dans le *Portrait de mes aïeules* [...] *Maumariée*, écrite et composée par Anne Sylvestre, appartient au registre générique des « maumariées », c'est-à-dire de ces chansons traditionnelles, qui racontent les malheurs des femmes (plus rarement des hommes) mal mariées, souvent contre leur gré [...]

Les femmes ont longtemps été exclues des cultures savantes, des écrits (doublement exclues, en tant que femmes et en tant que femmes du peuple), mais elles ont joué un rôle majeur dans la transmission des traditions orales. La chanson est un vecteur privilégié de cette mémoire, par ce qu'elle raconte des histoires, se retient facilement, permet de partager des moments collectifs [...] Un [...] aspect du tissage de liens entre femmes consiste à se réapproprié de façon personnalisée et souvent féministe des figures mythiques : les sorcières (*Une sorcière comme les autres*), Ève (*La Faute à Ève*), ou encore *Gulliverte*. Et presque toujours avec un grand humour [...]

Semblant répondre à l'orchestration d'une rivalité avec Barbara, Anne Sylvestre écrit les *Frangines*, en pensant – dit-elle – à Barbara. *Maryvonne* semblerait entrer dans cette longue histoire des femmes se déchirant pour un homme, si l'ironie n'affleurerait pas, et si Anne Sylvestre ne suggérait à la fin à sa rivale de suivre son exemple ; et surtout si, la même année (1986), on ne retrouvait *Maryvonne* dans *Petit bonhomme*, à mon avis une des chansons les plus drôles et positives sur la solidarité féminine. Les chansons d'Anne Sylvestre parlent souvent d'amitié « *Me gardez-vous votre amitié ?* » demande-t-elle à *Thérèse*.